



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

## Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUEBEC.

PROVINCE OF QUEBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 14 OCTOBRE 1916

QUEBEC, SATURDAY, 14TH OCTOBER, 1916

### Proclamation

### Proclamation

Canada,  
Province de  
Québec.  
L. S.

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,  
SALUT.

**A**TTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le dix-sept octobre mil neuf cent seize, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au sept novembre prochain;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le dix-sept octobre prochain; vous convoquons par les présentes pour le SEPT NOVEMBRE prochain, et, en consé-

Canada,  
Province of  
Quebec.  
L. S.

P.-E. LEBLANC,

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,  
GREETING.

**W**HEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the seventeenth day of October, one thousand nine hundred and sixteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the seventh day of November next;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec on the seventeenth day of October next, and hereby convene you for the SEVENTH of NOVEMBER next, and, accordingly, command and order you

quence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en ladite cité de Québec, pour y expédier LES AFFAIRES DE LA PROVINCE et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Sir PIERRE-EVARISTE LEBLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce VINGT-SIXIEME jour du mois de SEPTEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent seize et de Notre règne le septième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne en chancellerie,  
Québec,  
5223 L.-P. GEOFFRION.

to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec, for the DESPATCH OF THE BUSINESS OF THE PROVINCE, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable Sir PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this TWENTY SIXTH day of the month of SEPTEMBER in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixteen and in the seventh year of Our Reign

By order,

L. P. GEOFFRION,  
Clerk of the Crown in Chancery, Quebec.  
5224

### Lettres Patentes

#### "Mount-Royal Securities, limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'octobre 1916, constituant en corporation MM. Léopold Barry et Philias Caumartin, avocats; Joseph Kellert, gérant; Lewis Seymour Jaslow, marchand, et Alice Théberge, sténographe, de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter et négocier les parts, actions, obligations, débetures et obligations des municipalités ou d'autres corporations, des compagnies par actions, les valeurs de la Puissance, des provinces, de la Grande-Bretagne, ou autres effets publics, la propriété foncière et personnelle; et ce, soit comme principaux, soit en qualité d'agents;

Placer des sommes d'argent sur la propriété immobilière pour le profit d'aucune personne ou compagnie; assumer la surveillance et l'administration d'aucun placement ainsi fait et des semblables, garantir leur valeur, et avancer des deniers sur la garantie d'iceux; subdiviser, acheter, vendre et faire le commerce d'aucune propriété immobilière, y construire aucune espèce de bâtisses et généralement les améliorer, percevoir et administrer les paiements échus, ainsi que les rentes et bénéfices;

Se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Prêter de l'argent aux conditions qui seront avantageuses, aux clients et autres personnes en relations d'affaires avec la corporation et garantir de ses obligations par aucune de ces personnes;

Acquérir par achat ou autrement, se servir et disposer d'aucun brevet d'invention, droit breveté, devis industriel, marque de commerce et fabriquer, employer et négocier les inventions conservées par ces brevets, sous le nom de "Mount-Royal Securities, limited", avec un fond social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille parts (2000) de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

### Letters Patent

#### "Mount-Royal Securities, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1916, incorporating MM. Léopold Barry and Philias Caumartin, advocates; Joseph Kellert, manager; Lewis Seymour Jaslow, merchant, and Alice Théberge, stenographer, of Montreal, in the following purposes:

To buy and deal in shares, stocks, bonds, debentures and obligations of municipal or other corporations, or joint stock companies or in Dominion, Provincial, British or foreign or other public securities, or in real estate, personal property and this either as principals or agents;

To invest monies in immoveable property, for the benefit of any person or corporation; to undertake the care and management of any investment so made and similar investments and guaranty the security of the same and advance money on the security of the same; to subdivide, buy, sell and deal in any immoveable property; to erect any and all kind of buildings thereon and generally to improve the same and to collect and administer any payments coming due thereon and the rents and profits thereof;

To amalgamate with any other company, having objects altogether or in part similar to those of this company;

To advance money on such terms as may be expedient to customers and others having dealings with the company and to guaranty the performance by any such persons;

To acquire by purchase or otherwise and also to use and dispose of any patents, patent rights, industrial designs and trade marks and to manufacture, use and deal in the inventions secured under such patents, under the name of "Mount-Royal Securities, limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province,  
ce sixième jour d'octobre 1916.

C. J. SIMARD,

5419—41-2 Assistant-secrétaire de la province.

**"Compagnie d'Épicerie Nationale,  
limitée".**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sixième jour d'octobre 1916, constituant en corporation MM. Honoré Rivard, gérant des débardeurs; Hubert Tralbout, pointeur; Charles Beauchemin, limeur; Alc. Langevin, épicier; Ludger L'Heureux, machiniste; Cléophas Bujold, secrétaire des débardeurs; Louis-F. Chalvin, débardeur, de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'épicerie en gros et en détail, acheter des licences d'épicerie et vendre les boissons enivrantes suivant les règlements ou loi des licences, vendre les produits d'épicerie aux prix que voudra bien désigner la compagnie ou au gré des directeurs de la dite compagnie;

Acheter tous les produits qui se rattachent au commerce d'épicerie en dehors chez les cultivateurs et manufacturiers, établir des magasins dans toutes les parties de la province, ville ou village;

Organiser, entretenir et ouvrir des succursales, stations commerciales et réfrigérateurs en rapport avec et pour servir aux fins de la compagnie;

Exercer aucun négoce ou commerce qui, dans l'opinion des directeurs de la corporation, peut être avantageusement exercé conjointement avec aucun commerce ou négoce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou comme subsidiaire à icelui;

Acquérir l'achalandage, les droits, la propriété et l'actif d'aucune sorte et assumer la totalité ou aucune partie du passif d'aucune personne, société ou association exerçant un commerce similaire, et les payer en numéraire, en actions, obligations, débiteures ou autres valeurs de la présente corporation, ou autrement;

Emprunter de l'argent, faire et émettre des billets promissoires, des lettres de change, des obligations, des débiteures, bons et documents de dettes d'aucune sorte, et les garantir par hypothèque ou autrement;

Demander, obtenir, acheter ou autrement acquérir et aliéner des brevets d'invention, marques ou noms de commerce, et les utiliser, les exercer, les perfectionner, accorder des permis à leur sujet, et autrement les faire valoir;

Avancer des deniers, garantir les contrats ou engagements, cautionner ou aider financièrement aucune personne, société ou association dont le commerce intéresse la compagnie;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce et de l'entreprise de la corporation, accepter en paiement de l'argent comptant, des actions, des obligations ou d'autres valeurs et les partager entre les actionnaires proportionnellement;

Acquérir et détenir des biens-fonds et construire des bâtiments à l'usage de la compagnie et les vendre, les grever ou autrement en disposer;

Défrayer à même les deniers de la compagnie, toutes les dépenses et tout honoraire pour son incorporation;

Faire toutes autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets précités ou d'aucun d'iceux;

Exercer le commerce de boucherie et charcuterie en gros et détail, avoir des succursales et vendre la viande au prix que la compagnie voudra bien désigner à ses clients, sous le nom de "Com-

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of October, 1916.

C. J. SIMARD,

5420—41-2 Assistant Provincial Secretary.

**"Compagnie d'Épicerie Nationale,  
limitée".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date, the sixth day of October, 1916, incorporating MM. Honoré Rivard, Manager of the longshoremen; Hubert Tralbout, time-keeper; Charles Beauchemin, filer; Alc. Langevin, grocer; Ludger L'Heureux, machiniste; Cléophas Bujold, secretary of the longshoremen, Louis F. Chalvin, longshoreman, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of wholesale and retail grocers, purchase grocers licenses and sell spiritous liquors, according to the provisions of the License Law, sell groceries at such prices as may be fixed by the company or its directors;

To buy all products connected with the business of grocer from farmers and manufacturers and establish branch stores in all parts of the province, town or village;

To organize, maintain and open branch stores, trading stations and cold storages in connection with or for the company's purposes;

To carry on any trade or business which may appear to the company's directors capable of being conveniently carried on in conjunction with any other trade or business which the present company is authorized to carry on or any trade or business incidental thereto;

To acquire the goodwill, rights, property and assets of every kind and to take over the whole or any part of the liabilities of any person, firm or association carrying on any similar business and to pay for same in cash, shares, bonds, debentures or other securities of the present corporation or otherwise;

To borrow monies and to draw and issue promissory notes, bills of exchange, bonds debentures, obligations and evidences of indebtedness of every kind and guarantee same of hypothec or otherwise;

To apply for, secure, buy or otherwise acquire and dispose of patents, trade marks or trade names, and utilize, exercise, improve, grant permits in respect of or otherwise turn the same to account;

To advance monies and guarantee the contracts or engagements, go security for or otherwise financially assist any person, firm or association the business of which may benefit the company;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertaking of the corporation and accept in payment therefor cash, shares, bonds or other securities and to distribute the same between the shareholders, proportionately;

To acquire and hold real estate and erect buildings for the use of the company and to sell hypothecate or otherwise dispose of same;

To pay out of the funds of the company all expenses and fees incidental to the incorporation of said company;

To do all such other things as may be incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

To carry on the business of wholesale and retail butchers and park dealers and to sell meat to its customers at such price as may be fixed by the Company, under the name of "Compagnie

pagnie d'Epicerie Nationale, limitée", avec un fonds social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en neuf mille huit cent (9800) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour d'octobre 1916.

C.-J. SIMARD,

5421—41-2 Sous-secrétaire de la province.

**"The Crescent Ladies' Wear, incorporated".**

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 27 septembre 1916, constituant en corporation MM. Samuel Gerald Tritt, Saul Tritt, avocats; Max Herman, gérant; Nicholas Swan, comptable, et Alexander Seay, commis, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Confectionner des vêtements de toutes sortes pour dames et les vendre en gros et au détail;  
Agir comme facteurs, manufacturiers, agents et courtiers;

Prendre charge du commerce en opération de la "The Crescent Ladies' Wear", et le payer en parts du capital-action de la compagnie;

Prendre charge d'aucun autre commerce semblable et le payer en actions libérées du capital de la corporation;

Etre courtier, agent ou représentant d'aucune corporation, société ou personne exerçant aucun commerce semblable de confection ou de fourniture d'aucunes marchandises que l'on peut convenablement ou utilement employer dans aucun commerce similaire;

Conclure aucune convention ou aucun arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, la concession réciproque ou la coopération avec aucune personne, compagnie ou association, constituée ou à être constituée, exerçant ou sur le point d'exercer aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer, ou aucun genre d'affaires nécessaire ou se rattachant à la réalisation des objets de la présente;

Poursuivre la réalisation d'aucun des objets ci-haut comme principaux ou en qualité d'agents, en société ou conjointement avec aucune autre personne, société, association ou compagnie;

Exercer ou entreprendre aucun autre commerce que la corporation jugera de temps à autre susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec les susdits objets et pouvoirs et propre à accroître directement ou indirectement la valeur des privilèges, droits ou biens de la compagnie ou à les rendre profitables;

Tirer, faire, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change et autres instruments négociables et transportables; sous le nom de "The Crescent Ladies' Wear, incorporated", avec un fond social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de septembre 1916.

C. J. SIMARD,

5257—40-2 Assistant-secrétaire de la province.

**"The Crethan Company, limited".**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six septem-

d'Epicerie Nationale, Limitée" with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into nine thousand eight hundred (9800) shares of five dollars (\$5.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of October, 1916.

C.-J. SIMARD,

5422—41-2 Assistant Provincial Secretary.

**"The Crescent Ladies' Wear, incorporated".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of September, 1916, incorporating Messrs. Samuel Gerald Tritt and Saul Tritt, advocates; Max Herman, manager; Nicholas Swan, accountant, and Alexander Seay, clerk, of the city of Montreal, for the following purposes:

To manufacture ladies wear of all kinds and to dispose of same wholesale or retail;

To act as commission agents, manufacturers, agents and brokers;

To take over as a going concern the business of "The Crescent Ladies' Wear", and to pay for same in shares of stock of the company;

To take over any similar business and to pay for same in fully paid up shares of the stock of the company;

To act as broker, agent or representative of any corporation, firm or individual carrying on any similar business of manufacturing or supplying any goods which can be conveniently or usefully employed in connection with any similar business;

To enter into any agreement or arrangement for sharing of profits, union of interest, reciprocal concessions or co-operation with any person, company or association, formed or to be formed, carrying on or about to carry on, any business which this company is authorized to carry on, or any business transaction necessary or incidental to the carrying out of the purposes of this company;

To carry out all or any of the foregoing objects as principals or agents or in partnership or in conjunction with any other person, firm, association or company;

To carry on or undertake any other business which may from time to time seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the foregoing objects and powers and calculated directly or indirectly to render profitable or enhance the value of any of the company's privileges, rights or property;

To draw, make, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments, under the name of "The Crescent Ladies' Wear, incorporated", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial Secretary, this seventh day of September, 1916.

C. J. SIMARD,

5258—40-2 Assistant Provincial Secretary.

**"The Crethan Company, limited".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day

bre 1916, constituant en corporation MM. Jules Crépeau, employé civique, Peter George Crethan, manufacturier, Joseph Forget, typographe, Harry Pulos, marchand, F. Larin, musicien, de Montréal, dans les buts suivants:

Pour faire le commerce en gros et en détail, fabriquer, vendre à commission ou autrement des friandises, chocolats, bonbons, du sucre, des sucreries et confiseries de tous genres; des légumes, fruits, confitures, gelées, extraits végétaux, extraits animaux et autres extraits, des sirops, du lait, de la crème, de la crème à la glace, des extraits ou ingrédients servant à la fabrication des articles ci-dessus; des boissons de tempérance, des liqueurs douces, des eaux minérales, artificielles, gazeuses et carbonatées de tous genres, du gaz de carbone, du carbonate, des huiles essentielles, du vinaigre, des sauces, de l'extrait de tomates, des conserves au vinaigre et tous articles employés comme assaisonnements ou condiments; du thé, du café, des épices, des produits ou sous-produits de tous les articles sus-mentionnés; des provisions et des victuailles et tous autres comestibles et breuvages; du tabac de tout genre et tous articles à l'usage des fumeurs; des boîtes, des bonbonnières, des caisses d'emballage, du carton et du papier d'emballage; des fournitures et accessoires de toutes sortes pour restaurants et fontaine d'eau gazeuse;

Exercer aucune autre industrie semblable, de fabrication ou autre, se rattachant aux pouvoirs précités, que la compagnie jugera susceptible d'être avantageusement exercé en rapport avec aucune des susdites industries;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie des biens et obligations d'aucune personne ou corporation engagée dans aucune industrie que la présente compagnie est autorisée à entreprendre ou qui se trouve en possession de biens dont la présente pourra bénéficier;

Généralement acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière ainsi que tous droits ou privilèges que la compagnie estimera nécessaires à son industrie, et spécialement des biens-fonds, bâtisses, obligations, machines, outils et fonds de commerces;

Acquérir et détenir des parts dans aucune autre corporation dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie;

Avec le consentement des actionnaires, rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus dans le placement, l'assistance au placement ou la garantie du placement d'aucun nombre d'actions ou autres valeurs de la compagnie, dans la formation ou l'organisation de la compagnie, ou dans l'administration de ses affaires;

Tirer, faire, accepter, endosser, payer et émettre des billets, lettres de crédit, lettres de change, traites, chèques, débiteures et autres instruments négociables et transportables.

Faire toutes choses exercer tous les pouvoirs et aucun commerce tendant à la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "The Crethan Company, limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de septembre 1916.

C. J. SIMARD,

5259—40

Sous-secrétaire de la province.

of September, 1916, incorporating Messrs. Jules Crépeau, civic employee, Peter George Crethan, manufacturer, Joseph Forget, typographer, Harry Pulos, merchant, F. Larin, musician, of Montreal, for the following purposes:

To deal wholesale and retail, manufacture, sell on commission or otherwise, delicacies, chocolates, bonbons, sugar, sweets and confectioneries of all kinds, vegetables, fruits, preserves, vegetable, animal and other extracts, syrups, milk, cream, ice-cream and extracts or ingredients entering into the making of the above products; temperance drinks, soft drinks, mineral, artificial, aerated and carbonated waters of all kinds, carbon gas, carbonate, essential oil, vinegar, sauces, extract of tomatoes, pickles, and all other articles used as seasoning or condiment tea, coffee, spices, products and by-products of all the above products; provisions and victuals and all other eatables and drinks, tobacco of all kind and articles used by smokers; boxes, bonbonnières, packing cases, cardboard and wrapping paper, supplies and accessories of every kind for restaurants and soda fountain;

To carry on any other similar business, manufacturing or otherwise, incidental to the above, which may appear to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the above businesses;

To acquire and take over the whole or any part of the assets and liabilities of any person or corporation engaged in any of the businesses which the present company is empowered to carry on or possessed of property calculated to benefit the present company;

Generally to buy, take on lease or in exchange, rent or otherwise acquire any moveable or immovable property together with all rights and privileges which the company may think necessary for its business, and especially real estate, buildings, bonds, machinery equipment and stocks in trade;

To acquire and hold shares in any other corporation the objects whereof are similar to those of the present company;

With the approval of the shareholders to remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing, assisting to place or in guaranteeing the placing of any number of shares or other securities of the company, or in the formation or organization of the company or in the conduct of its business;

To draw, make, accept, endorse, pay and issue bills payable, bills of credit, bills of exchange, drafts, cheques, debentures and other negotiable and transferable instruments;

To do all things, exercise all powers and carry on any business conducive to the attainment of the objects, for which this company is incorporated, under the name of "The Crethan Company limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of September, 1916.

C. J. SIMARD,

5260—40-2

Deputy Provincial Secretary.

**"Just Motors, limited".**

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 4 octobre 1916, constituant en corporation MM. Andrew Ross McMaster, de Westmount, avocat et conseil du Roi, Auguste Angers, avocat, Miss Minnie Bradley, secrétaire, Miss Margaret Hartley, secrétaire, de Montréal, et Miss Dorothy Eva Vipond, d'Outremont, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce de marchands d'automobiles, de sections d'automobiles et accessoires, de la gasoline et de l'huile, ainsi que de toutes denrées, marchandises et machines se rapportant directement ou indirectement aux automobiles;

Etablir des remises, des postes d'approvisionnement ainsi que toutes commodités à l'usage des automobiles;

Se fusionner avec aucune autre compagnie exerçant aucun commerce susceptible d'être exercé conjointement avec le commerce de la corporation;

Vendre la totalité ou aucune partie des commerces de la compagnie, comme entreprise en opération, pour du numéraire ou contre valeurs d'une autre corporation;

Exercer aucun des commerces précités, comme principaux ou agents, et exercer aucun négoce, accomplir aucun acte pouvant tourner à l'avantage probable du commerce exercé par la corporation, sous le nom de "Just Motors, limited", avec un fond social de quarante mille piastres (\$40,000.00), divisé en quatre cents (400) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour d'octobre 1916.

C. J. SIMARD,

5281-40-2 Sous-secrétaire de la province.

**"Laurie Amusement Company, limited".**

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 4 octobre 1916, constituant en corporation M.M. Archibald Joseph Laurie, gérant; Louis Cherry et Maurice Leibovitch, marchands; Isidore Sohmer, commis; et Jacob Germaise, marchand de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire donner et donner des exhibitions cinématographiques, cinétoscopiques, biographies et autres productions de vues animées, au moyens de tous procédés quelconque de représentation;

Acquérir et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété et du passif d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente corporation est autorisée à exercer, ou qui se trouvent en possession de biens convenant aux objets de la compagnie;

Prendre et autrement acquérir et détenir des parts dans aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation ou exerçant aucun commerce propre à être exercé à son bénéfice direct ou indirect;

Acheter, prendre à bail, en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété personnelle, et aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables aux fins de son commerce, et particulièrement aucune machine, usine et aucun fond de commerce;

A cette fin, acquérir aucun fond de commerce,

**"Just Motors, limited".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth of October, 1916, incorporating Messrs. Andrew Ross McMaster, of Westmount, advocate and King's Counsel, Auguste Angers, advocate, Miss Minnie Bradley, secretary, Miss Margaret Hartley, secretary, of Montreal, and Miss Dorothy Eva Vipond, of Outremont, for the following purposes:

To carry on the business of a dealer in automobiles, automobile parts and accessories, gasoline and oil, and all wares, merchandise and machinery connected directly or indirectly with automobiles;

To maintain garages, service-stations and all facilities for the users of automobiles;

To amalgamate with any other company carrying on any business capable of being carried on in conjunction with the business of the company; to sell the business of the company or any part thereof as a going concern for cash or for securities of another company;

To carry on any of the businesses above mentioned as principal or agents, and to carry on any businesses and perform any acts likely to prove advantageous to the business carried on by the company, under the name of "Just Motors, limited", with a capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of October, 1916.

C. J. SIMARD,

5282-40-2 Assistant Provincial Secretary.

**"Laurie Amusement Company, limited".**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of October, 1916, incorporating M.M. Archibald Joseph Laurie, manager; Louis Cherry and Maurice Leibovitch, merchants; Isidore Sohmer, clerk; and Jacob Germaise, merchant, of Montreal, for the following purposes:

To provide for the production of and to produce cinematograph, kinetoscopic and biograph exhibitions and other exhibitions of moving pictures by whatsoever device the same may be exhibited;

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To purchase, take on lease, take in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges, which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant and stock in trade;

To acquire for that purpose any stock in trade,

aucune société, aucuns nom et raison sociale sous lesquels aucunes entreprises sont conduites, l'achalandage, les dettes actives d'aucun de ces commerces et entreprises;

Prendre et acquérir des parts dans d'autres compagnies et se fusionner avec des compagnies constituées ou non constituées;

Emettre des actions de la corporation en paiement d'aucune propriété mobilière ou immobilière, qu'elle pourra détenir ou détiendra, ou pour services rendus ou à rendre, sous le nom de "Laurie Amusement Company, limited", avec un fond social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent parts (100) de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour d'octobre 1916.

C. J. SIMARD,

5283—40-2 Assist.-secrétaire de la province.

firm, name and style under which any undertakings are carried on, good-will, books debts of any such business or undertakings;

To take or acquire shares in other companies and to amalgamate with corporated or uncorporated companies;

To issue paid-up shares of the company in payment of any property moveable or immovable, services rendered or to be rendered which the company may or will hold, under the name of "Laurie Amusement Company, limited", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of October, 1916.

C. J. SIMARD,

5284—40-2 Assist. Prov. Sec.

### Lettres Patentes supplémentaires

#### "The Quebec Motor Sales Company, limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes supplémentaire en date du vingt-sept septembre 1916 à la compagnie "Carrier-Faucher Auto Company, Limited", par lesquelles son nom est changé par celui de "The Quebec Motor Sales Company, limited".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de septembre 1916.

C. J. SIMARD,

5261—40-2 Sous-secrétaire de la province.

### Supplementary Letters Patent

#### "The Quebec Motor Sales Company, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh of September, 1916, changing the name of the company "Carrier-Faucher Auto Company, Limited", to that of "The Quebec Motor Sales Company, limited".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of September, 1916.

C. J. SIMARD,

5262—40-2 Deputy Provincial Secretary.

### Avis de l'Assemblée législative, relativement aux bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 24 octobre et présentés avant le 28 novembre 1916, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 17 et reçues avant le 22 novembre 1916, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 12 décembre 1916.

Le greffier.

L.-P. GEOFFRION,

Québec, ce 27 septembre 1916. 5179—39-7

### Notice of the legislative Assembly, relating to private bills to be introduced during the coming session

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 24th October and introduced before the 28th November, 1916; petitions for the introduction of private bills must be presented before the 17th and received before the 22nd November, 1916; and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 12th December, 1916.

L.-P. GEOFFRION,

Clerk.

Quebec, the 27th September, 1916. 5180—39-7

### Département de l'Instruction publique

No 1126. Elec.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 4 octobre 1916, de nommer M. Philadelphie Corbin, président des Commissaires d'écoles pour la municipalité de Massé et Ouimet, dans le comté de Rimouski.

### Department of Public Instruction

No. 1126—Elec.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased by Order in Council bearing date the 4th of October, 1916, to appoint Mr. Philadelphie Corbin, president of the school commission for the municipality of Masse and Ouimet, in the county of Rimouski.

## No. 677-Elec.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté en Conseil en date du 6 octobre 1916, de nommer MM. Armand Cardin, Octave Parenteau, Vital Parenteau, Joseph Thérout et Edouard Giguère, Commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Gérard d'Yamaska, dans le comté d'Yamaska.

## No 332-Elec.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 4 octobre 1916, de nommer M. Edouard Béliveau, Commissaire d'écoles pour la municipalité de Spaulding, dans le comté de Frontenac.

## No 1651-Elec.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 4 octobre 1916, de nommer M. Edmond Coursolle, Commissaire d'écoles pour la municipalité de Sainte-Valérie-de-Ponsonby, dans le comté de Labelle.

## No 528-Elec.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 4 octobre 1916, de nommer M. Louis Reid, Commissaire d'écoles pour la municipalité de East Angus, dans le comté de Compton. 5413

1241-16

Québec, 5 octobre, 1916.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de "Cantons Unis", dans le comté de Labelle, les lots Nos 1 à 12 inclus, du rang 1, canton Wurtele; 1 à 4 inclus, rang 2, 1 à 4 inclus, rang 3, canton Wurtele, et de les annexer à celle de canton Campbell, même comté.

5323-40-2

## No. 677-Elec.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased by Order in Council bearing date the 6th of October, 1916, to appoint Messrs. Armand Cardin, Octave Parenteau, Vital Parenteau, Joseph Theroux and Edouard Giguère, school commissioners for the municipality of Saint Gerard d'Yamaska, in the county of Yamaska.

## No. 332-Elec.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council bearing date the 4th of October, 1916, to appoint Mr. Edouard Béliveau, school commissioner for the municipality of Spaulding, in the county of Frontenac.

## No. 1651-Elec.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council bearing date the 4th of October, 1916, to appoint Mr. Edmond Coursolle, school commissioner for the municipality of Sainte Valerie de Ponsonby, in the county of Labelle.

## No. 528-Elec.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased by Order in Council bearing date the 4th October, 1916, to appoint Mr. Louis Reid, school commissioner for the municipality of East Angus, in the county of Compton. 5414

1241-16

Quebec, 5th October, 1916.

The Superintendent gives notice that application is made to detach from the school municipality of "Cantons Unis" in the county of Labelle, the lots Nos. 1 to 12 inclusive, of range 1, Wurtele township; 1 to 4 inclusive, range 2, 1 to 4 inclusive, range 3, Wurtele township, and to annex same to that of Campbell township, same county.

5324-40-2

## Département du Trésor (Branche des Assurances)

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la paroisse de Saint-Honoré de Shenley, ayant été établie aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, section XXII, chapitre III, titre XI des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a obtenu un permis et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, formée en vertu des dits articles du dit paragraphe, peut légalement transiger relativement au genre d'affaires mentionné dans la déclaration faite à l'inspecteur, savoir: assurance mutuelle contre le feu et la foudre des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques étant ni des risques de commerce, ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni extra-hasardé) dans les limites du comté de Beauce, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce deuxième jour d'octobre 1916.

Pour le Trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances.

Branche des Assurances,  
Département du Trésor,  
Québec.

5297-40-2

## Treasury Department (Insurance Branch)

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la paroisse de Saint-Honoré de Shenley", has been established in conformity with article 6886 and following, sub-section VI, section XXII, chap. III, title XI, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company, formed under the said article of the said sub-section, may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in their declaration to the Inspector, namely: mutual insurance against fire and lightning on farm buildings and isolated risks, (such risks being other than commercial, or on buildings used for commercial or manufacturing purposes or extra-hazardous) within the limits of the county of Beauce, in the province of Quebec.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this second day of October, 1916.

For the Treasurer of the Province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,  
Treasury Department,  
Québec.

5298-40-2

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de L'Epiphanie, ayant été établie aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, section XXII, chapitre III, titre XI des Statuts Réfondus de la province de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a obtenue un permis et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu formée en vertu des dits articles du dit paragraphe peut légalement transiger relativement au genre d'affaires mentionné dans la déclaration faite à l'inspecteur savoir: assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques étant ni des risques de commerce, ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni extra-hasardé), dans les limites du comté de L'Assomption, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts réfondus de la province de Québec, 1909, ce deuxième jour d'octobre 1916.

Pour le Trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances.

Branches des Assurances,  
Département du Trésor.  
Québec.

5363—40-2

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de L'Epiphanie", has been established in conformity with article 6886 and following, sub-section VI, section XXII, chap. III, title XI, of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company formed under the said article of the said sub-section may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in their declaration to the Inspector, namely: mutual insurance against fire, lightning and wind on farm buildings and isolated risks, (such risk being other than commercial, or on buildings used for commercial or manufacturing purposes, or extra-hazardous), within the limits of the county of L'Assomption, in the province of Quebec.

Given pursuant to Article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this second day of October, 1916.

For the Treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,  
Treasury Department.  
Québec.

5364—40-2

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Thomas de Montmagny, ayant été établie aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, section XXII, chapitre III, titre XI des Statuts Réfondus de la province de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a obtenu un permis et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu formée en vertu des dits articles du dit paragraphe peut légalement transiger relativement au genre d'affaires mentionné dans la déclaration faite à l'inspecteur savoir: assurance mutuelle contre le feu, des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques étant ni des risques de commerce, ni sur les bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni extra-hasardé), dans les limites du comté de Montmagny, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts réfondus de la province de Québec, 1909, ce deuxième jour d'octobre 1916.

Pour le Trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances.

Branches des Assurances,  
Département du Trésor.  
Québec.

5365—40-2

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Thomas de Montmagny, has been established in conformity with article 6886 and following, sub-section VI, section XX I, chap. III, title XI, of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company formed under the said article of the said sub-section may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in their declaration to the Inspector, namely: mutual insurance against fire, on farm buildings and isolated risks, (such risks being other than commercial, or on buildings used for commercial or manufacturing purposes, or extra-hazardous) within the limits of the county of Montmagny, in the province of Quebec.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this second day of October, 1916.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,  
Treasury Department  
Québec.

5366—40-2

## Ministère de l'Agriculture

### SYNDICATS D'ELEVAGE

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Montmagny, sous le nom de "Syndicat d'élevage de Saint-Thomas de Montmagny", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de la ville de Montmagny.

Daté à Québec, le 3 octobre 1916.

JOS. ED. CARON,  
Ministre de l'Agriculture.

5417

## Department of Agriculture

### STOCK BREEDING SYNDICATE.

Notice is hereby given that a stock breeding syndicate has been constituted in the county of Montmagny, under the name of "Syndicat d'élevage de Saint-Thomas de Montmagny", with its chief place of business in the municipality of the town of Montmagny.

Dated at Quebec, this 3rd day of October, 1916.

JOS. ED. CARON,  
Minister of Agriculture.

5418

## Demandes à la Législature

Avis public est par le présent donné que l'Hôpital-Général de Montréal demande à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit passée amendant sa charte relativement aux qualifications requises et au mode d'élection du personnel des médecins et chirurgiens; et pour d'autres fins.

(Signé) MEREDITH, HOLDEN,  
HAGUE, SHAUGHNESSY  
& HOWARD,

Procureurs de l'Hôpital-  
Général de Montréal.

Montréal, 6 octobre 1916. 5389—41-4

Avis public est par les présentes donné que la paroisse de Saint-Patrice, Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander qu'une loi soit passée déclarant que l'équivalent en anglais du nom "L'œuvre et Fabrique de la paroisse de Montréal" est "The Fabrique of Saint Patrick's Church, Montreal", et que la corporation en dernier lieu mentionnée peut agir sous l'un ou l'autre de ces noms; et conférant les pouvoirs suivants à la dite paroisse:

(1) D'acquérir des immeubles dans la cité de Montréal et d'y ériger des bâtisses, de louer iceux au Catholic High School of Montreal, ou autre corps incorporé pour les fins d'éducation ou de charité, ou, faute de tel bail, de s'en servir elle-même pour semblables fins; (2) De vendre, aliéner et disposer d'iceux, et de placer le prix dans d'autres immeubles à Montréal; (3) D'emprunter des montants n'excédant pas l'évaluation municipale des dits immeubles, et de les hypothéquer soit par obligation ordinaire ou par l'émission de bons ou de débetures payables à ordre, et, nonobstant la section 4320 des Statuts refondus de Québec (1909), ou toute autre loi contraire; (4) D'exercer les dits pouvoirs sur simple résolution adoptée à une assemblée des anciens et nouveaux marguilliers.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,  
Procureurs de la paroisse de Saint-  
Patrice, Montréal, et de l'Œuvre  
et Fabrique de la dite paroisse.

Montréal, 6 octobre 1916. 5393—41-4

Avis public est par les présentes donné que la corporation du village de Saint-Alexis de la Grande Baie et la corporation de la paroisse de Saint-Alexis de la Grande-Baie, comté de Chicoutimi, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi à l'effet d'amender l'acte d'érection du village de Bagotville en une municipalité séparée, 39 Viet. chapitre 45, spécialement la section 8 du dit acte, pour le dit amendement, libérer les requérantes de la charge du bras Nord de la Rivière à Mars, pont qui est situé dans les limites du village de Bagotville.

L. ALAIN,  
Procureur des Requérantes.

Chicoutimi, 10 octobre 1916. 5395—41-4

Avis est par le présent donné que le Rabbin Hirsch, Lyon Cohen, Herbert M. Levine, Morris Fromson, Myer Bavitch, Lionel Coviensky, Aaron Harris, Charles B. Feiner, Aaron D. Paltiel, Zelig Ratner, Moses Bailey, Moses Zelicovitch, Max Fineberg, Max Rabinovitch, Samuel Rabinovitch, Henry Nathanson, William Lustgarten, Barnet Levine, Fishel Cohen, Julius

## Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that the Montreal General Hospital will apply at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for a bill to amend its charter in respect of the qualifications requirements and the manner of election of the medical and surgical staff; and for other purposes.

(Signed) MEREDITH, HOLDEN,  
HAGUE, SHAUGHNESSY  
& HOWARD,

Attorneys for The Montreal General  
Hospital.

Montreal, 6th October, 1916. 5390—41-4

Public notice is hereby given that Saint Patrick's Parish, Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session, for an Act to declare that the English equivalent of "L'Œuvre et Fabrique de la Paroisse de Saint-Patrice, Montréal", is "The Fabrique of Saint Patrick's Church, Montreal," under either of which names the said last named corporation may act; and to confer on the said parish the following powers:

(1) To purchase immovable property in the city of Montreal and erect buildings thereon, to lease same to the Catholic High School of Montreal, or other corporate body for educational or charitable purposes, or, failing to lease, itself, to use the said property for similar purposes; (2) To sell, alienate and dispose of the same and invest the price in other immovable property in Montreal; (3) To borrow money not exceeding in the aggregate the assessed value of such immovable property and to hypothecate the same either by ordinary deed of obligation or by the issue of bonds or debentures payable to bearer, and notwithstanding section 4320 of the Revised Statutes of Quebec (1909) or other law to the contrary; (4) To exercise the said powers simply on resolutions adopted by a meeting of the old and new church-wardens.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,  
Attorneys for Saint Patrick's Parish,  
Montreal, and for L'Œuvre et Fa-  
brique thereof.

Montreal, 6th October, 1916. 5394—41-4

Public notice is hereby given that the corporation of the village of Saint Alexis de la Grande Baie and the corporation of the parish of Saint Alexis de la Grande Baie, in the county of Chicoutimi, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act amending the act of erection of the village of Bagotville in a separate municipality (39 Viet., Chap. 45) and especially the section 8 of the said act, in order to the said amendment, discharge the petitioners of all obligation to the bridge built on the north branch of the Rivière à Mars, the said bridge being entirely situated within the limits of the village of Bagotville.

L. ALAIN,  
Attorney for petitioners.

Chicoutimi, 10th October, 1916. 5396—41-4

Notice is hereby given that Hirsh Cohen, Rabbi, Lyon Cohen, Herbert M. Levine, Morris Fromson, Myer Bavitch, Lionel Coviensky, Aaron Harris, Charles B. Feiner, Aaron D. Paltiel, Zelig Ratner, Moses Bailey, Moses Zelicovitch, Max Fineberg, Max Rabinovitch, Samuel Rabinovitch, Henry Nathanson, William Lustgarten, Barnet Levine, Fishel Cohen, Julius

I. Cohen, Morris Coviensky et Samuel Silverstone, tous de la cité de Montréal, marchands, demanderont à la Législature, à sa prochaine session, la passation d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "New Adath Jeshurum Congregation", avec pouvoir d'acquérir et posséder des biens immeubles, de tenir des registres de l'état civil, et d'exercer tous autres droits propres aux corporations cultuelles, et pour autres fins.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,  
Procureurs des Requérants.  
Montréal, 10 octobre 1916. 5399—41—4

Province de Québec,  
District de Montréal.

Les soussignés donnent avis par le présent que "l'Institut de Hervey", corporation légale ayant bureau principal dans la cité de Westmount, dans la province de Québec, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit passée amendement sa charte, à savoir, une loi de la Législature de la dite province (38 Vic., Chap. 59), de manière à conférer les pouvoirs additionnels d'acquérir par achat ou autrement, posséder des propriétés et valeurs d'aucune nature, mobilières ou immobilières et d'en disposer; aussi, les pouvoirs d'emprunter et d'hypothéquer les immeubles de la corporation, d'être nommée tuteurs aux mineurs et d'agir comme tels; et autres pouvoirs.

Donné à Montréal, ce 6 octobre, A.D. 1916.

LIGHTHALL & HARWOOD,  
Procureurs des Réquérants. 5401—41—2

Avis est par les présentes donné que Tancrede Asselin, de Montréal, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, et présentera un bill, l'autorisant à être admis à la profession de Dentiste après avoir passé les examens requis.

TANCREDE ASSELIN.  
Montréal, 10 octobre 1916. 5397—41—4

Avis public est par les présentes donné que la cité de Hull s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale pour les fins suivantes:

Pour définir le mot immeuble; au sujet du vote des règlements par les électeurs municipaux et pour définir d'une manière claire quand ils sont adoptés ou refusés; au sujet de la limite d'emprunt, au sujet du quorum du Conseil en cas de résignation de plusieurs échevins; au sujet des actions en dommages pour améliorations locales et autres et leur prescription; pour forcer la construction de trottoirs; pour imposer une taxe ou licence sur garages et automobiles de louage et sur les places de jeu, compagnies d'assurances; pour pouvoir donner des débiteures en garantie collatérale; pour régler le mode de construction dans la ville et déterminer à quelle distance de la rue les maisons seront construites; au sujet de la subdivision des terrains et des rues dans certains quartiers; au sujet du rôle d'évaluation et des réviseurs et du rôle supplémentaire; au sujet de la rectification des lignes du quartier 1-A; pour donner droit à tous propriétaires de voter aux élections des commissaires d'écoles, qu'ils aient payé leurs redevances scolaires ou non; pour donner droit à tout candidat à la charge de commissaire d'écoles mis en nomination, de résigner dans les vingt-quatre heures; pour diminuer le nombre

I. Cohen, Morris Coviensky and Samuel Silverstone, all of the city of Montreal, merchants, will apply to the Legislature of the province of Quebec at its present session, for the purpose of passing an Act to incorporate them under the name of "New Adath Jeshurum Congregation," with power to acquire and possess immoveable property, to keep registers for acts of civil status, and to exercise all other rights incidental to religious corporations, and for other purposes.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,  
Solicitors for applicants.  
Montreal, 10th October, 1916. 5400—41—4

Province of Quebec,  
District of Montreal.

Notice is hereby given by the undersigned that "The Hervey institute" a body politic and corporate having its chief office in the city of Westmount, in the province of Quebec, will apply at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an Act to amend its Act of Incorporation, to wit, an Act of the Legislature of said province of Quebec, 38 Vic., Chap. 59., in order to give increased powers to acquire by purchase or otherwise, and to hold property and securities of all kinds moveable and immoveable, and to dispose of the same, as also to borrow money and hypothecate the immoveable property of the Corporation; and also power to be appointed and to act as tutor to minors and for other purposes.

Given at Montreal, this 6th day of October A.D. 1916.

LIGHTHALL & HARWOOD,  
Attorneys for the Applicants. 5402—41—2

Notice is given, by these presents, that Tancrede Asselin, of Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, and will present a bill authorising him to be admitted to the profession of dentist, after having passed the required examinations.

TANCREDE ASSELIN.  
Montreal, 10th October, 1916. 5398—41—4

Public notice is hereby given that the City of Hull will apply to the Provincial Legislature, at its next session, to obtain the passing of a Special Law for the following purposes:

To define the word "immoveable"; regarding the voting of the By-Laws by the municipal electors and to define in a clear manner when they are adopted or refused; regarding the borrowing limit; regarding the quorum of the Council in case of resignation of many aldermen; regarding the actions in damages for local improvements and others and their prescription; to force the construction of sidewalks; to impose a tax or license on garages and hired-automobiles, play-houses, insurance companies; to give bonds or debentures in collateral security; to make regulations regarding the mode of construction in the City and to determine at what distance of the street the buildings shall be erected; regarding the subdivision of lands and streets in certain wards of the City; regarding the valuation roll, the revisors, and the supplementary roll; to rectify the division lines of Ward No. 1-A; to give the right to the owners or proprietors to vote at the election of the school commissioners, whether they have paid their school-taxes or not; to give the right to the candidate for the seat of school commissioner to resign within twenty-four hours from his being

d'échevins dans la cité et déterminer le mode de leur élection; sur la manière de donner les avis publics; au sujet de la manière et du nombre de personnes requises pour demander la votation sur un règlement soumis aux contribuables; au sujet de la publication des règlements à être soumis au peuple; pour un emprunt au montant d'environ \$170,000.00 pour installer un philtre mécanique et afin que cette somme ne soit pas incluse dans la limite d'emprunt; au sujet de la procédure à suivre pour améliorations locales; au sujet du poids du pain; pour pourvoir à l'enlèvement de la neige sur les trottoirs des rues et charger le coût aux contribuables; pour imposer une taxe sur les lieux d'amusements, les théâtres et plus spécialement le "sou du pauvre"; pour augmenter la taxe d'affaires sur les personnes ou compagnies ayant licence pour vendre des boissons enivrantes comme aubergistes, comme marchands en détail et marchands de gros; sur les distributeurs automatiques; sur les personnes ou compagnies vendant le gaz et l'électricité; sur les buanderies publiques; sur les personnes ou compagnies faisant le transport des marchandises ou des personnes en automobile ou en voitures mues par la vapeur ou l'électricité; sur les camions automobiles; sur les transports de licences; pour régler les heures de vente des liqueurs enivrantes, par les hôteliers et les marchands de liqueurs; pour soumettre certaines questions du Conseil au peuple sous forme de plébiscite; pour diviser le quartier 5.

J. WILFRID STE MARIE,

Procureur de la cité de Hull.

Hull, octobre 1916.

5427-41-4

Avis est, par les présentes donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir la passation d'une loi permettant à l'Œuvre et Fabrique de la paroisse du Très Saint Rédempteur de Montréal, d'emprunter une somme de deux cent mille piastres (\$200,000.00) pour la construction d'une église et d'un presbytère et pour faire une répartition spéciale pour pourvoir au remboursement de cet emprunt en quarante ans (40 ans) et pour autres fins s'y rapportant.

L'ŒUVRE ET FABRIQUE DE LA PAROISSE  
DU TRÈS SAINT RÉDEMPTEUR  
DE MONTREAL.  
par U. GEOFFRION, Curé.

Montréal, 10 octobre 1916.

5429-41-4

Avis est par le présent donné que M. Roméo Gingras présentera, à la prochaine session de la législature, un bill ayant pour effet de faire antidater, par le Barreau, son admission à l'étude du droit.

5267-40-4

Avis public est par le présent donné que la ville de Pointe-Claire demandera, par bill privé, à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, que sa charte (1 Geo. V, 2<sup>ème</sup> session, Chap. 71), soit amendée relativement à la qualification des électeurs, à l'homologation des règlements pour ouverture de rues, au pouvoir d'acquérir des terrains pour parcs publics, à la réglementation des subdivisions et bâtisses, à la répartition des taxes d'eau et pour autres fins.

Daté à Montréal, le 2 octobre 1916.

G. C. PAPINEAU-COUTURE,  
Procureur de la Ville de Pointe-Claire.

5273-40-4

Avis est par les présentes donné que les syndics de la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan demanderont à la Législature de Québec, à sa prochaine session, une loi spéciale pour entr'autres fins les suivantes, savoir:

in nomination; regarding the public-notices; to determine the manner and the number of persons required to ask the vote on a by-law submitted to the public; to borrow about \$170,000.00 for the installation of a and that the said sum shall not be included in the borrowing limit; regarding the proceedings for local improvements; regarding the weight of bread; to provide for the removal of the snow from the sidewalks and to charge the cost of same to the rate-payers; to impose a tax on play-houses, theaters, and more especially "le sou du pauvre"; to increase the business tax on persons or companies having a license to sell spirituous liquors as hotel-keepers, retail-merchants and wholesale merchants; on slot machines; on persons or companies selling gaz or electricity; on public laundries; on persons or companies having transfer for goods or for the public with automobiles or vehicles moved by steam or electricity; on trucks; on transfer of licenses; to fix the hours for the selling of spirituous liquors by hotel-keepers and liquors merchants; to submit certain questions of the Council to the public by means of a plebiscite; to divide Ward No. 5.

J. WILFRID STE MARIE,

Attorney for the City of Hull

Hull, October, 1916.

5428-41-4

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for an act allowing the Church Wardens of the Parish of du Très Saint Rédempteur de Montreal, to borrow a sum of \$200,000.00 for the construction of a church and presbytery and to levy a special assessment for the reimbursement of the said loan, during a period of forty years and for other purposes connected therewith.

THE CHURCH WARDENS OF THE PARISH  
OF TRÈS SAINT RÉDEMPTEUR OF  
MONTREAL.  
by U. GEOFFRION, Rector.

Montreal, 10th October, 1916.

5430-41-4

Notice is hereby given that a bill will be presented at the next session of the Legislature, by Mr. Romeo Gingras, for the purpose of having his admission to the study of law antedated by the Bar.

5268-40-4

Public notice is hereby given that the town of Pointe-Claire, will at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, apply by private bill to have its Charter (1 Geo. V, 2<sup>nd</sup> session Chap. 71), amended as regards qualification of voters, homologation of by-laws for opening streets, power to acquire land for public parks, to regulate sub-divisions and buildings, and to apportion water assessments and for other purposes.

Dated at Montreal, the 2nd of October, 1916.

G. C. PAPINEAU-COUTURE,  
Attorney for Town of Pointe Claire.

5274-40-4

Notice is hereby given that the trustees of the parish of Saint Jacques de l'Achigan will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for a special act having amongst other purposes, the following, to wit:

Confirmer leur élection comme syndics de la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan; définir leurs pouvoirs, privilèges et obligations; les autoriser à emprunter, à cotiser les propriétaires d'immeubles situés en la dite paroisse, et dans ce but pourvoir à la confection d'un rôle d'évaluation des dits immeubles; exercer tous les droits et privilèges qui leur sont reconnus par la loi générale et se faire conférer tous les pouvoirs additionnels qui peuvent être nécessaires ou utiles pour l'exécution du décret canonique les autorisant à construire une église et une sacristie en la dite paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan.

LADOUCEUR & TELLIER,

Avocats et Procureurs des Requérants.

Joliette, 28 septembre 1916. 5265—40-4

Avis public est par les présentes donné que Mme Marie-Joséphine-Jeanne Comte, épouse de Maxime Raymond, avocat, de la cité d'Outremont, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

(a) Autoriser le partage en nature des biens de la succession Jean de la Croix Joseph Comte entre ses héritières, ses trois filles, et déterminer le mode à suivre pour opérer ce partage;

(b) Autoriser le paiement de certaines dettes à même le capital de la succession et à cet effet autoriser la vente de certaines valeurs.

ANTONIO PERRAULT,

Procureur de la requérante.

Montréal, 3 octobre 1916. 5303—40-4

Avis est par les présentes donné que les Révérendes Dames Lumina Bolduc, en religion Sœur Marie Dominique, Geneviève Larouche, en religion, Sœur Marie de la Purification, Aimée Marie Ouellet, en religion Sœur Marie Aimée de Jésus, Alexina Marchand, en religion Sœur Marie Joseph de la Croix, toutes résidentes de la ville de la Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, feront application à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un bill pour les incorporer en corporation civile, sous le nom de "Les Petites Sœurs Franciscaines de Marie de Montréal", pour les objets suivants: enseignement élémentaire et supérieur, création de noviciats, orphelinats, crèches, écoles gratuites et payantes, pensionnats, ouvroirs, écoles ménagères industrielles, écoles de réforme, pour l'instruction des sourds-muets, des aveugles, création et maintien d'hospices, de refuges pour malades, vieillards ou infirmes des deux sexes, hôpitaux pour les malades, dispensaires, asiles pour idiots, aliénés et épileptiques des deux sexes, avec tous autres droits et pouvoirs conférés aux établissements du même genre dans la province de Québec, le tout avec l'agrément de l'autorité ecclésiastique.

L. G. BELLEY,

Procureur des Requérantes.

Québec, 3 octobre 1916. 5307—40-4

Avis public est par le présent donné que l'honorable George Bryson, du village de Fort Coulonge, dans le district de Pontiac, marchand de bois; James W. Bryson, du même lieu, marchand de bois; John B. Fraser, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, marchand de bois; William H. A. Fraser, aussi de la dite cité d'Ottawa, marchand de bois; l'honorable George Gordon, de North-Bay, dans la dite province d'Ontario, marchand de bois; et Alexander B. Gordon, de la cité de Toronto, dans la dite province d'Ontario, marchand de bois, demanderont à la Législature de Québec, à sa prochaine session, d'être constitués en corporation sous le nom de

Confirming their election as trustees of parish of Saint Jacques de l'Achigan; defining their powers, privileges and obligations; authorizing them to borrow and assess the proprietors of immoveables situated in said parish, and for that purpose providing for the drawing up of a valuation roll of said immoveables to exercise all the rights and privileges given them by public laws and to be granted all additional powers which may be necessary or suitable for the carrying out of the canonical decree authorizing them to build a church and vestry in said parish of Saint Jacques de l'Achigan.

LADOUCEUR & TELLIER,

Advocates and attorneys for Petitioners.

Joliette, 28th September, 1916. 5266—40-4

Public notice is hereby given that Dame Marie Joséphine Jeanne Comte, wife of Maxime Raymond, advocate, of the city of Outremont, district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for the passing of an Act for the following purposes:

(a) Authorizing the partition in kind of the assets of the Jean de la Croix Joseph Comté estate between the heirs, his three daughters, and determining the manner in which said partition shall be made.

(b) Authorizing the payment of certain debts out of the capital of such estate and to that end authorizing the sale of certain securities.

ANTONIO PERREAULT,

Attorney for Petitioner.

Montreal, 3rd October, 1916. 5304—40-4

Notice is hereby given that the Reverend Dames Lumina Bolduc, in religion, Sister Marie Dominique, Geneviève Larouche, in religion, Sister Marie de la Purification, Aimée Marie Ouellet, in religion, Sister Marie Aimée de Jésus, Alexina Marchand, in religion, Sister Marie Joseph de la Croix, all residing in the town of Baie Saint Paul, county of Charlevoix, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for the passing of an Act incorporating them into a civil corporation under the name of "Les Petites Sœurs Franciscaines de Marie de Montréal", for the following purposes,

Elementary and superior education, creation of noviciates, orphanages, nurseries, free and paying schools, boarding schools, work-rooms, house-keeping and industrial schools, reformatories, for teaching of the deaf and dumb, the blind, creation and up-keep of alms-houses and homes for the sick, old or infirm of both sexes, hospitals for the sick, dispensaries, asylums for idiots, lunatics and epileptics of both sexes, with all other rights and powers enjoyed by similar establishments in the province of Quebec, the whole with the consent of the Ecclesiastical Authority.

L. G. BELLEY,

Attorney for Petitioners.

Quebec, 3rd October, 1916. 5308—40-4

Public notice is hereby given that the Honorable George Bryson, of the village of Fort Coulonge, in the district of Pontiac, lumber merchant; James W. Bryson, of the same place, lumber merchant; John B. Fraser, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, lumber merchant; William H. A. Fraser, also of the said city of Ottawa, lumber merchant; the Honorable George Gordon, of North Bay, in the said province of Ontario, lumber merchant; and Alexander B. Gordon, of the city of Toronto, in the said province of Ontario, lumber merchant, will apply to the Legislature of Quebec, at its next Session, for an act of incorporation under the name of the

"Grand Lake Railway and Transportation Company", avec, entre autres pouvoirs, droits et privilèges, les suivants:—

(a) Posséder, construire, acquérir, louer, administrer et exploiter une ligne de tramway et de chemin de fer à ou près d'un endroit du lac Christopherson sur la rivière Bell, jusqu'à un endroit à, ou près de la Baie des Vingt-un-Milles, sur la rivière Ottawa, et aussi à partir d'un endroit à, ou près du lac Atikamek jusqu'à un endroit au, ou près du lac Rabbit, sur la rivière Ottawa, le tout dans le district de Pontiac, avec aussi les engins, locomotives, chars, voitures, et tel autre équipement qui seront jugés utiles ou avantageux à son exploitation;

(b) Posséder, construire, acheter, louer, vendre et disposer de toutes sortes de vaisseaux, bateaux et embarcations pouvant servir au transport des personnes et des effets, au touage et transport des billots, du bois de charpente ainsi que de tout matériel de bois généralement, exercer un commerce de transport, d'affrètement, de remorquage et de camionnage, et aussi celui d'expédition, transport et messageries en général, ou en rapport avec ce qui précède, et d'aucune autre manière, par aucun autre moyen ou procédé, le tout au sud du chemin de fer National Transcontinental, entre Nottaway et Amos, sur le dit chemin de fer et la rivière Ottawa, et ailleurs dans la province de Québec;

(c) Posséder, acheter et autrement acquérir, louer, vendre et aliéner des concessions forestières, des terres à bois, mines et terrains miniers et d'autres biens-fonds, moulins, manufactures et établissements industriels d'aucune espèce, aussi exploiter toutes et aucune des dites propriétés et industries;

(d) Posséder, acheter, acquérir, développer, vendre, louer et autrement aliéner des pouvoirs hydrauliques, des propriétés riveraines et fluviales, des droits et privilèges de toutes sortes dans les limites de la province de Québec; aussi, développer, vendre, louer et autrement disposer de l'énergie hydraulique et électrique qui en provient;

(e) Emmagasiner, endiguer, rassembler et circonscrire les eaux dans sur et près des lacs, rivières et cours d'eaux compris dans le territoire indiqué au paragraphe "b" ci-haut, situé entre le chemin de fer National Transcontinental et la rivière Ottawa, et utiliser, vendre, louer et autrement disposer de ces eaux, aussi les employer et faire servir au transport et au maniement des billots, du bois de charpente et ouvrages en bois généralement, au développement de l'énergie hydraulique, électrique et de toutes espèces de force motrice; exécuter et accomplir tout acte jugé nécessaire, convenable, avantageux, utile, ou propre à la réalisation ou à l'accomplissement des dits objets ou d'aucun d'eux;

(f) Posséder, acheter, acquérir, louer, vendre, aliéner et exploiter des lignes téléphoniques et télégraphiques sur le territoire indiqué au paragraphe "e" susdit, aussi sur et auprès des voies de transport de la compagnie, ses chemins de fer et tramways;

(g) Exercer le commerce, l'industrie et le trafic du bois, dans toutes ses spécialités, ou des articles totalement ou partiellement composés de bois, dans lesquels on emploie le bois ou qui en sont faits, ou des choses dont le bois, la pulpe ou le papier font partie ou qui servent à leur fabrication;

(h) Exploiter des mines et exercer l'industrie minière sous toutes ses formes;

(i) Posséder, acheter, acquérir, construire, entretenir, louer, vendre et aliéner les bâtisses, fabriques, moulins, usines et maisons jugés utiles ou propres à la totalité ou à aucune partie des fins et objets précités, aussi les machines,

"Grand Lake Railway and Transportation Company", with the following, among other, powers, rights and privileges:—

(a) To own, build, acquire, lease, maintain and operate a tramway and railway from a point at or near Christopherson Lake on Bell River, to a point at or near Twenty one Mile Bay, on the Ottawa River, and also from a point at or near Lake Atikamek to a point at or near Rabbit Lake, on the Ottawa River, the whole in the district of Pontiac, and also engines, locomotives, cars, coaches, and such other plant as may be deemed useful or proper for operating thereon;

(b) To own, build, purchase, acquire, lease, sell and dispose of all kinds of vessels, boats and appliances that can be used in the transportation of persons and property, and in the towing and driving of logs, timber and wood goods generally, and to carry on a transportation, freighting, towing and driving business, and also a general forwarding, shipping and express business, therewith, and in any other way and by any other means or things, the whole to the south of the National Transcontinental Railway, and between Nottaway and Amos, on said railway and the Ottawa River, and elsewhere in the province of Quebec;

(c) To own, purchase and otherwise acquire, lease, sell and dispose of timber limits, timber lands, mines and mineral lands, and other real estate, mills, factories and industrial establishments of all kinds, and to operate all or any of said properties and establishments;

(d) To own, purchase, acquire, develop, sell, lease and otherwise dispose of water-powers riparian and hydraulic properties, rights and privileges of all kinds within the province of Quebec; also develop, sell, lease and otherwise dispose of water-power and electricity derived therefrom;

(e) To store, dam, collect and retain water in, on and near the lakes, rivers and streams within the territory referred to in paragraph "b" above, as being between the National Transcontinental Railway and the Ottawa River, and use, sell, lease and otherwise dispose of such water, and also apply and use the same in driving and handling logs, timber and wood goods generally, and in developing water-power, electricity and all kinds of motive power, and do and perform everything deemed necessary, advisable, expedient, useful or proper to accomplish or carry out said objects or any of them;

(f) To own, purchase, acquire, lease, sell, dispose of, and operate telephone and telegraph lines within the territory referred to in paragraph "e" above, and also on and along the transportation routes of the company and on and along the railways and tramways of the company;

(g) To carry on the business of lumbering, manufacturing and disposing of lumber of all kinds, and in all its branches, or wherein wood goods of any kind, in whole or in part, are used or made or handled, or wherein things are made of or from or out of wood, pulp or paper;

(h) To mine and carry on the business of mining in all its branches;

(i) To own, purchase, acquire, build, maintain, lease, sell and dispose of all buildings, factories, mills, shops and houses deemed useful or proper for the purposes and objects aforesaid, or any of them, also all machinery, tools, instruments

outils, instruments et effets estimés convenables ou avantageux à l'obtention de la totalité ou d'aucune partie des dites fins ou desdits objets, les installer, les utiliser et les exploiter dans ces structures, fabriques, moulins, usines et maisons, et ailleurs;

(j) Faire, accomplir, exécuter toutes choses, édifier tous travaux, sur terre ou sur l'eau, partiellement sur terre et partiellement sur eau, qu'on croira utiles ou propres pour accomplir, réaliser, effectuer toute chose, installation ou entreprise que les présentes autorisent, et que la Législature de la province de Québec peut sanctionner ou permettre;

(k) Le tout avec pouvoir d'exproprier toutes les propriétés nécessaires au droit de passage, au transport par terre et par eau, aux lignes téléphoniques et télégraphiques, aux forces hydrauliques, à leur développement et à leur exploitation, aux moulins et usines, emplacements, jetées, barrages, quais, à l'emmagasinement des eaux, et à toutes les autres structures, entreprises et opérations de la corporation.

AYLEN & DUCLOS,

Procureurs des Requérents.

Hull, 2 octobre 1916.

5305—40-4

and things deemed useful or proper for carrying out said purposes or objects, or any of them, and to instal, use and operate the same in said buildings, factories, mills, shops and houses, and elsewhere;

(j) To do, perform, make and erect all things and works on land or water, and partly on land and partly on water, thought useful or proper to accomplish or carry out, or give effect to anything, work or enterprise that by this act is authorized, and that the Legislature of the Province of Quebec has power to sanction or authorize;

(k) The whole with power to expropriate all properties required for right of way, transportation by land or water, telephone and telegraph lines, water-powers and the development and operation thereof, mill and factory sites, piers, dams, wharves, storages of waters, and for all the other works, enterprises and operations of the company.

AYLEN & DUCLOS,

Attorneys for Applicants.

Hull, 2nd October, 1916.

5306—40-4

Avis public est par les présentes donné que la municipalité du village de Granby, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander qu'une loi soit passée incorporant le dit village en "Cité" sous une charte basée sur la loi des cités et villes de la province de Québec avec certains pouvoirs additionnels.

GEO. H. BOIVIN,

Procureur de la Requérente.

Granby, 2 octobre 1916.

5351—40-4

Public notice is hereby given that the municipality of the village of Granby will apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session, for an act to incorporate the said municipality of Granby as a "City" under a charter based upon the cities and towns act of the province of Quebec with certain additional powers.

GEO. H. BOIVIN,

Attorney for Petitioner.

Granby, 2nd October, 1916.

5352—40-4

Avis public est par les présentes donné que le Révérend Nicetas Budka, évêque de l'Eglise Catholique Grecque Ruthène au Canada, et le Révérend Ambroise Redkevich, prêtre curé des Ruthènes, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander qu'une loi soit passée aux fins d'incorporer les paroisses et missions actuellement fondées ou qui seront fondées dans la province de Québec, avec pouvoir d'acquérir des biens, meubles et immeubles, de vendre, d'hypothéquer, faire des règlements, construire des édifices ou églises, emprunter et généralement d'accomplir tous les actes nécessaires au bon fonctionnement des paroisses et missions ruthènes ainsi créées.

ST-GERMAIN, GUERIN & RAYMOND,

Procureurs des dits Nicetas Budka et Ambroise Redkevich.

Montréal, 3 octobre 1916.

5353—40-4

Public notice is hereby given that the Reverend Nicetas Budka, bishop of the Catholic Greek Ruthenian Church of Canada and the Reverend Ambrose Redkevich, parish priest of the Ruthenians, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an Act incorporating parishes and missions actually created or to be created in the province of Quebec, with power to acquire moveable and immoveable properties, to sell, mortgage, adopt by-laws, erect buildings and churches, borrow money and generally to accomplish all acts pertaining to the internal management of Ruthenian parishes and missions thus created.

ST-GERMAIN, GUERIN & RAYMOND,

Attorneys for said Nicetas Budka, and Ambroise Redkevich.

Montreal, 3rd October, 1916.

5354—40-4

Avis public est par les présentes donné que la "Ville de Saint-Jean", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander qu'une loi soit passée pour refondre et amender les diverses lois constituant sa charte, et y substituer comme base la loi des cités et villes, lui accorder les pouvoirs additionnels et la constituer en une corporation de cité.

STANISLAS POULIN,

Procureur de la Requérente.

Saint-Jean, 26 septembre 1916.

5175—39-4

Public notice is hereby given that the town of Saint John's will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act revising and amending the various laws constituting its charter and substituting therefor the cities and town's Act as basis, granting it additional powers and constituting same into a city corporation.

STANISLAS POULIN,

Attorney's for Petitioner.

Saint John's, 26th September, 1916.

5176—39-4

Avis public est par le présent donné que la Commission Scolaire de Cartierville, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session pour obtenir la passation d'une loi à l'effet d'agrandir les limites du territoire sous sa juridiction de manière à ce qu'il compren-

Public notice is hereby given that the School Commission of Cartierville will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act extending the limits of the territory under its jurisdiction so as to include therein, the whole of the municipality of Cartier-

ne tout le territoire de la municipalité de Cartier-ville et soit étendu au sud-est jusqu'au chemin du Bois Franc et à la limite sud-est des terrains aboutissant au chemin du Petit Bois Franc.

LOUIS BOYER,

Procureur des Requérants.

Montréal, 26 septembre 1916. 5177—39-4

ville, its new south east limit to be the Bois Franc Road and the south east limit of the lands abutting on the Petit Bois Franc road.

LOUIS BOYER,

Attorney for Petitioners.

Montreal, 26th September, 1916. 5178—39-4

Avis public est par les présentes donné que Jacobs A. Jacobs, capitaliste de la cité de Montréal, George Dansereau, marchand de bois, du village de Grenville, John Y. Kendall, maître-charretier, de la cité de Montréal, Saul E. Melkman, agent financier, de la cité de Montréal, et Louis Lorenzo Legault, avocat de la ville de Lachute, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi incorporant les requérants en une compagnie de chemin de fer sous le nom de "Grenville, Harrington & Northern Company", avec le pouvoir d'exproprier les terres pour leur droit de passage, construire, bâtir, mettre en opération et maintenir un chemin de fer mû par la vapeur, électricité ou autre pouvoir, d'un point près du village de Grenville, dans le comté d'Argenteuil et passant dans les cantons de Chatham, Grenville, Harrington, Arundel dans le comté d'Argenteuil de Salaberry, Grandison, dans le comté de Terrebonne, Ponsonby, Amherst, Clyde, Joly, dans le comté de Labelle, à un point près du village de Labelle, comté de Labelle, et pour autoriser la dite compagnie à exercer tous les pouvoirs y ayant rapport, et pour autres fins.

L. L. LEGAULT,

Solliciteur des requérants.

Lachute, 26 septembre 1916. 5173—39-4

Public notice is hereby given that Jacobs A. Jacobs, capitalist, of the city of Montreal, George Dansereau, lumber merchant, of the village of Grenville, John Y. Kendall, cartage contractor, of the city of Montreal, Saul E. Melkman, financial agent, of the city of Montreal, and Louis Lorenzo Legault, advocate, of the town of Lachute, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act incorporating the petitioners as a railway company, under the name of "The Grenville, Harrington & Northern Railway", with power to expropriate lands, for the right of way of the said company, to construct, build, operate and maintain a railroad to be operated by steam, electricity or other power, from a point near the village of Grenville, in the county of Argenteuil, and passing through the township of Chatham, Grenville, Harrington, Arundel, in the county of Argenteuil, de Salaberry and Grandison, in the county of Terrebonne, Ponsonby, Amherst, Clyde, Joly in the county of Labelle, and a point near the village of Labelle, county of Labelle, and to authorize the said company to exercise all the powers incident thereto, and for other purposes.

L. L. LEGAULT,

Solicitor for Petitioners.

Lachute, 26th September, 1916. 5174—39-4

#### ORPHELINAT CATHOLIQUE DE MONTRÉAL.

Avis public est par les présentes donné que les "Dames de l'Asile de Montréal, pour les Orphelins Catholiques Romains", corporation dûment constituée, ayant son siège social à Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander qu'une loi soit passée pour amender et refondre sa charte 4 et 5 Vict. (Can.) ch. 62 et les lois 2 Geo. V (Qué.) Ch. 125 et 4 Geo. V (Qué.) ch. 163, et spécialement pour changer son nom corporatif en celui de "Orphelinat Catholique de Montréal"; aussi aux fins de mieux définir ses droits et pouvoirs et lui en accorder de nouveaux, particulièrement en ce qui concerne sa régie interne et la direction de son orphelinat, la qualification des membres de la corporation, sa capacité légale de contracter, d'acquiescer et posséder des biens meubles et immeubles, les aliéner, prêter, hypothéquer et engager généralement; emprunter, émettre des obligations (débentures) garanties par hypothèques et par gage et nantissement, s'il y a lieu; et aux fins de confirmer et déclarer parfait le titre de la dite corporation à l'immeuble acquis par elle en vertu de l'acte de vente en date du 7 mai 1914, devant Mre P. C. Lacasse, notaire, sous le numéro 11076 de ses minutes, par J. O. Gravel à la dite corporation et aux fins de déclarer que la dite corporation a satisfait les conditions et charges imposées par l'acte d'échange du 17 janvier 1865, passé devant Mtres Lafleur & Moreau, notaires publics, sous le numéro 1872 des minutes du dit notaire Lafleur, entre Dame veuve Josephite Quessnel et autres héritiers Cotté et la Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal dites "Sœurs Grises", et que les dits immeubles mentionnés

#### ORPHELINAT CATHOLIQUE DE MONTREAL.

Public notice is hereby given that "The Ladies of the Roman Catholic Orphan Asylum of Montreal, a body politic duly incorporated, having its head office at Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec at the next session, for an act amending and revising its charter 4 and 5 Vict. (Can.) Ch. 62, and the acts 2 Geo. V, (Que.) ch. 125, and 4 Geo. V, ch. 163, and especially changing its corporate name into that of "Orphelinat Catholique de Montreal", also for the purpose of better defining its rights and powers and granting additional powers especially in matters pertaining to the internal management and direction of its orphanage, the qualification of the members of the corporation, his legal capacity to contract, the acquiring and owing of moveable and immoveable property, the alienating, loaning, hypothecating and mortgaging of same generally the borrowing and issuing of debentures secured by hypothecs, mortgages and liens, if necessary; and confirming and declaring free from all encumbrances the title of said corporation to the immoveable acquired by it under a deed of sale dated, the 7th May 1914, before Mre P. C. Lacasse, notary, under the number 11076 of his minutes, from J. O. Gravel to said corporation and declaring that said corporation has satisfied all the conditions and charges imposed by the deed of exchange, of the 17th January, 1865, passed before Mtres Lafleur & Moreau, notaries public, under number 1872 of the minutes of said notary Lafleur, between Dame Widow Josephite Quessnel, and other Cotte, heirs and the Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal, dites Sœurs Grises",

au dit acte de vente du 7 mai 1914 sont libres de telles charges et conditions.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,  
Procureurs de la dite corporation.  
Montréal, le 27 septembre 1916. 5221—39-4

Avis public est, par les présentes, donné que la ville Lasalle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi amendement sa charte, la loi 2 George V, ch. 73, aux fins:

De faire déclarer privilégiée la taxe de l'eau; de porter à six pour cent le taux d'intérêt sur les taxes et redevances municipales; d'être autorisée à accorder un escompte sur les taxes payées promptement; de réduire le nombre d'électeurs requis pour mettre en nomination des candidats aux élections; de dispenser de l'avis de convocation aux assemblées régulières du conseil; de donner droit au vote aux officiers et employés permanents de la ville; de limiter à une journée la votation sur les règlements d'emprunts; d'être autorisée à poser l'aqueduc, les égouts et les autres services publics sur les rues privées que les propriétaires refusent de céder à la ville et à répartir le coût de ces améliorations sur les intéressés, sans être tenu de payer d'indemnité à ces propriétaires; d'être autorisée à prolonger et ouvrir jusqu'au canal Lachine la rue Sterling et à prélever le coût d'acquisition des terrains nécessaires à cette fin sur les propriétaires des terrains en bordure de ce prolongement de la dite rue ou sur les autres intéressés; d'être autorisée à faire un ou des emprunts spéciaux pour le macadamisation et le pavage des rues, sans être tenue de soumettre les règlements adoptés à cet effet à l'approbation des électeurs municipaux propriétaires fonciers et pour autres fins.

A. S. PELLETIER,  
Procureur de la ville Lasalle.  
Lasalle, 4 octobre 1916. 5347—40-4

Avis est par les présentes donné que la cité de Sherbrooke s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à sa charte d'incorporation, pour être autorisée à faire des travaux municipaux sur des rues que les propriétaires de terrains subdivisés ont établis sur ces terrains, et en répartir le coût; pour forcer les propriétaires des maisons de rapport à fournir aux estimateurs municipaux une liste de leur locataires et montants de leurs loyers; pour permettre que dans l'appréciation des dommages causés aux propriétés riveraines, par suite du changement de niveau des trottoirs et des rues, il soit tenu compte de la plus-value donnée à ces propriétés par ces changements; pour régler la construction de systèmes d'égout et en répartir le coût; pour permettre aux agents de police d'arrêter, à vue, les vagabonds et autres personnes troublant la paix publique en quelque lieu que ce soit dans la municipalité; pour imposer "le sou du pauvre" et toute autre taxe de même nature sur les théâtres ou autres lieux d'amusements, et pour autres fins.

J. A. LÉBLANC,  
Procureur de la requérante,  
La cité de Sherbrooke.  
Sherbrooke, le 4 octobre 1916. 5371—40-4

La cité de Verdun donne avis qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale à sa prochaine session pour obtenir certains amendements à la charte de la dite cité sur les sujets suivants:

Finances et administration municipales, em-

and that the said immovables mentioned in said deed of sale of the 7th May, 1914, are free from such charges and conditions.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,  
Attorneys for said corporation.  
Montreal, 27th September, 1916. 5222—39-4

Public notice is hereby given that the town of Lasalle, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for an Act amending its charter the Act 2 George V, ch. 73, for the purposes of:

Declaring the water rates to be a privilege tax; raising to six per cent the rate of interest on municipal taxes and dues; being authorized to give a discount on taxes paid promptly; reducing the number of electors required for the nominating of candidates for elections; dispensing with notices of convocation for the regular sittings of the council; giving the permanent officers and employees of the town the right to vote; limiting to one day the voting on loan by-laws; being authorized to instal waterworks, sewers and other public services in private streets which the proprietors refuse to cede to the town and apportion the cost of such improvements among interested parties, and to be exempted from indemnifying such proprietors; being authorized to extend and open sterling street as far as Lachine canal, and to levy the cost of the purchase of land necessary for the purpose on the proprietors whose lands borders on such extension of said street or on other interested parties; being authorized to contract one or more special loans for the macadamizing and paving of its streets, and to be exempted from the obligation to submit the by-laws adopted for that purpose to the approval of municipal electors who are owners of immovable property and for other purposes.

A. S. PELLETIER,  
Attorney for the town of Lasalle.  
Lasalle, 4th October, 1916. 5348—40-4

Notice is hereby given that the city of Sherbrooke, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for certain amendments to its charter of incorporation and to be authorized to make municipal improvements on the streets laid out by owners of subdivided property on such property and to apportion the costs of such improvements; to oblige owners of apartment house to supply the municipal assessors with a list of their tenants and amount of rent paid by each tenant; to permit that in the appraising of damages caused to riparian properties, following the raising or lowering of the level of the sidewalks and streets, account be taken of the increase value given to such properties by such changes; to regulate the construction of sewers and apportion the cost thereof; to empower policemen to arrest on sight, vagrants and other persons disturbing the peace in any place whatever in the municipality; to impose the one cent charity tax and any other tax of a like nature on the theatres or other places of entertainments, and for other purposes.

J. A. LÉBLANC,  
Attorney for the Petitioner,  
the city of Sherbrooke.  
Sherbrooke, 4th October, 1916. 5372—40-4

The city of Verdun gives notice that it will apply to the Provincial Legislature at its next session for amendments to the Charter of the said city on the following matters:

Municipal finances and administration, loans

prunts et application de leurs produits, liste électorale, évaluation, rôle de cotisation et leur contestation, chemins municipaux, aqueduc, trottoirs, licences, taxes personnelles et immobilisation de leur coût, règlements et leur mise en lière, taxes d'eau, travaux municipaux, et répartition, système de lumière et de pouvoirs municipaux par l'électricité ou autres création de divers départements: (a) ingénieur de la ville (b) comptable de la ville. Abolition de la qualification foncière pour le maire et les échevins réduction du nombre des échevins, abolition des quartiers dans la Cité.

FAUTEUX & FAUTEUX,  
5373-40-4 Procureurs de la cité de Verdun.

and the disposal of the proceeds thereof, electoral lists, valuation and assessment rolls and contestation thereof, municipal roads, waterworks, sidewalks, licenses, real estate and personal taxes, water rates, municipal works and apportionment of the cost thereof, by-laws and the enforcement thereof, municipal lighting and power system by electricity or otherwise, creation of various departments: (a) city engineer; (b) city accountant. Abolition of property qualification for mayor and aldermen, reduction of number of aldermen, abolition of wards in the city.

FAUTEUX & FAUTEUX,  
5374-40-4 Solicitors for the city of Verdun.

### Actions en séparation de biens

Cour supérieure. No 334. Province de Québec. District d'Arthabaska. Dame Marie-Blanche Labonté, épouse commune en biens de Joseph William Chavonnelle, fromager, de la paroisse de Saint-Rosaire, Demandeur; vs le dit Joseph William Chavonnelle, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur, le 6 octobre 1916.

PERRAULT & PERRAULT,  
Procureurs de la Demanderesse.  
Arthabaska, 10 octobre 1916. 5481-41-5

Cour Supérieure. District de Kamouraska, No 6014. Dame Hénédine Dionne, Demanderesse; épouse commune en biens de Sieur Stanislas Caron, marchand, de Rivière Bleue, canton Estcourt, dit district, a, le seizième jour de septembre mil neuf cent seize, institué une action en séparation de biens contre le dit Stanislas Caron, son époux, défendeur.

POTVIN & LANGLAIS,  
Procureurs de la Demanderesse.  
Fraserville, 7 octobre 1916. 5483-41-5

Canada, }  
Province de Québec, } Dans la Cour supérieure.  
District de Québec. }  
No 1201.

Dame Blanche Verreault, de Québec, a institué ce jour une action en séparation de biens contre Emile Bélanger, entrepreneur du même lieu.

GALIPEAULT, ST-LAURENT, MATAYER  
& BOISVERT,  
Procureurs de la demanderesse.  
Québec, 25 septembre 1916. 5169-39-5

Cour supérieure. District de Montréal. No 1419. Dame Alvina Gauthier, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph St-Julien, a institué ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

CHOLETTE & RONDEAU,  
Procureurs de la Demanderesse.  
Montréal, 15 septembre 1916. 5219-39-5

Une action en séparation de biens a été prise, le 15 septembre 1916, sous le No 6013, des dossiers de la Cour supérieure, du district de Kamouraska, par Dame Claudia Caron, épouse commune en biens de Pierre Emond, marchand de la paroisse de Saint-Epiphanie contre le dit Pierre Emond.

S. C. RIOU,  
Avocat de la Demanderesse.  
Fraserville, ce 20 septembre 1916. 5109-38-5

### Actions for separation as to property

Superior Court. No. 334. Province of Quebec. District of Arthabaska. Dame Marie-Blanche Labonté, wife common as to property of Joseph William Chavonnelle, cheese-maker, of the parish of Saint Rosaire, Plaintiff; vs the said Joseph William Chavonnelle, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted by plaintiff against defendant, on the 6th of October, 1916.

PERRAULT & PERRAULT,  
Attorneys for Plaintiff.  
Arthabaska, 10th October, 1916. 5482-41-5

Superior Court. District of Kamouraska. No. 6014. Dionne, Plaintiff, wife common as to properties of Stanislas Caron, merchant, of Blue River, Escourt township, in the said district has, on the sixteenth day of September 1916, instituted an action for separation as to properties against the said Stanislas Caron, her husband defendant.

POTVIN & LANGLAIS,  
Solicitors for the Plaintiff.  
Fraserville, 7th October, 1916. 5484-41-5

Canada, }  
Province of Quebec, } In the Superior Court.  
District of Quebec. }  
No 1201.

Dame Blanche Verreault, of Quebec, has, this day, instituted an action for separation as to property against Emile Bélanger, contractor, of the same place.

GALIPEAULT, ST-LAURENT, METAYER  
& BOISVERT,  
Attorneys for Plaintiff.  
Quebec, 25th September, 1916. 5170-39-5

Superior Court. District of Montreal. No. 1419. Dame Alvina Gauthier, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph St. Julien, has instituted an action for separation as to property against her husband this day.

CHOLETTE & RONDEAU,  
Attorneys for Plaintiff.  
Montreal, 15th September, 1916. 5220-39-5

An action for separation as to property was instituted on the 15th September, 1916, under No. 6013 of the Records of the Superior Court, for the district of Kamouraska, by Dame Claudia Caron, wife common as to property of Pierre Emond, merchant, of the parish of Saint Epiphane, against said Pierre Emond.

S. C. RIOU,  
Attorney for Plaintiff.  
Fraserville, 20th September, 1916.  
5110-38-5

Province de Québec. District de Montréal. Cour supérieure. No 3145. Dame Marie-Louise Viau, de Montréal, épouse de Napoléon Pressault, restaurateur; du même lieu, a formé contre son mari une demande en séparation de biens. Charles Bruchési, procureur de la demanderesse.

Montréal, ce 5 septembre 1916. 4965—37-5

Province de Québec. District de Québec. No 667. Cour supérieure. Julia Byron, épouse de Joseph André Lecours de la ci é de Québec, marchand, Demanderesse; vs Le dit Joseph André Lecours, Défendeur.

Une action en séparation de biens, a été instituée en cette cause.

PAUL DROUIN,  
Procureur de la demanderesse,

Québec, 28 août 1916. 5067—38-5

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. No. 3145. Dame Marie Louise Viau, of the city of Montreal, wife of Napoléon Pressault, restaurant-keeper, of the same place, has instituted an action in separation as to property against her husband. Charles Bruchési, attorney for Plaintiff.

Montreal, 5th September, 1916. 4966—37-5

Province of Quebec. District of Quebec. No. 667. Superior Court. Julia Byron, wife of J. André Lecours of the city of Quebec, merchant, Plaintiff; vs The said Joseph André Lecours, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

PAUL DROUIN,  
Attorney for Plaintiff,

Quebec, 28th August, 1916. 5068—38-5

Province de Québec. District de Bedford. Cour supérieure. No 9782. Dame Jane L. Hunter, de la paroisse de Saint-Ignace de Stanbridge, district de Bedford, épouse de Charles F. Thomas, cultivateur, du même lieu, Demanderesse, vs le dit Charles F. Thomas, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 19 septembre 1916.

F. X. A. GIROUX,  
Avocat de la demanderesse.

Sweetsburg, 30 septembre 1916. 5275—40-5

Province of Quebec. District of Bedford. Superior Court. No. 9782. Dame Jane L. Hunter, of the parish of Saint Ignace de Stanbridge, district of Bedford, wife of Charles F. Thomas, of the same place, farmer, Plaintiff, vs the said Charles F. Thomas, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 19th day of September, 1916.

F. X. A. GIROUX,  
Attorney for Plaintiff.

Sweetsburg, 30th September, 1916. 5276—40-5

Cour Supérieure. No 4837. Province de Québec. District de Montréal. Dame Gussie Birinoff, de la cité et du district de Montréal, épouse de Max Adelson, marchand, du même lieu, dûment autorisé à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Max Adelson, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le onze septembre 1916.

ISIDORE BALLON,  
Procureur de la Demanderesse.

4909—37-5

Superior Court. No. 4837. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Gussie Birinoff, of the city and district of Montreal, wife of Max Adelson, merchant, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs the said Max Adelson, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the said Defendant on 11th September, 1916.

ISIDORE BALLON,  
Attorney for Plaintiff.

4910—37-5

Cour supérieure. No 225. Province de Québec. District de Montréal. Dame Stella Meala, des cité et district de Montréal, ménagère, épouse sous le régime de la communauté de biens, de Adolfo Mila, du même lieu, contre-maitre, Demanderesse; vs le dit Adolfo Mila, de la dite cité de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été commencée en cette cause le 8 septembre 1916.

JEROME INTERNOSCIA,  
Procureur de la Demanderesse.

4891—37-5

Superior Court. No. 225. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Stella Meala, of the city and district of Montreal, house-keeper, wife common, as to property, of Adolfo Mila, of the same place, foreman, Plaintiff; vs The said Adolfo Mila, of the said city of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on September 8, 1916.

JEROME INTERNOSCIA,  
Attorney for Plaintiff.

4892—37-2

Canada. Province de Québec. District de Québec. No 441. Cour supérieur. Dame Marie Latitia Desbiens, de la cité de Québec, épouse commune en biens de Joseph-Odilon Boudreault, ferblantier-plombier, Demanderesse; vs le dit Joseph-Odilon Boudreault, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix-septième jour d'août mil neuf cent seize.

LANE & LEMIEUX,  
Procureurs de la Demanderesse.

Québec, 5 septembre 1916. 5007—37-5

Canada. Province of Quebec. District of Quebec. No. 441. Superior Court. Dame Marie Latitia Desbiens, of the city of Quebec, wife common as to property of Joseph Odilon Boudreault, tinsmith and plumber, Plaintiff; vs The said Joseph Odilon Boudreault, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the seventeenth day of August, one thousand nine hundred and sixteen.

LANE & LEMIEUX,  
Attorneys for Plaintiff

Quebec, 5th September, 1916.  
5008—37-5

Cour supérieure. No 9737. Province de Québec. District de Bedford. Dame Hélène Delval, Demanderesse; vs Alexandre Brodeur, Défendeur. Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 13 juin, 1916.

F.-X.-A. GIROUX,  
Avocat de la Demanderesse.  
Sweetsburg, le 24 août 1916. 4903—37-5

Superior Court. No. 9737. Province of Quebec. District of Bedford. Dame Hélène Belval, Plaintiff; vs Alexandre Brodeur, Defendant. An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the 13th day of June, 1916.

F.-X.-A. GIROUX,  
Attorney for Plaintiff.  
Sweetsburg, 24 August, 1916. 4904—37-5

Cour supérieure. Percé. No 987. Province de Québec. District de Gaspé. Comté de Gaspé, Sarah Jane Mauger, de Chandler, comté de Gaspé, épouse de Alfred Lemarquand, du même endroit marchand, la dite dame Sarah Jane Manger, dûment autorisée à ester en justice, par autorisation judiciaire, Demanderesse; vs Alfred Lemarquand, de Chandler, comté de Gaspé, district de Gaspé, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour en cette cause.

BUGEAUD & COTÉ,  
Procureurs de la Demanderesse.  
Percé, 8 septembre 1916. 4953—37-5

Superior Court. Percé. No. 987. Province of Quebec. District of Gaspé, county of Gaspé. Sarah Jane Mauger, of Chandler, county of Gaspé, wife of Alfred Lemarquand, of the same place, merchant, the said Dame Sarah Jane Manger, duly authorized *ester en justice*, Plaintiff; vs Alfred Lemarquand, of Chandler, county of Gaspé, district of Gaspé, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

BUGEAUD & COTÉ,  
Attorneys for Plaintiff.  
Percé, 8th September, 1916. 4954—37-5

Cour supérieure. No 313. Province de Québec. District d'Arthabaska. Dame Anais Roux épouse commune en biens de H. Roméo Gaudet, du canton de Tingwick, dans le district d'Arthabaska, Demanderesse; vs H. Roméo Gaudet, du dit canton de Tingwick, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause contre le défendeur, ce jour.

WALSH & POISSON,  
Procureurs de la Demanderesse.  
Arthabaska, P. Q., ce 28 septembre 1916. 5247—39-5

Superior Court. No. 313. Province of Quebec. District of Arthabaska. Dame Anais Roux, wife common as to property of H. Roméo Gaudet, of the township of Tingwick, in the district of Arthabaska, Plaintiff; vs H. Roméo Gaudet, of the said township of Tingwick, Defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted in this cause against the defendant.

WALSH & POISSON,  
Attorneys for Plaintiff.  
Arthabaska, P. Q., September, 28th 1916. 5248—39-5

Cour supérieure. No 92. Province de Québec. District d'Iberville. Dame Alexandrine Hébert, épouse commune en biens de François-Xavier Tétreault, agent, de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

CHARLES BELANGER,  
Procureur de la demanderesse.  
Saint-Jean, 27 septembre 1916. 5251—39-5

Superior Court. No. 92. Province of Quebec. District of Iberville. Dame Alexandrine Hébert, wife common as to property of François-Xavier Tétreault, agent, of the town of Saint Johns, district of Iberville, duly authorized *à ester en justice*, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

CHARLES BELANGER,  
Attorney for Plaintiff.  
Saint Johns, 27th September, 1916. 5252—39-5

Cour supérieure. No 3986. Province de Québec. District de Montréal. Dame Auré Marois, épouse commune en biens de Hercule MacMahon dit Boulet, agent, de la ville de Saint-Laurent, district de Montréal, Demanderesse; vs Hercule MacMahon dit Boulet, agent, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur en cette cause.

D. A. LAFORTUNE,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 27 septembre 1916. 5253—39-5

Superior Court. No. 3986. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Auré Marois, wife common as to property of Hercule MacMahon dit Boulet, agent, of the town of Saint Laurent, district of Montreal, Plaintiff; vs Hercule MacMahon dit Boulet, agent, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant in this cause.

D. A. LAFORTUNE,  
Attorney for Plaintiff.  
Montreal, 27th September, 1916. 5254—39-5

### Action en séparation de corps et biens

### Action for separation as to bed and board

Province de Québec. District de Montréal. Cour supérieure. No 1696. Dame Minnie Lorene Warnke, de la cité de Hamilton, dans la province d'Ontario, épouse commune en biens de Robert George Campbell Nicholson, des cité et district de

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. No. 1696. Dame Minnie Lorene Warnke, of the City of Hamilton in the Province of Ontario, wife common as to property of Robert George Campbell Nicholson of the

Montréal, boucher, dûment autorisé à ester en justice par jugement de la Cour supérieure rendu le 2<sup>e</sup> octobre 1916 par M. le juge Allard, un des juges de la Cour supérieure du district de Montréal. Demanderesse; vs Robert George Campbell Nicholson, de Montréal susdit, boucher, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur.

WHITE & BUCHANAN,  
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 2 octobre 1916. 5425—41-5

City and district of Montreal, butcher, duly authorized to *ester en justice* by judgment rendered on the 2nd October, 1916, by Mr. Justice Allard, one of the judges of the Superior Court for the District of Montreal, Plaintiff; vs Robert George Campbell Nicholson, of Montreal aforesaid, butcher, Defendant.

An action in separation as to property, bed and board has been instituted by Plaintiff against the Defendant.

WHITE & BUCHANAN,  
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 2nd October, 1916. 5426—41-5

## Assemblée

### COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER "QUEBEC CENTRAL".

#### AVIS AUX ACTIONNAIRES.

Avis est par le présent donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie du chemin de fer "Quebec Central", aura lieu dans les bureaux de la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, à Montréal, mercredi, 18 octobre, mil neuf cent seize, à 12 hrs midi, pour élire deux directeurs représentant les porteurs d'obligations, tel que requis par la constitution de la compagnie et transiger les autres affaires qui seront dûment soumises à la dite assemblée.

Pour cette assemblée, les livres d'actions seront clos mercredi, le 11 octobre, à 3hrs p. m. et seront rouverts, jeudi, le 19 octobre, à 10 hrs a. m.

Par ordre du bureau de Direction,

H. C. OSWALD,  
Secrétaire.

Montréal, 18 septembre 1916. 5127—39-3

## Meeting

### QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY.

#### NOTICE TO STOCKHOLDERS.

Notice is hereby given that the annual general meeting of the Quebec Central Railway Company will be held in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, Montreal, on Wednesday, 18th October, one thousand nine hundred and sixteen, at 12 noon, for the purpose of electing two directors representing the Security Holders as required by the constitution of the Company and for the transaction of such other business as may properly come before the said meeting.

For the purposes of the meeting the transfer books will close on Wednesday, the 11th October, at 3 p. m., and will re-open on Thursday, the 19th October, at 10 a. m.

By order of the Board,

H. C. OSWALD,  
Secretary.

Montreal, 18th September, 1916. 5128—39-3

## Avis

Avis est par le présent donné que, "La Garde du Sacré-Cœur de Saint-François-Xavier", de la cité de Fraserville, incorporée le 10 février 1915, conformément à l'article 7233, S.R.Q., 1909, a changé son nom par celui de "La Garde Sacré-Cœur de Saint-François-Xavier", en vertu de l'article 7235 S.R.Q., 1909.

ALEXANDRE DESMEULES,  
5409 Sous-secrétaire de la province sup.

Province de Québec.  
District de Beauharnois.

Avis public est par le présent donné que deux mois après la publication des présentes, demande sera faite au Lieutenant-gouverneur-en-Conseil par John Anderson, Robert R. Ness, Robert R. Henderson, Archibald Cameron, William Georges McArthur, tous de la paroisse du Très Saint-Sacrement, comté de Chateauguay, province de Québec, cultivateurs, Malcolm McIntyre de Allan's Corners, dite paroisse, forgeron et Charles Tait, de la paroisse de Saint-Louis de Gonzague, dans le comté de Beauharnois, dit district, cultivateur, aux fins d'obtenir la ratification d'un certain acte de donation de deux lots de terre à eux consentie en leur qualité de membres, réquérants en incorporation et Syndics provisoires de la Georgetown Cemetery Company, Limited, par les Syndics de la Congrè-

## Notice

Notice is hereby given that "La Garde du Sacré-Cœur de Saint-François-Xavier", of the city of Fraserville, incorporated on the 10th February, 1915, under the provisions of article 7233, Q.R.S., 1909, has changed its name into that of "La Garde Sacré-Cœur de Saint-François-Xavier", under article 7235, Q.R.S., 1909.

ALEXANDRE DESMEULES,  
5410 Acting Assistant Provincial Secretary.

Province of Quebec,  
District of Beauharnois.

Public notice is hereby given that two months after the publication of these presents, application will be made to the Lieutenant Governor in Council by John Anderson, Robert R. Ness, Robert R. Henderson, Archibald Cameron, William George McArthur, all of the parish of Très-Saint-Sacrement, county of Chateauguay, province of Quebec, farmers, Malcolm McIntyre, of Allan's Corners, said parish, blacksmith, and Charles Tait, of the parish of Saint Louis de Gonzague, in the county of Beauharnois, said district, farmer, for the confirmation of a certain deed of donation of two certain lots of land to them as members of, and as applicants for the incorporation of, Georgetown Cemetery Company Limited, and as its first provisional trustees from the trustees of the congregation of Georgetown

gation de l'église Presbytérienne de Georgetown, de la dite paroisse du Très-Saint-Sacrement, une congrégation de l'église Presbytérienne du Canada, le dit acte de donation passé devant R. B. Hutcheson, Ecr., N. P., en la cité de Montréal, le 2 août 1916, pour les dits donataires détenir et posséder les deux dits lots et en avoir la jouissance comme cimetière pour toujours, aux conditions stipulées par les dits donateurs, le tout tel que décrit au dit acte. Le bureau-chef de la dite compagnie, sera dans la paroisse du Très-Saint-Sacrement.

W. PATTERSON,  
Procureurs de Requérants.

180 rue Saint-Jacques,  
Montréal, 17 août 1916.

4613—34-9

Presbyterian Church, of said parish of Très-Saint-Sacrement, a congregation of the Presbyterian church in Canada, said deed executed before R. B. Hutcheson, Esq., N. P., at the city of Montreal, on 2nd August, 1916, and said two lots to be held, owned and used as a cemetery forever upon the conditions stipulated by the said donors, the whole as described in said deed, and the head office of the said company to be in the said parish of Très Saint Sacrement.

W. PATTERSON,  
Attorney for Applicants.

180 Saint James street,  
Montreal, 17 August, 1916.

4614—34-9

### Avis.—Municipalité du comté d'Ottawa

Canada,  
Province de Québec,  
District d'Ottawa.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné F. Albert Labelle, secrétaire-trésorier du conseil municipal du comté d'Ottawa, que le conseil de cette municipalité, à une session générale tenue le neuf mars dernier 1916, a passé la résolution suivante:

#### MOTION No 12

Proposé par le conseiller Brazeau,  
Secondé par le conseiller Trudel:

"Que tout ce territoire comprenant les rangs 5, 6, 7, 8, 9 et 10 du canton de Blake, inclus maintenant dans les limites du Comté d'Ottawa, en vertu de la loi concernant la représentation à l'Assemblée législative "Loi 2 George V, chap. 9" soit annexé à la municipalité rurale de Northfield, pour en former une municipalité et à toutes autres fins de droit sous le nom de Municipalité de Northfield, et que les avis soient donnés partout où besoin sera à l'effet des présentes".

Laquelle résolution a été approuvée par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, suivant avis reçu au bureau du dit conseil, le vingt-six septembre, mil neuf cent seize.

Donné en la cité de Hull, ce quatre octobre, mil neuf cent seize.

F. A. LABELLE,  
Secrétaire-trésorier  
du Conseil Municipal du Comté d'Ottawa.  
5385

### Notice.—Municipality of the county of Ottawa

Canada,  
Province of Quebec,  
District of Ottawa.

Public notice is hereby given by the undersigned F. Albert Labelle, Secretary Treasurer of the Municipal Council of the County of Ottawa, that the Council of said Municipality, at its general meeting held on the ninth of March last, 1916, had adopted the following resolution.

#### MOTION No. 12.

Moved by Councillor Brazeau,  
Seconded by Councillor Trudel:

That all that territory comprising ranges 5, 6, 7, 8, 9 and 10 of the township of Blake, now included in the limits of the county of Ottawa, by virtue of the law concerning the representation to the Legislative Assembly, Law 2 George V, chap. 9, be annexed to the Rural Municipality of Northfield, to form a joint Municipality for the Municipal purposes, and for all other purposes of law, under the name of the Municipality of Northfield, and that the notices be given wherever it may be necessary to the effect of these presents.

Which said resolution has been approved by the Lieutenant Governor in council, according to notice received at the office of this Council, on the twenty-sixth of September, nineteen hundred and sixteen.

Given at Hull, this fourth day of October, nineteen hundred and sixteen.

F. A. LABELLE,  
Secretary Treasurer,  
of the Municipal Council of the County of Ottawa  
5386

### ERRATUM

A la page 1406 de la *Gazette Officielle* du 6 juillet 1912, au numéro 2691-92, ainsi qu'à la page 1443 de celle du treize, même mois, aux numéros 2691-92, lisez, divisé en trois mille (3000) actions de dix piastres (\$10.00), au lieu de trois cents (300) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

5415

### ERRATUM

On page 1406 of the *Official Gazette* of the 6th July, 1912, numbers 2691-92, and on page 1443 of that of the 13th of same month, nos 2691-92, read divided into three thousand (3000) shares of ten dollars (\$10.00) each, instead of three hundred (300) shares of one hundred (\$100.00) each.

5416

## Faillis

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour supérieure.*  
No. 223.

Edgar Carmel "Imprimerie Carmel" a, ce jour, fait cession de ses biens, et j'ai été nommé gardien provisoire.

CLAYTON OSIER.

Montréal, 3 octobre 1916. 5379

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour supérieure.*

Re: Huot & Courville, Hoteliers, Faillis.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera payable au bureau de Chartrand & Turgeon, 55 rue Saint-François-Xavier, Montréal, le ou après le 4 novembre 1916. Les contestations de ce dividende devront m'être produites avant cette date.

PAUL L. TURGEON,

5381 Curateur.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour supérieure.*  
No. 215.

Dans l'affaire de Thomas Pegnam, Insolvable.

Avis public est par le présent donné à tous les intéressés que Charles A. Shannon, comptable, de la cité de Montréal, chambre 61, 232 rue Saint-Jacques, a été nommé curateur aux biens de l'insolvable susdit, par jugement de la Cour supérieure rendu le 6 octobre 1916, et que tous les créanciers doivent produire leurs réclamations chez le dit curateur dans les trente jours à compter de la présente date.

CHARLES A. SHANNON,

Curateur.

Bureau de P. C. Shannon, Son & Co.

232 rue Saint-Jacques.

Montréal, 6 octobre 1916. 5383

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour supérieure.*  
No. 401.

Re: Chambly Manufacturers Limited,  
En liquidation.

Avis vous est par le présent donné par les sous-signés John McDonald Campbell et Georges Alphonse Milette, liquidateurs conjoints, nommés par la Cour pour liquider les affaires de la "Chambly Manufacturer Limited", qu'ils ont liquidé les affaires de la dite compagnie en liquidation, conformément aux avis des inspecteurs et aux ordonnances de la Cour, et que le onzième jour d'octobre courant (1916) ils ont déclaré un dividende premier et final de quatre cents dans la piastre, payable le ou après le trentième jour d'octobre courant (1916) à leur bureau, numéro 13 de la rue Saint-Jacques, dans la cité de Montréal.

Qu'un bordereau de dividende a été préparé et déposé au bureau des soussignés, numéro 13 de la rue Saint-Jacques, dans la cité de Montréal, où les intéressés peuvent en prendre connaissance, conformément à la loi.

Que le trentième jour d'octobre courant (1916) ils s'adresseront à la Cour pour faire confirmer ce dit dividende.

JOHN McDONALD CAMPBELL,

G. ALPHONSE MILETTE,

Liquidateurs conjoints.

Montréal, 11 octobre 1916. 5423

## Insolvents

Province of Quebec, }  
District of Montreal, } *Superior Court.*  
No. 223.

Edgar Carmel "Imprimerie Carmel" has, this day, made a judicial abandonment and I have been appointed Provisional Guardian.

CLAYTON OSIER.

Montreal, 3rd October, 1916. 5380

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

Re: Huot & Courville, Hotel Keepers, Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in this matter, and will be payable at the office of Chartrand & Turgeon, 55 Saint François Xavier street, on or after the 4th of November 1916. Any contestation of said dividend sheet must be filed with me before the date above mentioned.

PAUL L. TURGEON,

5382 Curator.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 215.

In the matter of Thomas Pegnam, Insolvent.

Public notice is hereby given to all to whom it may concern that Charles A. Shannon, accountant, of the city of Montreal, Room 61, 232 Saint James street, was appointed curator to the property and assets of the above named insolvent by judgment of the Superior Court dated the 6th of October, 1916, and that all creditors are required to file their claims with the said curator, within thirty days from the date hereof.

CHARLES A. SHANNON,

Curator,

Office of P. C. Shannon, Son & Co.

232 Saint James street.

Montreal, 6th of October, 1916. 5384

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior court.*  
No. 401.

Re: Chambly Manufacturers Limited,  
In liquidation.

Notice is hereby given by the undersigned John McDonald Campbell and Georges Alphonse Milette, joint liquidators, appointed by the Court to wind up the business of the Chambly Manufacturers Limited, that the business of said company, in liquidation, has been wound up by them, pursuant to the notices of the inspectors and orders of the court and that on the eleventh day of October instant (1916), they have declared a first and final dividend of four cents in the dollar payable on or after the thirtieth day of October instant (1916), at their office, No. 13 Saint James street, in the city of Montreal.

That a dividend sheet has been prepared and is deposited in the office of the undersigned at No. 13 Saint James street, in the city of Montreal, where interested parties may take cognizance of same, according to law.

That on the thirtieth day of October instant (1916), they will present a motion to the Court for the confirmation of said dividend.

JOHN McDONALD CAMPBELL,

G. ALPHONSE MILETTE,

Joint liquidators.

Montreal, 11th October, 1916. 5424

*Re: Louis Côté, de Sayabec, marchand,*  
Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, pour le district de Rimouski, en date du 6 octobre 1916, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints aux biens du dit insolvable.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de nous produire leurs réclamations dûment assermentées dans les trente (30) jours de cette date.

LEFAIVRE & GAGNON,  
Curateurs conjoints.

Bureau 147 Côte de la Montagne (Edifice Bossé),  
Québec, 7 octobre 1916. 5403

Province de Québec, }  
District d'Iberville, } *Cour supérieure.*  
No 25.

*Re: Mendelson Bros, marchands de Saint-Jean,*  
Qué., Insolubles;

et  
Dominion Clothing Co., marchands de Mont-  
réal, Requérants.

Avis est par les présentes donné que les dits insolubles ont, ce jour, fait un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

CHARTRAND & TURGEON,  
Gardiens Provisoires.

55 Saint-François-Xavier, Montréal.  
Saint-Jean, Qué., 5 octobre 1916. 5405

Dans l'affaire de J. Alexis Ménard, jr., Farn-  
ham, P. Q., Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 24 octobre courant, 1916.

Ce dividende sera payable au bureau de L. J. Jodoin, N. P. à Waterloo, P. Q.

LOUIS JOSEPH JODOIN, N. P.,  
ADONIAS CHAMPIGNY,  
Curateurs conjoints.

Waterloo, P. Q., 7 octobre 1916. 5407

Province de Québec, }  
District d'Arthabaska, } *Cour supérieure.*

*In re H. Roméo Gaudet, Tingwick & Warwick,*  
Qué., Insolvable.

Avis est donné par la présente que le 7ième jour d'octobre 1916, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la Cour, curateur en cette affaire.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de filer leur réclamation à mon bureau, 83 rue Craig Ouest, Montréal, sous trente jours du présent avis s'ils ne l'ont déjà fait.

Curateur.

Bureaux: 820 Edifice "Power".  
Montréal, 10 octobre 1916. 5433

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour supérieure.*  
District des Trois-Rivières,  
No 58.

Charles Boutet, Requérant cession;

vs  
Adélard Boutet & Chs. Ed. Dupuis,  
Débiteurs insolubles.

Avis est donné que le 6ième jour d'octobre 1916, les soussignés, ont été nommés par une ordonnance de la Cour, curateurs aux biens des dits Boutet & Dupuis qui ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice des créanciers.

*Re: Louis Côté, of Sayabec, Que., merchant,*  
Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the Superior Court for the district of Rimouski, dated 6th October, 1916, the undersigned have been appointed joint curators to the assets of this estate.

The creditors of the said insolvent are requested to file us their claims duly sworn to within thirty days from this date.

LEFAIVRE & GAGNON,  
Joint curators.

Office 147 Mount'n Hill, (Bossé Building).  
Québec, 7th October, 1916. 5404

Province of Quebec, }  
District of Iberville, } *Superior Court.*  
No. 25.

*Re: Mendelson Bros, merchants of Saint John,*  
Que., Insolvents;

and  
Dominion Clothing Co., merchants of Montreal,  
Petitioners.

Notice is hereby given that the said insolvents have this day, made a judicial assignment of all their property for the benefit of their creditors.

CHARTRAND & TURGEON,  
Sub. Provisional Guardians.

55 Saint Francis Xavier, Montreal.  
Saint John, Que., 5th October, 1916. 5406

In the matter of J. Alexis Menard, jr., Farn-  
ham, P. Q., Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until the 24th of October instant 1916.

This dividend will be payable at the office of Louis Joseph Jodoin, at Waterloo, P. Q.

LOUIS JOSEPH JODOIN,  
ADONIAS CHAMPIGNY,  
Joint curators.

Waterloo, P. Q., 7th October, 1916. 5408

Province of Quebec, }  
District of Arthabaska, } *Superior court.*

*In re H. Roméo Gaudet, Tingwick & Warwick,*  
Que., Insolvent.

Notice is hereby given that on the 7th day of October, 1916, the undersigned has been appointed by an ordonnance of this Court, curator to the above estate.

Creditors of said insolvent are requested to file their claim at my office, 83 Craig St. West, Montreal, if they have not already done so, within thirty days from date of present notice.

Curator.

Office: 820 "Power" Bldg.  
Montreal, 10th October, 1916. 5434

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Three Rivers,  
No. 58.

Charles Boutet, Petitioner for assignment;

vs  
Adelard Boutet & Chs. Ed. Dupuis,  
Insolvents debtors.

Notice is hereby given that on the 6th october, 1916, the undersigned were appointed, by an order of the Court, curators to the property of said Boutet & Dupuis who have made an assignment of their property for the benefit of their creditors.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre nos mains dans les 30 jours de cet avis.

WILLIAM VENNES & J. P. LALONDE,  
5411 Curateurs conjoints.

Province de Québec }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de R. Paquette & Cie, épicier, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire sujet à objection jusqu'à mardi, le 24 octobre 1916, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau chambre 100-90, rue Saint-Jacques-Montréal.

GEORGES DUCLOS,  
Cessionnaire.

Duclos & Duclos,  
Liquidateurs.  
90 rue Saint-Jacques, Montréal.  
Main: 343.  
Montréal, 5 octobre 1916. 5461

Province de Québec }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de J.-U. Perras, épicier, Montréal, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire sujet à objection jusqu'à mardi, le 31 octobre 1916, après laquelle date, les dividendes seront payables à mon bureau, chambre 100-90 rue Saint Jacques, Montréal.

GEORGES DUCLOS  
Cessionnaire.

Duclos & Duclos,  
Liquidateurs.  
90 rue Saint-Jacques, Montréal.  
Main: 343.  
Montréal, 11 octobre 1916. 5463

#### EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 428.

In re Nap. Sarrasin & Fils, Ltée, Montréal, En liquidation.

Un premier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à notre bureau le ou après le 30 octobre 1916.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

F. R. VINET,  
P.-H. DUFRESNE,  
Liquidateurs.

Bâtisse Banque Nationale,  
99, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 14 octobre 1916. 5465

Province de Québec, }  
District d'Arthabaska, } *Cour supérieure.*  
No 315.

In re Oscar T. Piché, Drummondville, Qué., Insolvable.

Avis est donné que le 10ième jour d'octobre 1916, le sus-dit insolvable a déposé son bilan au greffe de la Cour supérieure, du district d'Arthabaska, tel que pourvu par la loi.

HENRI GIRARD,  
Sub.-gardien provisoire.

Chambre 603: 211 rue McGill.  
Montréal, 11 octobre 1916. 5503

All claims attested under oath must be filed with us within 30 days from this notice.

WILLIAM VENNES & J. P. LALONDE,  
5412 Joint curators.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of R. Paquette & Cie, groger, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter open to objection until tuesday, october 24th, 1916, after which date dividends will be payable at my office, room 100-90 Saint James street, Montreal.

GEORGE DUCLOS,  
Assignee.

Duclos & Duclos,  
Liquidators,  
90 Saint James street, Montreal.  
Main: 343.  
Montreal, 5th October, 1916. 5462

Province of Quebec }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of J.-U. Perras, grocer, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until Tuesday, October 31st, 1916, after which date dividends will be payable at my office, room 100-90 Saint James street, Montreal.

Duclos & Duclos,  
Liquidators.  
90 Saint James street, Montreal.  
Main: 343.  
Montreal, 11th October, 1916. 5464

#### UNDER THE WINDING UP-ACT

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 428.

In re Nap. Sarrasin & Fi's, Ltée, Montreal, In liquidation.

A first dividend has been prepared and will be payable at our office on or after 30th October, 1916.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F. R. VINET,  
P.-H. DUFRESNE,  
Liquidators.

Banque Nationale Building,  
99 Saint James street.  
Montreal, 14th October, 1916. 5466

Province de Québec, }  
District of Arthabaska, } *Superior Court.*  
No. 315.

In re Oscar T. Piché, Drummondville, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that on the 10th of October, 1916, the above named insolvent has filed his statement in the Prothonotary's office of the district of Arthabaska, as provided by law.

HENRI GIRARD,  
Sub. Provisional Guardian.

Room 603: 211, McGill street.  
Montreal, 11th October, 1916. 5304

Canada,  
Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
No 1177.

*Re* Emile Bélanger, entrepreneur-menuisier, Québec, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le 6ième jour d'octobre 1916, nous avons été nommés curateurs dans cette affaire et MM. Ls. Drouin, gérant Banque Nationale et G. I. Lachance de G. I. Lachance, Enreg., marchands, tous deux de Québec, inspecteurs.

LARUE, TRUDEL & PICHER,  
Curateurs.

Bureaux: Edifice "Dominion",  
126 rue Saint-Pierre.  
Québec, 11 octobre 1916. 5467

Canada,  
Province de Québec, }  
District de Gaspé. } *Cour Supérieure.*

William Maguire, de la paroisse de Bonaventure, marchand, a, le 4 octobre 1916, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Gaspé, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,  
Gardien-Provisoire.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu,  
Québec, 11 octobre 1916. 5469

Province de Québec, }  
District of Montreal, } *Cour supérieure.*  
No. 161.

Dans l'affaire de "Bernstein, Goldman & Co", Montréal, Qué., Insolvable.  
Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été déclaré en l'affaire ci-haut, ouvert aux objections jusqu'au Sième jour de novembre 1916, après laquelle date, ce dividende sera payable à mon bureau.

J. G. DUHAMEL,  
Curateur.

Bureau de: Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,  
No 92 rue Notre-Dame-est.  
Montréal, Qué., 10 octobre 1916. 5505

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of Quebec. } *Superior Court.*  
No. 1177.

*Re* Emile Bélanger, Joiner, Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that on 6th October, 1916, we have been appointed curators in this matter and Messrs. Ls. Drouin, manager of La Banque Nationale and G. I. Lachance of G. I. Lachance Enreg., merchants, of Quebec, Inspectors.

LARUE, TRUDEL & PICHER,  
Curators.

Offices: Dominion Building,  
126 Saint Peter street.  
Quebec, 11th October 1916. 5468

Canada,  
Province of Quebec, }  
District of Gaspé. } *Superior Court.*

William Maguire, of the parish of Bonaventure, merchant, has, on the 4th of October, 1916, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of superior court for the district of Gaspé, according to law.

J. P. E. GAGNON,  
Provisional Guardian.

Office: 44 & 46 Dalhousie street.  
Richelieu and Ontario Nav. Building.  
Quebec, 11th October, 1916. 5470

Province of Quebec, }  
District of Montreal, } *Superior Court.*  
No. 161.

In the matter of Bernstein, Goldman & Co., Montreal, Que., Insolvents.  
Notice is hereby given that a first and final dividend has been declared in the above matter, subject to objection until the 8th day of November, 1916, after which date this dividend will be payable at my office,

J. G. DUHAMEL,  
Curator.

Office of: Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,  
No. 92, Notre Dame street east.  
Montreal, Que., 10th October, 1916. 5506

## Liquidation

Canada,  
Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*  
District de Montréal. }  
No 117.

EN VERTU DE LA LOI DES LIQUIDATIONS

Dans l'affaire de Regal Realty Company, Limited, En liquidation.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé chez Archibald W. Stevenson, liquidateur de la dite compagnie en liquidation, à son bureau, chambre No 802, édifice de la Banque des Cantons de l'Est, 263 rue Saint-Jacques, en la cité de Montréal, un certain acte de vente passé devant Robert Bennett Hutcheson, notaire public, le 9ième jour d'août 1916, sous le numéro 17621 des minutes du dit notaire, de la part de la Regal Realty Company, à la Montreal Realty Company dans lequel acte de vente la propriété transportée est plus particulièrement décrite comme suit, à savoir:

Cet emplacement formant le coin nord des rues Sainte-Catherine-Ouest et Mountain, en la cité

## Winding Up Act

Canada,  
Province of Quebec, } *In the Superior Court.*  
District of Montreal. }  
No. 117.

UNDER THE WINDING-UP ACT

In the matter of Regal Realty Company, Limited, In liquidation.

Notice is hereby given that there has been deposited with Archibald W. Stevenson, liquidator of the said company in liquidation, at his office room No. 802, Eastern Townships Bank Buildings, 263 Saint James street, in the city of Montreal, a certain deed of sale passed before Robert Bennett Hutcheson, notary public, on the 9th day of August, 1916, and numbered 17621 of the minutes of the said notary, from Regal Realty Company, Limited, in liquidation, to Montreal Realty Company, in which deed of sale the property conveyed is more particularly described as follows, to wit:

That certain emplacement forming the north corner of Sainte Catherine street West and

de Montréal, et composé des parties des lots de subdivision numéros neuf, dix et onze, tous de la subdivision officielle du lot numéro quinze cent vingt-quatre des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, en la dite cité de Montréal et mesurant, le dit emplacement soixante et dix neuf pieds quatre pouces de largeur en front sur la rue Sainte-Catherine-Ouest, soixante et dix-neuf pieds et deux pouces de largeur en arrière par cent douze pieds six pouces de profondeur des deux cotés et une superficie totale de huit mille neuf cent seize pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins; borné en front par la rue Sainte-Catherine-Ouest tel qu'élargie, en arrière par une ruelle connue comme étant le lot officiel No 1524-11A du dit quartier au nord-est par partie du lot officiel No 1524-8 du dit quartier et au nord-ouest par la dite rue Mountain et étant la totalité des dits lots de subdivisions Nos 9, 10 et 11, exception faite des parties d'iceux expropriées pour l'élargissement de la dite rue Sainte-Catherine-Ouest—avec une bâtisse à façade de pierre et de brique d'une hauteur de quatre étages portant le No civique 605 de la rue Sainte-Catherine-Ouest et 301 de la rue Mountain, et dont le mur de côté du côté nord-est est mitoyen avec les bâtisses adjacentes, et aussi avec le droit de passage à pied, avec des animaux et voitures, pour entrer ou sortir dans la dite ruelle qui est le lot officiel No 1524-11A, en commun avec d'autres y ayant droit.

Et de plus, prenez avis que le certificat du registrateur sur la dite propriété immobilière a aussi été déposé chez le dit liquidateur, à son bureau, à Montréal.

Que la propriété immobilière ci-haut décrite a été possédée et détenue par la Regal Realty Company, Limited, depuis le 25ième jour de mai 1912, et que antérieurement à cette date la dite propriété a été détenue et possédée par la Ogilvy Realities, Limited.

Que les dits acte de vente et certificat du registrateur ont été ainsi déposés en conformité avec les prescriptions des articles 7552 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et que le présent avis est publié en conformité avec les dispositions des dits articles et afin de donner à la dite vente l'effet d'une vente faite par le shérif.

Daté en la cité de Montréal, dans la province de Québec, ce 11ième jour de septembre 1916.

A. W. STEVENSON,

4915-37-5

Liquidateur.

Mountain street, in the city of Montreal, and being composed of parts of subdivision lots numbers nine, ten and eleven, all of official subdivision of lot number fifteen hundred and twenty-four on the official plan and book of reference of the Saint Antoine ward, in the said city of Montreal and containing, said emplacement seventy-nine feet four inches in width in front on Sainte Catherine street West, seventy nine feet two inches in width in rear by one hundred and twelve feet six inches in depth, on both sides and having a total superficies of eight thousand nine hundred and sixteen square feet english measure and more or less; bounded in front by Sainte Catherine street West as widened, in rear by a lane known as official lot No. 1524-11A of said ward, to the northeast by part of official lot 1524-8 of said ward and to the southwest by said Mountain street and being the whole of the said subdivision lots Nos. 9, 10 and 11 with the exception of the parts thereof expropriated for the widening of said Sainte Catherine street West—together with a stone front and brick building four stories in height bearing civic No. 605 Sainte Catherine street West and 301 Mountain street, the gable wall of which building on the north-easterly side is mitoyen with the premises it adjoins and also with the right of use on foot and with animal and vehicles for ingress and egress in and over the said lane, being official lot No. 1524-11A in common with others having rights therein.

And further take notice that the Registrar's certificate of search against the said immoveable property has also been deposited with the said liquidator at his office in Montreal.

The immoveable property above described has been owned and possessed by the Regal Realty Company, Limited, from the 25th day of May, 1912, and that prior to that date the said property was owned and possessed by Ogilvy Realities Limited.

That the said deed of sale and registrar's certificate have been so deposited under and in pursuance of the provisions of articles 7552 et sqq. of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, and this notice is given pursuant to the provisions of said articles and for the purposes of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

Dated at the city of Montreal, in the province of Quebec, this 11th day of September. 1916.

A. W. STEVENSON,

4916-37-5

Liquidator.

## Ordre de la Cour

Province de Québec }  
District de Nicolet. } Cour Supérieure.  
No 33.

Joseph Courteau, Demandeur; vs Arthur René, Défendeur, et L. H. Comeau, Opposant.

Sur ordre de l'honorable Juge F.-X. Drouin, donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité du dit Arthur René, de Nicolet, Défendeur, les créanciers du dit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure pour ce district, à Nicolet, dans les 15 jours de la date de la première insertion du présent avis dans la "Gazette Officielle de Québec", conformément aux arts. 673 et 674 du Code de procédure civile.

(Signé) J. W. DENIS

P.C.S.

Vraie copie

L. H. COMEAU

Pro. de l'opposant.

Nicolet, 4 octobre 1916.

5375-40-4

## Order of the Court

Province of Quebec }  
District of Nicolet. } Superior Court.  
No. 33.

Joseph Courteau, Plaintiff; vs Arthur René Defendant, and L. H. Comeau, Opposant.

Upon an order from the Honourable Justice F.-X. Drouin, given this day, and seeing the allegation of the insolvency of the said Arthur René of Nicolet, Defendant, the creditors of said defendant who have not yet filed their claims are now called upon to file same in this cause at the office of the Prothonotary of the Superior Court for this district of Nicolet, within 15 days from the date of the first insertion of the present notice in the "Quebec Official Gazette", pursuant to arts. 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

(Signed) J.-W. DENIS

P.S.C

A true copy

L.-H. COMEAU

Att. for opposant.

Nicolet, 4th October 1916.

5376-40-4

## Vente par Licitation

## Sale by Licitation

Province de Québec,  
District de Montréal.  
No 4226.

*Cour supérieure*

Mendel Stober,

Demandeur;

vs

De. Rosa Thierfield, et al., Défendeurs.

Avis public est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 25ème jour de septembre 1916, dans une cause dans laquelle Mendel Stober, tailleur, des cité et district de Montréal, est demandeur, et De. Rosa Thierfield, épouse contractuellement séparée quant aux biens de Jacob Rosenberg, et le dit Jacob Rosenberg pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, et Jacob Stober, tous deux des cité et district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir:

"Deux lots de terre ayant front sur l'Avenue Laval, en la cité de Montréal, connus et désignés comme étant les numéros mille trente-neuf et mille quarante de la subdivision officielle du lot numéro quinze (No 15-1039 et 1040) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, avec une maison en bois et brique, et autres dépendances dessus érigées, avec droit de passage en commun dans la ruelle en arrière des dits lots;"

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIXIÈME jour de NOVEMBRE 1916, à 10.30 a. m., cour tenante, dans la salle d'audience No 31 du Palais de Justice de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du Protonotaire de la dite Cour, et toutes oppositions afin d'annuler, afin de charge, ou afin de distraire à la dite licitation devront être déposées au Greffe du Protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé pour la vente et adjudication, et toutes oppositions afin de conserver devront être déposées dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire. L'acquéreur dudit immeuble devra payer comptant au moment de l'adjudication la somme de quinze cents piastres et la balance dans les deux mois de la date de l'adjudication.

J. A. BURDYK,

Avocat du Demandeur.

Montréal, 2 octobre 1916.

5309—40—4

Province of Quebec,  
District of Montreal.  
No. 4226.

*Superior Court.*

Mendel Stober,

Plaintiff;

vs

De. Rosa Thierfield et al., Defendants.

Public notice is hereby given that in virtue of a judgment rendered by the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 25th day of September, 1916, in a case in which Mendel Stober, tailor of the city and district of Montreal, is plaintiff and De. Rosa Thierfield, wife separate as to property by marriage contract with her husband Jacob Rosenberg, and the said Jacob Rosenberg to authorize his said wife for these presents, and Jacob Stober, both of the city and district of Montreal are defendants, ordering the licitation of a certain immoveable known and described as follows:

"Two lots of land fronting on Laval Avenue, in the city of Montreal, known and designated under the numbers one thousand and thirty nine and one thousand and forty, of the official subdivision of the lot number fifteen (15-1039 and 1040) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean-Baptiste, with a wood and brick house and other buildings thereon erected and with the right in common with others in the lane in rear of the said lots."

The hereabove immoveable will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the Tenth day of NOVEMBER, 1916, at 10.30 A. M., sitting the Court, in the Court Room, No. 31, of Montreal Court House, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges deposited in the Prothonotary's office of said Court, and any oppositions to annul, to secure charges or to withdraw to be made to said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of said Court, at least twelve days before the day fixed for the sale and adjudication, and any oppositions for payment must be filed within six days next to the adjudications and failing to file their oppositions within the delays hereby given, the parties will be foreclosed from the right of so doing. The purchaser of the said immoveable will have to pay at the moment of the adjudication the sum of fifteen hundred dollars and the balance within two months from the date of the adjudication.

J. A. BURDYK,

Attorney for Plaintiff.

Montreal, 2nd October, 1916.

5310—40—4

## Vente pour taxes municipales.

## Sale for municipal taxes

Province de Québec,  
District de Montréal.

*Ville de Dorval.*

Avis public est par les présentes donné qu'en vertu d'une résolution du conseil de ville de Dorval, adoptée le 4ième jour du mois d'octobre 1916, les propriétés décrites à l'état qui suit, seront vendues aux enchères publiques, en la salle municipale, No 24a de la rue Saint-Joseph, à Dorval, en la ville de Dorval, samedi le 4ième jour du mois de novembre 1916, à 10 heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes et contributions municipales mentionnées au dit état, les intérêts sur icelles et les frais qui seront subséquemment encourus pour toutes

Province of Quebec,  
District of Montreal.

*Town of Dorval.*

Public notice is hereby given, that in virtue of resolution of the council of the town of Dorval, adopted on the 4th day of October, 1916, at the Corporation's office, No. 24a Saint Joseph street, Dorval, in the town of Dorval, on the 4th day of November next, (1916), at 10 o'clock of the forenoon, the properties hereafter described shall be offered for sale, to recover the payment of taxes and assessments hereinafter mentioned, interest on same and costs which shall be subsequently incurred for further proceedings from this day, unless the taxes and assessments,

procédures ultérieures à ce jour, à moins que les dites taxes et contributions, intérêts et frais, ne soient plutôt payés.

Numéro 55, du lot originaire No 11 du cadastre de la paroisse de Lachine, appartenant à W. C. Palmer;

Taxes municipales.....\$12.78

Numéro 449, du lot originaire No 11, du cadastre de la paroisse de Lachine, appartenant à A. E. Zendgraft;

Taxes municipales.....\$3.54

Numéro 239, du lot originaire No 11, du cadastre de la paroisse de Lachine, appartenant à H. Baroutsos;

Taxes municipales.....\$7.54

Numéro 561-562 du lot originaire No 11 du cadastre de la paroisse de Lachine, appartenant à Madame William Moore;

Taxes municipales.....\$7.00

Numéro 397 et 401, du lot originaire No 11, du cadastre de la paroisse de Lachine, appartenant à C. C. Cottrell Limited;

Taxes municipales.....\$8.04

Donné à Dorval, ce 11<sup>ème</sup> jour d'Octobre 1916.

ALPHONSE DECARY,

Sec.-trésorier de la ville de Dorval.

(Vraie copie)

ALPHONSE DECARY,

Sec.-trésorier de la ville de Dorval. 5487—41-2

interests and costs are sooner paid.

Number 55, of original lot No. 11, of the cadastre of the parish of Lachine, belonging to W. C. Palmer;

Municipal taxes.....\$12.78

Number 449 of original lot No. 11, of the cadastre of the parish of Lachine, belonging to A. E. Zendgraft;

Municipal taxes.....\$3.54

Number 239, of original lot No. 11, of the cadastre of the parish of Lachine, belonging to H. Baroutsos;

Municipal taxes.....\$7.54

Numbers 561-562, of original lot No. 11, of the cadastre of the parish of Lachine, belonging to Mrs. William Moore;

Municipal taxes.....\$7.00

Numbers 397-401, of original lot No. 11, of the cadastre of the parish of Lachine, belonging to C. C. Cottrell Limited;

Municipal taxes.....\$8.04

Given at Dorval, this 11th day of October, 1916.

ALPHONSE DECARY,

Sec. Treas. of the town of Dorval.

(True copy)

ALPHONSE DECARY,

Sec. Treas. of the town of Dorval. 5488—41-2

### Ventes par le Shérif—Gaspé

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour du Magistrat.—Comté de Gaspé.

Percé, à savoir : } LES SYNDICS DE LA No 623. } PAROISSE DE SAINT JOSEPH DE L'ANSE AU GRIFFON, dans les comté et district de Gaspé, demandeurs; contre DAME VEUVE THOMAS BLANCHET ET AL, Défendeurs.

Un emplacement sis et situé dans la municipalité de l'Anse au Griffon, dans le comté de Gaspé, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton du Cap des Rosiers sous le numéro quarante-six b (No 46b), dans le premier rang Nord du dit canton du Cap des Rosiers, mesurant cinquante-deux acres en superficie, avec maison et grange dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph de l'Anse au Griffon, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE 1916, à DEUX heures de l'après-midi.

JAS. T. TUZO,

Bureau du Shérif, Percé.

Shérif.

Percé, 5 octobre 1916.

5387—41-2

[Première publication, 14 octobre 1916].

### Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Magistrate Court.—County of Gaspé.

Percé, to wit : } THE TRUSTEES OF THE No. 623. } PARISH OF SAINT JOSEPH OF L'ANSE AU GRIFFON, in the county and district of Gaspé, Plaintiffs; against DAME WIDOW THOMAS BLANCHETE ET AL, Defendants.

A lot of land being and situate in the municipality of L'Anse au Griffon in the county of Gaspé, known and designated on the official plan and book of reference of the township of Cap des Rosiers' under number forty six b (No. 46b) of the first range north of the said township of Cap des Rosiers, containing fifty two acres in superficies, with a house and barn erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Joseph of L'Anse au Griffon, on the SIXTEENTH day of NOVEMBER next, 1916, at TWO o'clock in the afternoon.

JAS. T. TUZO,

Sheriff's Office, Percé.

Sheriff.

Percé, 5th October, 1916.

5388—41-2

[First published, 14th October, 1916].

### Ventes par le Shérif—Kamouraska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

### Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

*Cour Supérieure.*

District de Kamouraska. } JOSEPH TETU,  
No 5895. } Demandeur; vs  
GEORGE RICHARD, Défendeur.

Avis public est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause qui devait avoir lieu à midi le dix-neuvième jour de juin à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hubert, aura lieu à MIDI le TRENTE-UNIEME jour d'OCTOBRE courant, à la porte de l'église de Saint-Hubert.

J.-O. GIRARD,

Bureau du Shérif. Shérif.  
Fraserville, 5 octobre 1916. 5431  
[Première publication, 14 octobre 1916.]

*Superior Court.*

District of Kamouraska. } JOSEPH TETU,  
No. 5895. } Plaintiff; vs  
GEORGE RICHARD, Defendant.

Public notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in the present cause formerly announced to take place at twelve o'clock noon, on the nineteenth day of June, at the church door of the parish of Saint Hubert, will take place at TWELVE o'clock noon, on the THIRTY FIRST day of OCTOBER instant, at the church door of Saint Hubert.

J.-O. GIRARD,

Sheriff's office, Sheriff.  
Fraserville, 5th October, 1916. 5432  
[First published, 14th October, 1916.]

**Vente par le Shérif—Montréal**

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS  
*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } HYACINTHE BRU-  
No 4024. } NET dit LETANG,  
Demandeur; vs LEZER SMILOVITCH, Dé-  
fendeur.

La moitié indivise de la juste moitié nord-ouest du lot No 968 de la subdivision du lot No 11 (11-968), du cadastre du village incorporé de la Côte Saint-Louis, ayant front sur la rue Saint-Georges et mesurant la dite moitié 25 pieds de front par 117 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,

P.-M. DURAND.

Bureau du shérif.

Montréal 11 octobre 1916. 5437—41-2  
[Première publication 14 octobre 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } JOHN HENRY HAND,  
No 5302. } Demandeur; vs  
MONTREAL TRUST COMPANY, corporation  
légal ayant ses bureau-chef et principale place  
d'affaires dans les cité et district de Montréal,  
Défenderesse, et JOHN KNIFTON, curateur  
au délaissement.

Un emplacement ayant front sur la rue Lorne Crescent dans la cité de Montréal, faisant partie du lot de terre connu et désigné comme étant la subdivision numéro un du lot numéro dix-huit cent vingt-deux (1822, pt. 1), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint André de la dite cité de Montréal, mesurant ladite partie environ cinquante neuf pieds de largeur en front, et en arrière, par environ soixante dix-neuf pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, le tout tel que compris dans les limites suivantes, à savoir: borné en front, au sud-est, par Lorne Crescent, du côté sud-ouest par une autre partie de ladite subdivision numéro un qui est une ruelle commune de dix pieds de large en arrière, au nord-ouest, par une autre partie de ladite subdivision numéro un, appartenant à Dame Allen Adele Lafleur, épouse d'Adolphe Lomer ou représentants; la ligne de division entre ladite

**Sheriff's Sale—Montreal**

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS  
*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } HYACINTHE BRUNET  
No. 4024. } dit LETANG, Plaintiff;  
vs LEZER SMILOVITCH, Defendant.

The undivided half of the exact north west half of lot No. 968 of the subdivision of lot No. 11 (11-968), of the cadastre of the incorporated village of Côte Saint Louis, fronting on Saint Georges street and measuring the said half 25 feet in front by 117 feet in depth, english measurements and more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND.

Deputy-Sheriff,

Sheriff's office

Montreal 11th October 1916. 5438—41-2  
(First published, 14th October 1916.)

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } JOHN HENRY HAND,  
No. 5302. } Plaintiff; vs MON-  
TREAL TRUST COMPANY, a body politic  
and corporate having its head office and principal  
place of business in the city and district of Mon-  
treal, Defendant, and JOHN KNIFTON, curator  
au délaissement.

An emplacement fronting on Lorne Crescent street in the city of Montreal, being a part of the lot of land known and designated as subdivision number one of the lot number eighteen hundred and twenty-two (1822, pt. 1), on the official plan and in the book of references of the Saint Antoine ward of the city of Montreal, containing said part about fifty nine feet in width, in front and in rear by about seventy-nine feet in depth, english measure and more or less, the whole as contained in the following boundaries, to wit: bounded in front, to the south east, by Lorne Crescent, on the south west side by another portion of said subdivision number one a common lane of ten feet wide, in rear, to the north west, by another portion of said subdivision number one, belonging to A. Haig Sims and to the north east by a portion of said subdivision number one belonging to Dame Allen Adele

partie et le résidu appartenant à A. Haig Sims et au nord-est par une partie de ladite subdivision numéro un appartenant à ladite Dame Ellen Adèle Lafleur ou représentants, étant un prolongement de Lorne Crescent susdit, jusqu'à l'arrière à travers la partie centrale du mur sud-ouest de la maison appartenant à ladite Dame Ellen Adèle Lafleur ou représentants, prolongée jusqu'à l'arrière du dit lot.

Avec la maison de rapport à six étages, contenant trente-neuf logements connue sous le nom de "Lorne Apartments", dessus construite.

Avec l'usage de la dite ruelle en commun avec tous autres y ayant droit et la mitoyenneté dudit mur principal tel qu'il existe, de la maison susmentionnée.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DOUZE heures (midi).

Le Député-shérif,

P. M. DURAND.

Bureau du shérif.

Montréal, 11 octobre 1916. 5439—41-2  
[Première publication, 14 octobre 1916].

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } LEOPOLD CHARLES  
No 2664. } MEUNIER, Dem-  
mandeur; vs ADELMER TURCOT, Défendeur.

Les lots de terre connus et désignés comme étant les subdivisions officielles Nos 1147, 1148, 1149 du lot original No 343 de la paroisse du Sault-au-Récollet, bornés en front par la rue Heney—sans bâtisse.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,

P. M. DURAND

Bureau du shérif.

Montréal, 11 octobre 1916. 5447—41-2  
[Première publication, 14 octobre 1916.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } DAME VEUVE IMEL-  
No 1592. } DA GAUTHIER,  
des cité et district de Montréal, épouse de  
Charles B. Lanctôt autrefois du même lieu  
Demanderesse; vs LOUIS A. LEGAULT, Défendeur.

Un lot de terre situé à Montréal désigné sous le numéro 389 de la subdivision du No 2630, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent—avec les servitudes y attachées et les bâtisses dessus construites; borné en front par l'Avenue des Belges.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal le SEIZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le député-shérif

P.-M. DURAND.

Bureau du shérif.

Montréal, 11 octobre 1916. 5455—41-2  
[Première publication, 14 octobre 1916.]

**MANDAT DE LIQUIDATEUR**  
**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } JOSEPH LAURENT, Li-  
No 429. } quidateur aux biens  
de Le Crédit National, Limitée, en liquidation, et  
ACHILLE LAMARCHE ET OSCAR ROY,  
Requérant.

Un lot de terre ayant front sur la rue Brown, cité et district de Montréal, désigné sous le No 2024 de la subdivision officielle du lot No 148,

Lafleur, wife of Adolphe Lomer, or representatives; the line of division between the said portion and that remaining to said Dame Ellen Adele Lafleur or representatives, being an extension from Lorne Crescent aforesaid to the rear, through the centre of the main south west wall of the house belonging to the said Dame Ellen Adele Lafleur or representatives, prolonged to the rear of said lot.

With the six storey apartment building, containing twenty nine apartments known as "The Lorne Apartments" thereon erected.

Together with the use of said lane in common with all others having rights therein and the mitoyenneté of the said main wall as now existing, of the before mentioned house.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of NOVEMBER next, at TWELVE o'clock noon.

P. M. DURAND.

Deputy-sheriff,

Sheriff's Office.

Montreal, 11th October, 1916. 5440—41-2  
[First published, 14th October, 1916].

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**  
*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } LEOPOLD CHARLES  
No. 2664. } MEUNIER, Plaintiff;  
vs ADELMER TURCOT, Defendant.

Those lots of land known and designated as being the official subdivision Nos. 1147, 1148, 1149 of the original lot No. 343 of the parish of Sault-au-Récollet, fronting on Heney street—without buildings.

To be sold at my office in the city of Montreal on the SIXTEENTH day of NOVEMBER next at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P.-M. DURAND.

Deputy-sheriff,

Sheriff's office.

Montreal, 11th October, 1916. 5448—41-2  
[First published, 14th October, 1916.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } DAME WIDOW IMEL-  
No. 1592. } DA GAUTHIER, of the  
city and district of Montreal, wife of Charles  
B. Lanctôt formerly of the same place Plaintiff;  
vs LOUIS A. LEGAULT Defendant.

That certain lot of land situate at Montreal designated under the number 389 of the subdivision No. 2630 of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent—with the servitudes attached thereto and the buildings erected thereon; said lot fronting on Avenue des Belges.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of NOVEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

P.-M. DURAND.

Deputy sheriff

Sheriff's office,

Montreal, 11th October, 1916. 5456—41-2  
[First published, 14th October, 1916.]

**LIQUIDATOR'S WARRANT**  
**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } JOSEPH LAURENT, liqui-  
No. 429. } dator to the property of  
Le Crédit National Limitée, In Liquidation and  
ACHILLE LAMARCHE and OSCAR ROY,  
Petitioner.

That certain lot of land fronting on Brown street, city and district of Montreal, designated under No. 2024, of the official subdivision of lot

aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec les bâtisses y érigées et le droit de passage dans la ruelle en arrière et toutes servitudes actives et passives.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à QUATRE heures de l'après-midi.

Le député shérif,

P. M. DURAND.

Bureau du shérif.

Montréal, 11 octobre 1916. 5457—41-2  
[Première publication, 14 octobre 1916.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: ) MYER TAFLER, De-  
No 551. ) mandeur; vs JACOB  
SHUGAR, Défendeur.

Un emplacement faisant front sur la rue Devilliers, ci-devant 2me Avenue dans le quartier Emard, à Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, comme étant le lot de terre numéro cent soixante-dix-neuf de la subdivision du lot numéro trois mille neuf cent trente (3930-179)—avec une maison en bois et aussi avec droit de passage en commun avec ceux y ayant droit, sans pouvoir l'obstruer et aux conditions ordinaires d'entretien.

La susdite maison porte les numéros 93-93a et 95 de la dite rue Devilliers. Le susdit terrain contient vingt-cinq de front par quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins et sans garantie de mesure précise, le plus ou le moins étant au profit ou à la perte de l'acquéreur.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député Shérif,

P. M. DURAND.

Bureau du shérif,

Montréal, 11 octobre 1916. 5443—41-2  
[Première publication, 14 octobre 1916.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: ) DAME ANNIE WARD  
No 3478. ) SPALDING, veuve  
de feu Robert G. Brown, Demanderesse; vs OM-  
FROID LAURIER ET ODILON LETOUR-  
NEAU, Défendeurs.

Comme appartenant à Omfroid Laurier:

Deux lots de terre situés sur l'avenue Prince Arthur, en la cité de Westmount, faisant partie des subdivisions Nos 20 et 21, de la subdivision officielle du lot No 214, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, et plus particulièrement décrite sur le plan de re-subdivision officielle, comme étant les lots Nos 20A, 21A, 20B et 21B, de la subdivision officielle dudit lot 214, mesurant ensemble 100 pieds en front, et en arrière 141 pieds sur la ligne latérale nord-ouest, et 140 pieds 6 pouces dans la ligne latérale sud-est,—avec une superficie totale de 14075 pieds carrés, mesure anglaise, et plus ou moins, bornés en front par ladite avenue Prince Arthur, sus-nommée.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-shérif,

P. M. DURAND.

Bureau du shérif.

Montréal, 11 octobre 1916. 5449—41-2  
[Première publication, 14 octobre 1916.]

No. 148, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga—with the buildings thereon erected and a right of way in the lane in rear and all active and passive servitudes.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of NOVEMBER next, at FOUR o'clock in the afternoon.

P.-M. DURAND.

Deputy Sheriff,

Sheriff's office,

Montreal, 11th October, 1916. 5458—41-2  
[First published, 14th October, 1916.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: ) MYER TAFLER, Plain-  
No. 551. ) tiff; vs JACOB SHU-  
GAR, Defendant.

That certain emplacement fronting on Devilliers street, formerly 2nd Avenue, in Emard ward, at Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, as being the lot of land number one hundred and seventy nine of the subdivision of lot number three thousand nine hundred and thirty (3930-179)—with a wooden house and also a right of way in common with others having rights therein, without the right to obstruct same and upon customary conditions as to maintenance.

The above house bears numbers 93-93a and 95 in said Devilliers street. The aforesaid emplacement contains twenty five feet in front by ninety five feet in depth, english measurements and more or less without warranty as to precise measurements, the more or the less to be to the profit or loss of the purchaser.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,

Montreal, 11th October, 1916. 5444—41-2  
[First published, 14th October, 1916.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: ) DAME ANNIE WARD  
No. 3478. ) SPALDING, widow  
of the late Robert G. Brown, Plaintiff; vs OM-  
FROID LAURIER and ODILON LETOUR-  
NEAU, Defendants.

As belonging to Omfroid Laurier:

Two lots of land fronting on Prince Albert Avenue in the city of Westmount, forming part of subdivision Nos. 20 and 21, on the official subdivision of lot No. 214, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, and more particularly described on the official re-subdivision plan, as lots Nos. 20A, 21A, 20B and 21B, on the official subdivision of said lot 214, containing together 100 feet in front and in the rear, by 141 feet on the north west side line and 140 feet 6 inches on the south east side line, and having a total superficial area of 14075 square feet, english measure, and more or less, bounded in front by the said Prince Albert Avenue, aforesaid.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Deputy-sheriff.

Sheriff's Office.

Montreal, 11th October, 1916. 5450—41-2  
[First published, 14th October, 1916.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **GEORGE RABINO-**  
No 1435. } **VITCH, Demandeur,**  
vs **MOSES SIGAL ET AL., Défendeurs.**

Trois lots de terre ou emplacement agent front sur la rue Esplanade dans la cité de Montréal contenant chacun des dits lots vingt-cinq pieds de front par cent deux pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et connus et désignés sous les numéros trente-sept, trente-huit et trente-neuf de la subdivision officielle du lot numéro quinze (15-37, 38 et 39), aux plan et livre de renvoi officiel du village de la Côte Saint-Louis et avec droit de passage en commun, dans la ruelle située en arrière des dits lots—avec les bâtisses dessus construites et la mitoyenneté des murs de chaque côté des dites bâtisses.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,

**P. M. DURAND.**

Bureau du shérif,

Montréal, 11 octobre 1916. 5445—41-2

[Première publication, 14 octobre 1916.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **VICTOR CARDINAL,**  
No 3645. } **Demandeur; vs JAMES BEAMER JARVIS, Défendeur.**

Un lot de terre ou emplacement sis et situé au coin des rues Comte, maintenant rue Bellechasse et Avenue Casgrain, contenant cent vingt pieds de front, sur la dite Avenue Casgrain, sur soixante seize pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné sous les numéros un, deux, trois et quatre de la ré-subdivision du lot numéro huit cent vingt-deux et un, deux, trois et quatre de la ré-subdivision du lot numéro huit cent vingt-trois de la subdivision du lot numéro dix (No 10-822, 1, 2, 3 et 4 et No 10-823, 1, 2, 3 et 4), des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, et les numéros un et deux de la ré-subdivision du lot numéro huit cent quarante et un de la dite subdivision numéro dix (No 10-841 et 1 et 2), des même plan et livre de renvoi susdits avec—toutes les bâtisses sus-érigées et borné en front par l'Avenue Casgrain.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'après-midi.

Le Député-shérif,

**P. M. DURAND.**

Bureau du shérif,

Montréal, 11 octobre 1916. 5451—41-2

[Première publication, 14 octobre 1916.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **TREFFLE BLEAU**  
No 3049. } **ET AL., Demandeurs;**  
vs **TERRASSE DE SALABERRY LIMITED, Défenderesse.**

La juste moitié nord-est de la terre connue et désignée sous le numéro 78, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joseph de la Rivière des Prairies, à distraire, néanmoins, de la dite terre, cette partie du dit lot No 78, d'une largeur de 150 pieds, par une profondeur de 150 pieds—avec les bâtisses construites sur la partie ainsi distraite, la dite partie ainsi distraite étant bornée comme suit: en front par le chemin

**FIERI FACIAS DE TERRIS ET DE BONIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **GEORGE RABINO-**  
No. 1435. } **VITCH, Plaintiff; vs**  
**MOSES SIGAL ET AL., Defendant.**

Those three lots of land or emplacements fronting on Esplanade street, in the city of Montreal, containing, each of said lots, twenty five feet in front by one hundred and two feet in depth, english measurements and more or less and known and designated under numbers thirty seven, thirty eight and thirty nine of the official subdivision of lot number fifteen (15-37, 38 and 39), on the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis and a common right of way in the lane in rear of said lots—with the buildings thereon erected and the mitoyenneté of the walls on each side of said buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of NOVEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

**P. M. DURAND,**

Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,

Sheriff's office, 11th October, 1916. 5446—41-2

[First published, 14th October, 1916.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **VICTOR CARDINAL,**  
No. 3645. } **Plaintiff; vs JAMES BEAMER JARVIS, Defendant.**

That certain lot of land or emplacement lying and situate at the corner of Comte street, now Bellechasse street, and Casgrain Avenue, containing one hundred and twenty feet in front, on said Casgrain Avenue, by seventy six feet in depth, english measurements and more or less, known and designated under numbers one, two, three and four of the re-subdivision of lot number eight hundred and twenty two and one, two, three and four of the re-subdivision of lot number eight hundred and twenty three of the subdivision of lot number ten (No. 10-822-1, 2, 3 and 4 and No. 10-823-1, 2, 3 and 4), of the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis, and the numbers one and two of the re-subdivision of lot number eight hundred and forty one of said subdivision number ten (10-841-1 and 2), of same plan and book of reference aforesaid—with all the buildings thereon erected and bounded in front by Casgrain Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of NOVEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

**P. M. DURAND,**

Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,

Montreal, 11th October, 1916. 5452—41-2

[First published, 14th October, 1916.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montréal.*

Montreal, to wit: } **TREFFLEBLEAU ET AL.,**  
No. 3049. } **Plaintiffs; vs TERRAS,**  
**SE DE SALABERRY LIMITED, Defendant.**

The exact north east half of the farm known and designated under number 78, on the official plan and book of reference of the parish of Saint Joseph de la Rivière des Prairies, to be deducted, however, from said land, that part of said lot No. 78, 150 feet in width and 150 feet in depth—with all the buildings on said part deducted and bounded, said part deducted, as follows: in front by the public road, in rear, on the south east

public, en profondeur, du côté sud-est, par le résidu du dit lot No 78 et du côté nord-est par une partie du dit lot No 77.

Avis est par les présentes donné que la vente de l'immeuble ci-haut mentionné qui a eu lieu à mon bureau le vingtième jour de juillet dernier, à dix heures de l'avant-midi; aura lieu de nouveau en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

A la folle enchère de J. A. H. Hébert, le ci-devant adjudicataire suivant jugement de l'hon. juge Martineau, en date du 19 septembre 1916.

Un dépôt de \$273.50 sera exigé de tout enchérisseur, avant de recevoir son enchère, suivant jugement de l'hon. juge Allard, daté le 2 octobre 1916.

Le Député-Shérif,  
P. M. DURAND.

Bureau du shérif,  
Montréal, 11 octobre 1916. 5453—41-2  
[Première publication, 14 octobre 1916.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

**B**ENJAMIN VOYER, Demandeur; vs  
ELZEAR A. PIGEON, Défendeur.

Certains lots de terre situés sur la rue Dufferin, maintenant rue de LaRoche, au Parc Amherst, en la cité de Montréal, connue et désignés comme étant les subdivisions sept cent quatre-vingt-cinq, sept cent quatre-vingt-six et sept cent quatre-vingt-sept du lot numéro officiel quatre cent quatre-vingt-huit (No 488-785, 786, 787), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Recollet, contenant chacun vingt cinq pieds de front par quatre vingt-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus érigées et avec droit en commun dans la ruelle située en arrière des dits lots, les dits lots formant une seule et même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député Shérif,  
P. M. DURAND.

Bureau du shérif.  
Montréal, 11 octobre 1916. 5459—41-2  
[Première publication, 14 octobre 1916].

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **W**ILFRID A. HAND-  
No 2194. } FIELD, avocat, de  
la ville d'Outremont, et ARTHUR HAND-  
FIELD, avocat, de la cité et du district de  
Montréal, Demandeurs; vs LOUIS RIOPELLE,  
des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une propriété immobilière pour être vendue en bloc et composée des lots numéros sept cent cinquante-six et sept cent cinquante-sept des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, dans la cité de Montréal.

A déduire, cependant, de chacun des dits lots une lisière de terrain de vingt-cinq pieds de largeur vendue à "The Montreal Terminal Railway Company" par William Labrecque par acte devant R. A. Dunton, N. P., le 4 octobre 1902 et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal-Est sous le No 56409, icelle lisière décrite comme suit:

Premièrement: la partie sud-est du lot connu sous le numéro sept cent cinquante-sept des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de cette cité; la dite partie mesurant vingt-cinq

side, by the residue of said lot No. 78 and on the north east side by a part of said lot No. 77.

Notice is hereby given that the sale of the above described immovable which took place at my office, on the twentieth day of July last, at ten o'clock in the forenoon, will again take place at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

For the false bidding of J. A. H. Hébert, the adjudicataire at previous sale, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Martineau, dated the 19th September, 1916.

Each and every bidder at this sale, before putting in his first bid, shall make a deposit of \$273.50, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Allard, dated the 2nd October, 1916.

P. M. DURAND,  
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,  
Montreal, 11th October, 1916. 5454—41-2  
[First published, 14th October, 1916.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

**B**ENJAMIN VOYER, Plaintiff; vs  
ELZEAR A. PIGEON, Defendant.

Those certain lots of land situated on Dufferin street now De LaRoche street, at Amherst Park, in the city of Montreal, known and designated as being the subdivisions seven hundred and eighty five, seven hundred and eighty six and seven hundred and eighty seven, of lot official number four hundred and ninety eight (No. 488-785, 786, 787), of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Recollet, each aforesaid lot containing twenty five feet in front by ninety five feet in depth, english measurements, more or less—with all the buildings thereon erected and a common right of way in the lane in rear of said lots, the said lots forming one single plot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND.  
Deputy-sheriff,

Sheriff's Office.  
Montreal, 11th October, 1916. 5460—41-2  
[First published, 14th October, 1916].

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **W**ILFRID A. HAND-  
No. 2194. } FIELD, advocate, of  
the town of Outremont, and ARTHUR HAND-  
FIELD, advocate, of the city and district of  
Montreal, Plaintiffs; vs LOUIS RIOPELLE, of  
the city and district of Montreal, Defendant.

An immovable property, to be sold as a whole composed of lots numbers seven hundred and fifty six and seven hundred and fifty seven of the official plan and book of reference of Saint Louis Ward, in the city of Montreal.

To be deducted however from each of said lots that strips of land being twenty five feet in width sold to the Montreal Terminal Railway Company by William Labrecque by deed before E. A. Dunton, N. P., on 4th October 1902 and registered in the registry office for Montreal East under the No. 56409 and which strip is described as follows:

First: The south east portion of the lot known as number seven hundred and fifty seven of the official plan and book of reference of Saint Louis ward, of this city; said portion measuring twenty

pieds en largeur par 37 et demi de profondeur; bornée en front par la rue Cadieux, en arrière par partie du lot numéro sept cent cinquante-six des dits plan et livre de renvoi; du côté sud-est par partie du lot numéro sept cent cinquante-huit des dits plan et livre de renvoi, et du côté nord-ouest par le résidu du dit lot numéro sept cent cinquante-sept.

Deuxièmement: la partie sud-est du lot numéro sept cent cinquante-six des dits plan et livre de renvoi, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par trente-sept pieds et demi de profondeur; bornée au sud-ouest par la partie du lot sept cent cinquante-sept ci-haut décrite, et au nord-est, en arrière, par le lot numéro sept cent cinquante-cinq des dits plan et livre de renvoi; du côté sud-est par le lot numéro sept cent cinquante-huit des dits plan et livre de renvoi, et du côté nord-ouest par le résidu du dit lot numéro sept cent cinquante-sept.

A retrancher du dit lot sept cent cinquante-sept la partie vendue par "The Montreal Loan and Mortgage Company" à "The Montreal Terminal Railway Company" par acte passé devant C.-E. Leclerc, N.-P., le 27 mars 1903 et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal-Est sous le No 584669, icelle partie décrite comme suit:

A partir de l'encoignure est des rues Saint-Norbert et Cadieux, de là vers le sud-est sur la ligne nord-est de la rue Cadieux, une distance de 59 pieds et 4 pouces, plus ou moins, jusqu'à l'intersection de la ligne de division entre la propriété de "The Montreal Loan & Mortgage Co.", ou représentants, et la partie du dit lot 757 autrefois possédée par W. Labrecque; de là, vers le nord-est, sur la ligne de division de la dite propriété de "The Montreal Loan & Mortgage Co.", et celle de W. Labrecque, une distance de 30 pieds; de là, vers le nord-ouest à angle droit avec la ligne en dernier lieu mentionnée, une distance de 22 pieds; de là, vers le sud-ouest, à angle droit avec la ligne en dernier lieu mentionnée, une distance de 7 pieds et 9 pouces; de là, vers le nord-ouest, 44 pieds, plus ou moins, jusqu'à un point du côté sud-est de la rue Saint-Norbert, 13 pieds de distance à partir du coin est des rues Cadieux et Saint-Norbert; de là, vers le sud-ouest parallèlement à la rue Saint-Norbert jusqu'au point de départ, et couvrant une étendue de 1324 pieds carrés, plus ou moins, avec toutes les bâtisses dessus construites, et bornée comme suit: au nord-ouest, par la rue Saint-Norbert; au sud-ouest par la rue Cadieux; au sud-est par partie du lot sept cent cinquante-sept autrefois possédée par W. Labrecque, et au nord-est par le résidu nord-est du dit lot sept cent cinquante-sept.

L'immeuble mis en vente est borné comme suit: en front, vers le nord-ouest, par la rue Saint-Norbert, d'un côté au nord-est par les subdivisions officielles numéros 6 et 7 du lot originaire No sept cent cinquante-cinq; en arrière au sud-est par la lisière de 25 pieds vendue à "The Montreal Railway Company" et plus particulièrement décrite plus haut; de l'autre côté au sud-ouest par cette partie du lot sept cent cinquante-sept vendue à "The Montreal Terminal Railway Company" par acte enregistré sous le No 58409 et plus entièrement décrite ci-haut.

L'immeuble mis en vente comprend les bâtisses qui s'y trouvent mais sans la partie de la bâtisse construite sur la subdivision 7 du lot No. sept cent cinquante-cinq.

five feet in width by a depth of 37 and one half feet; bounded in front by Cadieux street in rear by a portion of the lot number seven hundred and fifty six of said plan and book of reference on the south east side by a portion of the lot number seven hundred and fifty eight of said plan and book of reference and on the north west side by the residue of said lot number seven hundred and fifty seven.

Secondly: The south East portion of the lot number seven hundred and fifty-six of said plan and book of reference measuring twenty five feet in width by thirty seven and one half feet in depth bounded towards the south west by the portion of the lot seven hundred and fifty seven above described, on the north east, at the rear, by the lot number seven hundred and fifty five of said plan and book of reference, on the south east side by the lot number seven hundred and fifty eight of said plan and book of reference and on the north west side by the residue of said lot number seven hundred and fifty six.

To be deducted also from said lot seven hundred and fifty seven the part sold by the Montreal Loan and Mortgage Company to the Montreal Terminal Railway Company by deed passed before C. E. Leclerc N. P., on the 27th of March 1903 and registered in the Registry office for Montreal East under the No. 584669 and which part is described as follows:

Beginning at the east corner of Saint Norbert and Cadieux street, thence towards the South East along the north east line of Cadieux street, a distance of 59 feet and 4 inches, more or less, to the intersection of the division line between the property of the Montreal Loan & Mortgage Co., or representatives and that part of said lot 757 formerly owned by W. Labrecque, thence towards the North east, along the division between the said property of the Montreal Loan & Mortgage Co., and that of W. Labrecque a distance of 30 feet, thence, towards the north west at right angle to the last mentioned line, a distance of 22 feet, thence, towards the south west, at right angle to the last mentioned line, a distance of 7 feet and 9 inches, thence, towards the north west 44 feet, more or less, to a point on the south east side of Saint Norbert street, 13 feet distant from the east corner of Cadieux and Saint Norbert streets, thence, towards the south east, along Saint Norbert street to the point of beginning and covering an area of 1324 square feet, more or less —with all the buildings thereon erected and bounded as follows: to the north west by Saint Norbert street, to the south west by Cadieux street; to the south east by part of lot seven hundred and fifty seven formerly owned by W. Labrecque and to the north east by the north east residue of said lot seven hundred and fifty seven.

The immovable to be sold is bounded as follows:

In front, towards the north west by Saint Norbert street, on one side towards the north east by official subdivisions numbered 6 and 7 of the original lot No. seven hundred and fifty five, in rear, towards the south east by the 25 foot strip sold to the Montreal Terminal Railway Company and more fully described above on the other side towards the south west by that part of lot seven hundred and fifty seven sold to the Montreal Terminal Railway Company by deed registered under No. 58409 and more fully described above.

The immovable to be sold includes the buildings thereon and does not include that part of the building erected on subdivision 7 of lot No. seven hundred and fifty five.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif,

Montréal, 11 octobre 1916. 5441—41-2

[Première publication 14 octobre 1916.]

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of NOVEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,

Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,

Montreal, 11th October, 1916. 5442—41-2

[First published, 14th October, 1916.]

# FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: **LE CREDIT FONCIER**  
No 91 **LE FRANCO-CANADIEN**,  
corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, Demandeur; vs OMER MONGENAIS, Défendeur.

1. Un emplacement ayant front sur la rue Rachel est, cité de Montréal—avec maisons et dépendances dessus construites, connu et désigné comme étant le lot numéro cent vingt-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro douze (12-126), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, avec droit de passage avec d'autres y ayant droit dans la ruelle Saint-Hubert et dans la ruelle bornant le dit emplacement dans sa profondeur.

2. Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Dominique, en la cité de Montréal, de forme irrégulière, et tel que maintenant enclos, de la contenance, d'après le cadastre, de quarante-deux pieds et sept pouces de front et de huit mille quatre-vingt-dix pieds de superficie, le tout mesure anglaise; mais d'après les anciens titres, de la contenance de quarante pieds de front sur cent quatre-vingts pieds de profondeur, le tout mesure française, plus ou moins—avec les maisons et autres dépendances dessus construites, le dit emplacement connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-treize (93), sur le plan et au livre de renvoi officiel du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à MIDI.

Le Shérif,

L. J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 10 octobre 1916 5337—40-2

[Première publication, 7 octobre 1916 est nulle.]

[Première publication, 14 octobre 1916.]

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of NOVEMBER next, at TWELVE o'clock noon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office,

Montréal, 10th October, 1916. 5338—40-2

[First published, 7th October, 1916 is null.]

[First published, 14th October, 1916.]

# FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: **THE TRUST & LOAN**  
No 808. **COMPANY OF**  
CANADA, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec dans les cité et district de Montréal, Demandeur; vs JOSEPH OTIS, Défendeur.

Deux lots de terre situés dans le quartier Longue-Pointe, en la dite cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros cinquante-quatre et cinquante-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-un (21-54 et 55) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, mesurant ensemble une largeur de cinquante-quatre pieds deux pouces en front et cinquante-quatre pieds dix pouces en arrière, sur une profondeur de quatre-vingt-quatre pieds sur la limite nord-ouest; bornés en front par la Première Avenue,—avec une maison et les autres bâtisses dessus construites et toutes les servitudes actives et passives qui s'y rattachent, à savoir: le droit de passage dans la ruelle en arrière et dans une autre connue comme étant la subdivision

# FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: **THE TRUST & LOAN**  
No. 808. **COMPANY OF CANADA**, body politic and corporate, having its chief place of business for the province of Quebec, in the city and district of Montreal, Plaintiffs; vs JOSEPH OTIS, Defendant.

Two lots of land situate in the Longue Pointe ward, in the said city of Montreal, known and designated under numbers fifty four and fifty five of the official subdivision of the original lot number twenty one (21-54 and 55) on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe, containing altogether a width of fifty four feet, two inches in front, and of fifty-four feet ten inches in rear, by a depth of eighty four feet in the north west line; bounded in front by First Avenue,—with a house and other buildings thereon erected and with all active and passive servitudes attached thereto, namely the right of way in the lane in rear, and in another one known as subdivision number fifty three of said original lot. The above lots forming one plot

numéro cinquante-trois du dit lot originaire. of land, to be sold *en bloc*.  
Les lots précités ne formant qu'une seule exploitation seront vendus en bloc.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

L. J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 20 septembre 1916. 5087—38-2

[Première publication, 23 septembre 1916.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **WILFRID BESSETTE**,  
No 342. } **TE**, Demandeur;  
vs **VITALIS EDMOND BRIEN**, Défendeur.

Les lots de terre connus et désignés sous le numéro quarante et un, quarante-deux, quarante-trois et quarante-quatre de la subdivision du lot numéro un (Nos 1-41, 42, 43, 44), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hoche-laga—avec les bâtisses dessus construites, les dits emplacements ayant front sur la rue Adam, dans la cité de Maisonneuve.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

L. J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 20 septembre 1916. 5089—38-2

[Première publication, 23 septembre 1916.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour de circuit.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **LES COMMISSAIRES**  
No 8943. } **D'ECOLES** pour la  
municipalité de Saint-Jean-Berchmans, dans le comté de Montréal-Dorion, corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal, Demandeurs;  
vs **JOSEPH SAUVÉ**, Défendeur.

Cinq lots de terre ayant front sur la rue Cartier, à Montréal, portant les numéros de subdivision 27-28-29-30 et 31 du lot originaire numéro 209, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

L. J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 20 septembre 1916. 5091—38-2

[Première publication, 23 septembre 1916.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **MONTREAL ABAT-**  
No 4693. } **TOIRS LIMITED**,  
corps politique et incorporé et ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse; vs **PHILIAS E. LAJOIE**, Défendeur.

Un lot de terre situé à l'angle des rues Church et Bannantyne en la ville de Verdun, district de Montréal, connu sous le numéro un de la subdivision du lot numéro quatre mille trois cent cinq (4305-1), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant trente-cinq pieds de largeur par cent vingt-deux pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's Office,

Montreal, 20th September, 1916. 5088—38-2

[First published, 23rd September, 1916.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **WILFRID BESSETTE**,  
No. 342. } **Plaintiff**; vs **VITA-**  
**LIS EDMOND BRIEN**, Defendant.

Those lots of land known and designated under numbers forty one, forty two, forty three and forty four of the subdivision of lot number one (Nos. 1-41, 42, 43, 44), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga—with the buildings thereon erected, said emplacements fronting on Adam street, in the city of Maisonneuve.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 20th September, 1916. 5090—38-2

[First published, 23rd September, 1916.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Circuit Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **THE SCHOOL COMMIS-**  
No. 8943. } **SIONERS** for the muni-  
cipality of Saint Jean Berchmans, in the county of Montreal-Dorion, a body politic and corporate with its chief place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; vs **JOSEPH SAUVÉ**, Defendant.

Those five lots of land fronting on Cartier street, at Montreal, bearing subdivision numbers 27, 28, 29, 30 and 31 of original lot number 209, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Visitation.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff,

Sheriff's office.

Montreal, 20th September, 1916. 5092—38-2

[First published, 23rd September, 1916.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **MONTREAL ABATTOIRS**  
No. 4693. } **LIMITED**, a body poli-  
tic and corporate and having its chief place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; vs **PHILIAS E. LAJOIE**, Defendant.

That certain lot land situate at the corner of Church and Bannantyne streets in the town of Verdun, district of Montreal, known under the number one of the subdivision of the lot number four thousand three hundred and five (4305-1), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing thirty five feet in width by one hundred and twenty two feet in depth, english measure and more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le VINGT-HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

L. J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 20 septembre 1916. 5093—38-2  
[Première publication, 23 septembre 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } L A CIE J. A. GUIL-  
No 4093. } METTE LIMITEE,  
corporation légale ayant son bureau d'affaires à  
Montréal, Demanderesse; vs LOUIS J. B.  
SENEZ, Défendeur.

Quatre lots de terre sis et situés en la cité de  
Montréal, district de Montréal, ayant front sur  
le Boulevard Bilaudeau, de la dite cité de Mont-  
réal, (407-238), connus et désignés sous les numé-  
ros deux cent quarante-sept, deux cent quarante-  
huit, deux cent quarante-neuf et deux cent cin-  
quante de la subdivision officielle du lot originaire  
numéro quatre cent sept (407-247-248-249-250),  
des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de  
Longue Pointe, dit district.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de  
Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour d'OCTO-  
BRE prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montreal, 20 septembre 1916. 5095—38-2  
[First published, 23rd September, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } TANCREDE PAG-  
No 5392. } NUELLO, Deman-  
deur; vs LES HERITIERS de feu Maurice  
Loranger, Défendeurs; et L. A. Bédard, député-  
protonotaire de la Cour supérieure, curateur au  
délaissement des dits Héritiers du dit feu Maurice  
Loranger.

Un lot de terre borné en front par le chemin  
Sainte-Catherine, dans la cité d'Outremont et  
portant le No 20 de la subdivision du lot No 15  
des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse  
de Montréal (15-20), moins la partie prise pour  
l'élargissement du chemin Sainte-Catherine—  
avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de  
Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'OCTO-  
BRE prochain, à MIDI ET DEMIE.

Le Shérif,

L. J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 20 septembre 1916. 5097—38-2  
[Première publication, 23 septembre 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } THE TRUST & LOAN  
No 1257. } COMPANY OF  
CANADA, corporation légalement constituée  
ayant sa principale place d'affaires pour la pro-  
vince de Québec, dans les cité et district de  
Montréal, Demanderesse; vs GORDIEN COUR-  
VILLE, Défendeur; et L. A. Bédard, Curateur  
au délaissement.

Le lot connu et désigné sous le No mille neuf  
cent trente-trois de la subdivision du lot originaire  
No cent quarante-huit (1933-148), aux plan et  
livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga,  
ayant front sur la rue Ontario-Est, en la cité de  
Montréal—avec les bâtisses dessus érigées et un  
droit de passage en commun avec d'autres y  
ayant droit, dans la ruelle en arrière du dit lot  
et connu sous le numéro mil neuf cent trente cinq

on the TWENTY EIGHTH day of OCTOBER  
next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 20th September, 1916. 5094—38-2  
[First published, 23rd September, 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } L A CIE J. A. GUIL-  
No. 4093. } METTE, LIMITEE,  
a body politic and corporate, duly incorporated,  
having its chief place of business, at Montreal,  
Plaintiff; vs LOUIS J. B. SENEZ, Defendant.

Those four lots of land lying and situate in the  
city of Montreal, district of Montreal, fronting  
on Bilaudeau Boulevard, of said city of Montreal  
(407-238), known and designated under numbers  
two hundred and forty seven, two hundred and  
forty eight, two hundred and forty nine, and  
two hundred and fifty of the official subdivision of  
original lot number four hundred and seven  
(407-247, 248, 249 and 250), of the official plan  
and book of reference of the parish of Longue  
Pointe, said district.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the TWENTY SEVENTH day of OCTOBER  
next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 20th September, 1916. 5096—38-2  
[First published, 23rd September, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } TANCREDE PAGNUELO,  
No. 5392. } Plaintiff; vs THE  
HEIRS of the late Maurice Loranger, Defen-  
dants; and L. A. Bédard, Deputy-Prothonotary  
of the Superior Court, Curator to surrender made  
by the said Heirs of said late Maurice Loranger.

That certain lot of land bounded in front by  
Sainte Catherine road, in the city of Outremont  
and bearing No. 20 of the subdivision of lot No. 15  
of the official plan and book of reference of the  
parish of Montreal (15-20), less the portion thereof  
taken for widening Sainte Catherine road—with  
the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the TWENTY SIXTH day of OCTOBER  
next, at HALF PAST TWELVE o'clock.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 20th September, 1916. 5098—38-2  
[First published, 23rd September, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } THE TRUST & LOAN  
No. 1257. } COMPANY OF CA-  
NADA, a body politic and corporate duly incor-  
porated, having its chief place of business for the  
province of Quebec, in the city and district of  
Montreal, Plaintiff; vs GORDIEN COURVILLE  
Defendant; and L. A. Bédard, Curator to the  
surrender herein.

That certain lot known and designated under  
number one thousand nine hundred and thirty  
three of the subdivision of original lot number  
one hundred and forty eight (1933-148), on the  
official plan and book of reference of the village  
of Hochelaga, fronting on Ontario street East,  
in the city of Montreal,—with the buildings  
thereon erected and a right of way, in common  
with others having rights therein, in the lane in

de la subdivision du lot originaire No cent quarante-huit (1935-148), aux dits plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à QUATRE heures de l'après-midi.

Le Shérif,  
L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 20 septembre 1916. 5101-38-2  
[Première publication, 23 septembre 1916.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Cour de circuit.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **WILFRID BESSETTE**,  
No 5686. } **TE**, Demandeur ;  
vs **VITALIS EDMOND BRIEN**, Défendeur.

Trois lots de terre sis et situés en la cité de Maisonneuve, district de Montréal, ayant front sur la rue Adam de la dite cité connus et désignés sous les numéros 480, 481 et 482, de la subdivision officielle du lot originaire numéro un (1-480-481-482), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec les bâtisses depuis dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,  
L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 20 septembre 1916. 5099-38-2  
[Première publication, 23 septembre 1916.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **A MEDEE LEMIRE**,  
No 2271. } Demandeur ; vs  
**STANISLAS ROCHON**, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Outremont, en la ville d'Outremont, contenant trente-trois pieds de largeur par cent pieds de profondeur, et une superficie de trois mille trois cent pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins—avec la bâtisse portant le numéro 470 Avenue Outremont y érigée, le dit emplacement étant composé de:

(A) Subdivision quatre cent trente-neuf des subdivisions officielles du lot numéro trente-cinq de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant vingt-neuf pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

(B) La partie sud-est de la subdivision quatre cent quarante des subdivisions officielles du dit lot numéro trente-cinq au dit plan, contenant quatre pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, la dite partie étant bornée au nord-est par l'Avenue Outremont, au sud-ouest par la subdivision trente-neuf du lot numéro trente-six au dit plan, au sud-est par la dite subdivision quatre cent trente-neuf et au nord-ouest par le résidu de la dite subdivision quatre cent quarante.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à MIDI.

Le Shérif,  
L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 20 septembre 1916. 5103-38-2  
[Première publication, 23 septembre 1916.]

rear of said lot and known under number one thousand nine hundred and thirty five of the subdivision of original lot number one hundred and forty eight (1935-148), on said official plan and book of reference.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of OCTOBER next, at FOUR o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,  
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 20th September, 1916. 4102-38-2  
[First published, 23rd September, 1916.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Circuit Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **WILFRID BESSETTE**,  
No. 5686. } Plaintiff; vs **VITALIS EDMOND BRIEN**, Defendant.

Three lots of land lying and situate in the city of Maisonneuve, district of Montreal, fronting on Adam street of the said city, known and designated under numbers 480, 481 and 482, of the official subdivision of the original lot number one (1-480-481-482), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of OCTOBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,  
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 20th September, 1916. 5100-38-2  
[First published, 23rd September, 1916.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **A MEDEE LEMIRE**,  
No. 2271. } Plaintiff; vs **STANISLAS ROCHON**, Defendant.

That certain emplacement fronting on Outremont Avenue, in the town of Outremont, containing thirty three feet in width by one hundred feet in depth, and three thousand three hundred square feet in superficies, english measure and more or less,—with the building bearing number 470 in Outremont Avenue erected thereon, said emplacement composed of:

(A) Subdivision four hundred and thirty nine of the official subdivision of lot number thirty five of the municipality of the parish of Montreal, containing twenty nine feet in width by one hundred feet in depth, english measure and more or less.

(B) The south east part of subdivision four hundred and forty of the official subdivision of said lot number thirty five on said plan, containing four feet in width by one hundred feet in depth, english measure and more or less, the said part being bounded on the north east by Outremont Avenue, on the south west by subdivision thirty nine of lot number thirty six on said plan, on the south east by said subdivision four hundred and thirty nine and on the north west by the residue of said subdivision four hundred and forty.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of OCTOBER next, at TWELVE o'clock noon.

L. J. LEMIEUX,  
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 20th September, 1916. 5104-38-2  
[First published, 23rd September, 1916.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **A** DELARD GAU-  
No 2553. } **THIER**, Deman-  
deur; vs LEON COTE, Défendeur.

Le lot No six cent quatre (604), de la subdivision officielle du lot No vingt et un (21), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe (No 21-604), mesurant 25 pieds de largeur par 80 pieds de profondeur; borné en front par la rue Monsabré.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi.

Le Shérif,  
L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,

Montréal, 10 septembre 1916. 4989—37-2

[Première publication, 16 septembre 1916 est nulle]

[Première publication 23 septembre 1916]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **A** DELARD GAU-  
No. 2553. } **THIER**, Plaintiff;  
vs LEON COTE, Defendant.

The lot No. six hundred and four (604), of the official subdivision of lot No. twenty one (21), on the official plan and book of book of reference of the parish of Longue Pointe (No. 21-604), measuring 25 feet in width by 80 feet in depth; bounded in front by Monsabré street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of OCTOBER next, at HALF past TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,  
Sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 20th September, 1916. 4990—37-2

[First published, 16th September, 1916, is null.]

[First published 23rd September, 1916.]

## Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } **V**ICTOR LACHANCE,  
No 3046. } gardien de nuit, du  
village de Giffard, dans le comté de Québec;  
contre JOSEPH PATRY, ci-devant du même  
lieu et actuellement de lieux inconnus, à savoir:

Un emplacement situé au village de Giffard, mesurant 45 pieds de front le long d'une rue projetée, qui passera devant l'église, sur 90 pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, et connu sous le No 87 (quatre-vingt-sept); des subdivisions du lot No 690 (six cent quatre-vingt-dix), du cadastre officiel de Beauport, — avec maison dessus construite, circonstances et dépendances. A la charge d'une rente constituée de \$30.35 au capital de \$607.50, payable au Séminaire de Québec, le 1er septembre de chaque année et d'avance, suivant acte de constitution, en date du 28 janvier 1916, devant Mtre H. Délage, notaire.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Giffard, le TROISIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du shérif,

Québec, 28 septembre 1916. 5241—39-2

[Première publication, 30 septembre 1916.]

[Deuxième publication, 14 octobre 1916.]

## FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **L'**HONORABLE PHI-  
No 697. } **LIPPE** AUGUSTE  
CHOQUETTE, de Québec, l'un des membres  
du Sénat du Canada; contre CHARLES A. M.  
DESCHENES, de Québec, à savoir:

1. Le lot No 4428-B (quatre mille quatre cent vingt-huit-B) du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la Grande Allée, mesurant 51 pieds de largeur sur la ligne qui le divise du lot No 4428-A et 50 pieds sur la Grande Allée, sur 79 pieds de profondeur sur la rue d'Artigny et 65 pieds et huit pouces sur la ligne qui le sépare du lot No 4430, contenant une superficie d'en-

## Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } **V**ICTOR LACHANCE,  
No. 3046. } night watchman, of the  
village of Giffard, in the county of Quebec;  
against JOSEPH PATRY, heretofore of the same  
place and presently of parts unknown, to wit:

An emplacement situate in the village de Giffard, measuring 45 feet in front along a projected road, to pass before the church, by 90 feet in depth, all english measurement, and known under the No. 87 (eighty seven), of the subdivisions of the lot No. 690 (six hundred and ninety), of the official cadastre of Beauport— with the house thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to a constituted rent of \$30.35 on a capital of \$607.50, payable to the Séminaire de Québec, on the 1st of September, of every year in advance, pursuant to a deed, dated the 28th January, 1916, before Mtre H. Délage, notary.

To be sold at the parochial church door of Giffard, on the THIRD day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's office,

Quebec, 28th September, 1916. 5242—39-2

[First published, 30th September, 1916.]

[Secondly published, 14 October, 1916.]

## FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } **T**HE HONOURABLE PHI-  
No. 697. } **LIPPE** AUGUSTE  
CHOQUETTE, of Quebec, a member of the  
Senate of Canada; against CHARLES A. M.  
DESCHENES, of Quebec, to wit:

1. The lot No. 4428-B (four thousand four hundred and twenty eight-B), of the official cadastre for Montcalm ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Grande Allée, measuring 51 feet in width on the line dividing it from lot No. 4428-A and 50 feet on Grande Allée by 79 feet in depth on d'Artigny street and 65 feet and eight inches on the line separating it from lot No. 4430, comprising an

viron 3887 pieds, mesure anglaise, le tout sans garantie de mesures précises.

2. Le lot No 4430-2 (quatre mille quatre cent trente-deux), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la Grande Allée, de forme irrégulière, mesurant 6 pieds et 6 pouces sur la Grande Allée, 41 pouces sur la ligne qui le divise de la partie non subdivisée du No 4430 et 51 pieds et neuf pouces sur la ligne qui le divise du No 4428-B, contenant en superficie environ 133 pieds, mesure anglaise, sans garantie de mesures précises,—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Les deux lots ci-dessus pour être vendus en bloc;

3. La partie est du lot No 2209 (deux mille deux cent neuf), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Pierre, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Côte de la Montagne, contenant environ 50 pieds de front sur la profondeur qu'il y a jusqu'au Cap en suivant l'élargissement jusqu'au haut du dit Cap; borné à l'est par le docteur Edouard Morin, à l'ouest par le terrain appartenant au Gouvernement fédéral, au nord par le pied du cap et au sud par la Côte de la Montagne,—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; sujet au droit de mitoyenneté en faveur du dit docteur Morin, propriétaire du lot voisin No 2208, le tout sans garantie de mesures précises.

L'acheteur devra maintenir en force les beaux actuellement existant jusqu'au 1er mai 1917.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le TRENTE-ET-UNIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du shérif.

Député shérif.

Québec, 28 septembre 1916.

5243—39-2

[Première publication, 30 septembre 1916.]

[Deuxième publication, 14 octobre 1916.]

area of about 3887 feet, english measurement, the whole without warranty of exact measurement.

2. The lot No. 4430-2 (four thousand four hundred and thirty-two), of the official cadastre for Montcalm ward of the city of Quebec, being an emplacement situate on Grande Allée, of irregular outline, measuring 6 feet and 6 inches on Grande Allee, 41 inches on the line dividing it from the unsubdivided part of No. 4430 and 51 feet and nine inches on the line dividing it from No. 4428-B, comprising about 133 feet in area, english measurement, without warranty of exact measurement—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. The two hereabove lots to be sold in block.

3. The east part of the lot No. 2209 (two thousand two hundred and nine), of the official cadastre for Saint Peters ward of the city of Quebec, being an emplacement situate on Mountain Hill street, containing about 50 feet in front by the depth there is to the Hill following the widening to the top of the said Hill; bounded on the east, by Doctor Edouard Morin on the west by the land belonging to the Federal Government on the north by the foot of the Hill, and on the south by Mountain Hill—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; subject to the right of mitoyenneté in favor of the said Doctor Morin, proprietor of the next lot No. 2208, the whole without warranty of exact measurement.

The purchaser shall keep in force the leases presently in existence until the 1st May 1917.

To be sold at my office in the city of Quebec, on the THIRTY FIRST day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's Office.

Deputy Sheriff.

Quebec, 28th September, 1916.

5244—39-2

[First published, 30th September, 1916.]

[Second published, 14 October, 1916.]

## Arrêté en Conseil

*Copie du rapport d'un comité du Conseil exécutif en date du 4 octobre 1916 et approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 6 octobre 1916.*

No 1284.—CONCERNANT L'ANNEXION POUR, LES FINS DE LA LOI ÉLECTORALE DE QUÉBEC, DE CERTAINS TERRITOIRE A LA PAROISSE DE SAINTE-ROSE-DU-DÉGÉLÉ.

L'honorable Premier Ministre, dans un mémoire en date du 4 octobre 1916,

Vu l'article 192a des Statuts refondus de 1909.

Propose de recommander à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur d'annexer, pour les fins de la loi électorale de Québec, à la municipalité de la paroisse de Sainte-Rose-du-Dégélé, dans le district électoral de Témiscouata, les rangs 10, 11, 12 et 13 du canton Packington, situé dans le même district.

(Certifié), A. MORISSET,

5507

Greffier du Conseil Exécutif.

## Order-in-Council

*Copy of a report of the Executive Council bearing date the 4th October, 1916, and approved by the Lieutenant-Governor on the 6th October, 1916.*

No. 1284. RESPECTING THE ANNEXATION, FOR THE PURPOSES OF THE QUEBEC ELECTION ACT, OF A CERTAIN TERRITORY TO THE PARISH OF SAINTE-ROSE-DU-DEGELE.

The Honourable the Prime Minister, in a memorandum bearing date the 4th October, 1916, Seeing article 192a of the Revised Statutes of 1909,

Recommends to His Honor the Lieutenant-Governor to annex for the purposes of the Quebec Election Act, to the municipality of the parish of Sainte Rose du Dégélé, in the electoral district of Temiscouata, the 10th, 11th, 12th and 13th, ranges of Packington township, situate in the same district.

(Certified) A. MORISSET,

5508

Clerk of the Executive Council.

## Bills privés, parlement fédéral

## Private bills, federal parliament

## CHAMBRE DES COMMUNES

## HOUSE OF COMMONS

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE  
BILLS PRIVÉSCONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR  
PRIVATE BILLS.

Toute demande de bills privés adressée au Parlement doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse de signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donnée dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doit être déclarée être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ses ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statuaire.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit:

## 1. Pour des lois de constitution en corporation.

(a) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilège spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé;

(b) ou d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service;

(c) ou d'une compagnie de banque; une compagnie d'assurance; une compagnie de garantie; une compagnie de prêt, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

## 2. Pour des amendements à des lois de constitution en corporation:

(a) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal ou d'embranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé;

(b) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession de nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie;

(c) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives: et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statuaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

All applications to Parliament for Private Bills, shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and copy of such notice shall be sent by registered letter, to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such work, and also to the secretary of the province in which such works are, or may be located; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in some leading newspaper, as follows;

## 1. For acts of Incorporation.

(a) Of a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—in the principal place in each county or district affected;

(b) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to operate;

(c) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without any special powers)—Advertise in the *Canada Gazette* only.

## 2. For amendments to acts of incorporation:

(a) For the extension of a line or railway or canal or branches thereto.—In the principal place in each county affected;

(b) For the revival or continuation of charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for enlargement of any of the powers of a company (not involving additional powers)—at the head office of the company;

(c) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks; and in Quebec and Manitoba shall be published in both English and French; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

Pour autres détails concernant les avis, pétitions, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la Chambre relativement aux bills privés, tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

THOS. B. FLINT,  
Greffier de la Chambre des Communes.  
5509—41-13

For further particulars as to notices, petitions, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons. Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to private bills as published in the *Canada Gazette*.

THOS. B. FLINT,  
Clerk of the House of Commons.  
5510—41-13

## Demande à la Législature

Avis est par les présentes donné que, M.M. Ludger Forest, dentiste; Thomas Tremblay, ingénieur-civil; Joseph Omer Ledoux, médecin; Joseph Wilfrid Grégoire, architecte; Frédéric A. Gadbois, médecin; Joseph O.C. Mignault, ingénieur-civil; Benjamin C. Howard, industriel; Michel A. Lainé, gérant de banque; Arthur E. Couet, gérant de banque; Aristide J. Genest, marchand; Georges Johnston, photographes, tous de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, et possédant tous des propriétés dans le canton d'Orford et Arthur Arbray et Joseph Pariseau, tous deux cultivateurs du canton d'Orford, district de Saint-François, feront application à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour la passation d'un bill pour incorporer en municipalité de village distinct, cette partie sud du canton d'Orford, formée délimitée et décrite comme suit: tout ce territoire compris à partir d'un point dans le centre de la rivière Magog, dans l'extension de la ligne entre les lots 339 et 340 du rang six du dit canton d'Orford, et de là suivant le centre de la rivière Magog vers le sud-ouest et ouest jusqu'à la rive nord du Petit Lac Magog, suivant ensuite cette rive nord et la rive ouest du dit Lac, jusqu'à l'intersection de la ligne entre les lots 606 et 609, suivant cette dernière ligne et la ligne entre les lots 605 et 608 jusqu'au sud-est d'un chemin public, ensuite vers le nord-est suivant ce côté du dit chemin public jusqu'à l'intersection des lots 557 et 597, ensuite vers l'ouest traversant le dit chemin et suivant la ligne entre les lots 564 et 596 jusqu'au cordon entre les rangs 8 et 9 et ensuite suivant ce cordon vers le nord jusqu'à l'intersection entre les lots 516, 517 et 554, suivant ensuite cette dernière ligne vers l'est entre les dits lots 516, 517 et 554 du rang 8 et ensuite la ligne entre les lots 424 et 425 du 7ème rang et 423 du 7ème rang et entre les lots 339 et 340 du 6ème rang jusqu'au point de départ susdit; Que les dispositions du code municipal s'appliqueront à la dite municipalité projetée sauf et excepté que la première élection aura lieu le deuxième lundi du mois de juillet 1917, et ensuite chaque 2ième lundi de chaque année pour remplacer l'art. 280 quant aux élections, établir la qualification pour être conseiller à la somme de \$200.00 et la période de résidence à un mois, obtenir les pouvoirs de réglementer, maintenir, opérer, aider, régir les maisons de bains public, quasi-vitesse des embarcation, etc., établir le bureau de la municipalité et celui du secrétaire-trésorier en dehors de la municipalité, emprunter pour certaines fins spéciales.

LIONEL FOREST,  
Procureur des requérants.  
Sherbrooke, 10 octobre 1916. 5435—40-1

## Application to the Legislature

Notice is hereby given that Ludger Forest, dentist; Thomas Tremblay, civil engineer; Joseph Wilfrid Grégoire, architect; Frederic A. Gadbois, physician; Joseph O.C. Mignault, civil engineer; Benjamin C. Howard, lumber dealer; Michel A. Lainé, bank manager; Arthur E. Couet, bank manager; Aristide J. Genest, merchant; Georges Johnston, photographer, all of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, and Arthur Arbray and Joseph Pariseau, farmer, of said township of Orford, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for the passing of an act incorporating into a municipality of village that south part of the township of Orford delimited and described as follows: All that territory included in, starting from a point in the middle of the Magog River, in the extension of the line between the lots 339 and 340 of the 6th range of the said township, from there, following the middle of the said river, towards the south west and west, until the north Bank of the Little Lake Magog is reached, and then following the said North Bank and west bank of said lake until the intersection of the line between the lots 606 and 609 is reached and then following the said last mentioned line, and the line between the lots 605 and 608 until the south east side of a public way is reached, then towards the north east, following said side of the public way, until the intersection of lots 557 and 597 is reached, then towards the west by crossing said public way and following the line between the lots 564 and 596 until the cordon between the 8th and 9th range is reached, and then following the said cordon towards the north, until the intersection between the lots 516, 517 and 554 is reached, then following the last mentioned line towards the east between the lots 516, 517 and 554 and then following the line between the lots 424, 425 and 423 of the 7th range and the line between the lots 339 and 340 of the 6th range, until the starting point is reached back; That the dispositions of the Municipal Code of the Province of Quebec shall apply to the proposed municipality, except as herein after provided, with certain additional powers. The first election shall take place the 2nd Monday of July, of the year 1917, and afterward the 2nd Monday, of the month of July, of each year, to replace art. 280 of the said code to fix the qualification to be councillors to the sum of \$200.00 and the residence to a period of one month, to obtain, the necessary powers to regulate, maintain operate, public bath house, wharf, boat house, etc., to fix the offices of the proposed municipality outside the limits of said municipality and so the office of the Secretary Treasurer, etc.

LIONEL FOREST,  
Attorney for Applicants.  
Sherbrooke, 10th October, 1916. 5436—41-4

Avis est par les présentes donné, que Urcis Sauvageau, entrepreneur de la cité de Montréal, présentera à la prochaine session de la législature, un bill à l'effet de faire indemniser par la cité de Montréal, les propriétaires de terrains bordant les rues Valois, Nicolet, Chambly, Joliette, Davidson, Hochelaga, Sherbrooke, Aylwin et toutes les autres rues du quartier Hochelaga, affectées par les travaux qui ont été faits par la cité de Montréal, vers l'année 1914, pour changer le niveau des dites rues du dit quartier, et pour fixer le mode de procéder à établir et payer la dite indemnité, et pour autres fins.

URCIS SAUVAGEAU,

Montréal, 11 octobre 1916. 5471—41-4

La cité de Westmount donne par le présent avis qu'elle demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passage d'une loi amendement sa charte (8 Ed. VII, chap. 89, tel qu'amendée par 2 George V, chap. 60, 4 Geo. V, chap. 77 et 6 Geo. V, chap. 46, pour les fins suivantes: (a) Donner au conseil le pouvoir de licencier ou d'interdire la vente de certaine denrées le dimanche; (b) Donner au Conseil le pouvoir de taxer les biens imposables et non imposables dans la cité pour défrayer le coût des dépenses du service de la police et de la protection contre les incendies, de l'éclairage public, de l'entretien et construction des rues, des tuyaux d'égoût ainsi que des trottoirs; (c) donner au trésorier le pouvoir de prolonger le délai du paiement des taxes, après avis; (d) le dispenser de la signification d'un deuxième avis ou demande de paiement de taxes.

Daté à Westmount, dans la province de Québec, le onzième jour d'octobre 1916.

J. W. WELDON,

5477 Procureur de la requérante.

Avis est par le présent donné, que le Bureau des Commissaires d'Ecoles Protestantes de la cité de Sherbrooke, demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, que certains amendements soit faits à la charte, les constituant en corporation, comme suit:

Augmenter le montant qu'ils sont autorisés à emprunter sous l'autorité d'une loi de la législature 4 George V, chap. 30, d'une somme n'excédant pas \$75,000.00 à une somme n'excédant pas \$150,000.00, en accroître le taux d'intérêt d'un taux n'excédant pas 5% à un taux n'excédant pas 6% par année, et pour autres fins.

FRASER & RUGG,

Avocats des requérants.

Sherbrooke, 10 octobre 1916. 5491—41-4

Avis public est par le présent donné que la ville de l'Ile Dorval, demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit votée amendement sa charte (5 George V, chap. 106), pour faire valoir pendant une période de dix années les qualifications actuelles des conseillers et des électeurs; pour continuer la tenue des séances du conseil au même endroit que la première séance générale; dénoncer le contrat intervenu entre les compagnies Dorval Island Park, limitée, Dorval Island Service, limitée, et la ville de Dorval, le 27 janvier 1913, ainsi que les règlements qui le concernent.

VILLE DE L'ILE DORVAL,

C. W. BATHO,

Secrétaire-trésorier.

LESLIE H. BOYD,

Procureur de la requérante.

Montréal, 11 octobre 1916. 5493—41-4

Public notice is hereby given that Urcis Sauvageau, contractor of the city of Montreal, will, at the next session of the Legislature, present a bill, to have indemnified by the city of Montreal, the proprietors of land bordering the streets Valois, Nicolet, Chambly, Joliette, Davidson, Hochelaga, Sherbrooke, Aylwin, and all other streets in the Hochelaga ward, affected by the works executed by the city of Montreal, about the year, 1914, to change the level of said streets in said ward, and to fix a mode to proceed to establish and pay the said indemnity, and for other purposes.

URCIS SAUVAGEAU.

Montreal, 11th October, 1916. 5472—41-4

Notice is hereby given that the city of Westmount will apply at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, for a bill to amend its charter 8 Ed. VII, ch. 89, as amended by 2 Geo. V, ch. 60, 4 Geo. V, ch. 77 and 6 Geo. V, ch. 46, for the following purposes: (a) to enable the council to license or prevent the sale of certain kinds or merchandise on Sunday; (b) to enable the Council to assess taxable and non-taxable property in the city for the cost of police and fire protection, public lighting and constructing and maintaining streets, sewers and sidewalks; (c) to enable the Treasurer to extend the delay after notice for the payment of taxes; (d) to dispose with the service of a second notice or demand for the payment of taxes.

Dated at Westmount, in the Province of Quebec, the eleventh day of October, 1916.

J. W. WELDON,

5478—41-4 Solicitor for Applicant.

Public notice is hereby given that the Board of Protestant School Commissioners of the City of Sherbrooke, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for certain amendments to its charter of incorporating, as follows:

To increase the amount authorized to be borrowed under Act of the Legislature, 4 George V, chap. 30, from a sum not exceeding \$75,000.00 to a sum not exceeding \$150,000.00, and to increase the rate of interest thereon from a rate not exceeding 5% to a rate not exceeding 6% per annum, and for other purposes.

FRASER & RUGG,

Solicitors for Applicants.

Sherbrooke, 10th October, 1916. 5492—41-4

Public notice is hereby given that the town of Dorval Island, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to amend its charter, 5 George V, chapter 106, to continue the present qualification of the members of the council and electors for a period of ten years; to continue to hold the sessions of the council at the same place as the first general session; to abrogate and to set aside the Contract and the by-laws, relating thereto, between the Dorval Island Park Company, Limited, the Dorval Island Service Company, Limited, and the town of Dorval, of date the 27th of January, 1913.

TOWN OF DORVAL ISLAND,

C. W. BATHO,

Secretary Treasurer.

LESLIE H. BOYD,

Solicitor for Applicant.

Montreal, 11th October, 1916. 5494—41-4

Avis public est par les présentes donné, que la cité de Maisonneuve, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte et obtenir les pouvoirs additionnels suivants:

Pour autoriser le conseil à emprunter une somme suffisante pour payer les dépenses d'administration et les intérêts à échoir, durant l'année 1917, et à imposer une taxe spéciale annuelle, n'excédant pas vingt-cinq centins par cent piastres par année.

Pour faire décréter que les terrains achetés pour faire partie du "Parc Maisonneuve", et situés en dehors de la municipalité soient exempts des taxes municipales, scolaires et autres, depuis leur acquisition.

Pour autoriser le conseil à acquérir un terrain pour la construction du bureau de poste, devant remplacer le terrain appartenant à la Couronne, dont la cité a pris possession pour le marché, le tout suivant entente avec le gouvernement fédéral.

Pour autoriser le conseil à émettre des débetures en paiement de la balance du prix de vente de la propriété des frères des Ecoles Chrétiennes, suivant contrat en date du 11 décembre 1913, M. G. Eerement N. P. et ratifié par l'art. 17 de la loi 4 Geo. V, ch. 78. Pourvoir à l'expropriation ou à l'achat du terrain requis pour l'élargissement de la rue Notre-Dame, entre la 1ère avenue et les limites ouest du Quartier Mercier, et pour permettre aux propriétaires de construire sur la rue Sainte-Catherine, jusqu'aux lignes homologuées.

Pour obtenir l'abolition de la qualification foncière et l'ouverture des bureaux de votation de 9 hrs a. m., à 9 hrs p. m.

Pour autoriser le conseil à emprunter les sommes requises pour paver certaines parties de rues, savoir: la rue Girard, des limites ouest de la municipalité à la rue William David, la rue Desjardins de la rue Ernest à Boyce, la rue Boyce de l'avenue Letourneau à l'avenue Orléans, et la rue Orléans de la rue Boyce à la rue Ernest.

Pour autoriser le conseil ou la Commission du "Parc Maisonneuve" à faire des arrangements avec la Shawinigan Water & Power Co. et indemniser cette dernière pour enlever ses poteaux dans le Parc Maisonneuve et pour autres fins concernant l'administration de la cité.

TAILLON, BONIN, MORIN

& LARAMEE,

Avocats pour la cité de Maisonneuve  
Montréal, 11 octobre 1916. 5479—41—4

Canada,  
Province de Québec.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Saint-Léonard de Port-Maurice, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir la passage d'une loi amendant sa charte, 5 George V, chapitre 105, et obtenir certains pouvoirs additionnels concernant les matières suivantes:

Confirmation du règlement No 51, relatif à la construction d'un aqueduc, à un emprunt à cette fin et à celui de consolider la dette flottante, préparation des listes électorales, élection, débetures, et certains pouvoirs spéciaux tendant à restreindre, modifier et abroger quant à elle les dispositions de la loi des cités et villes.

BEAUREGARD & LABELLE,

Procureurs de la ville de Saint-Léonard  
de Port-Maurice.

Ville de Saint-Léonard de Port-Maurice.

11 octobre 1916.

5473—41—4

Public notice is hereby given that the city of Maisonneuve, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend its charter and obtain the following additional powers:

To authorize the Council to borrow a sufficient sum of money to pay the expenses of administration and the interests to become due, during the year 1917, and to levy a special annual tax not exceeding twenty five cents per hundred dollars per annum.

To have it enacted that the lands bought to form part of "Maisonneuve Park" and situated outside of the municipality, be exempt of municipal, school and other taxes, since their acquisition.

To authorize the Council to purchase land for the construction of the Post Office, in lieu of the land, the property of the Crown, of which the city has taken possession for the market, the whole to follow an agreement with the federal Government.

To authorize the Council to issue bonds, in payment of the balance of the purchase price of the property of the Christian Brothers, as per contract of the 11th December, 1913, M. G. Eerement N. P. and ratified by the article 17, of the law 4 Geo. V ch. 78. To provide for the expropriation or the purchase of the land necessary for the widening of Notre Dame street, between 1st Avenue and the western limits of Mercier ward; to empower the proprietors to build on Sainte Catherine street up to the homologated lines.

To do away with the real estate qualification and for the opening of the polls from 9 o'clock a. m. to 8 o'clock p. m.

To authorize the Council to borrow the necessary sum of money to have certain portions of streets, viz: Girard street from the Western limits of the municipality to William David, Desjardins street from Ernest to Boyce, Boyce street from Letourneau to Orleans avenue, and Orleans Avenue from Boyce street to Ernest street.

To authorize the Council or the Commission of "Maisonneuve Park" to come out to an understanding with the Shawinigan Water & Power Co. and indemnity that Company to take away its posts in Maisonneuve Park, and for all other purposes relating to the administration of the city.

TAILLON, BONIN, MORIN

& LARAMEE,

Attorneys for the City of Maisonneuve.  
Montreal, 11th October, 1916. 5480—41—4

Canada,  
Province of Quebec.

Public notice is hereby given that, "The Town of Saint Leonard de Port Maurice", will apply to the Legislature of Quebec at its next session for the passing of an act to amend its act of incorporation 5, George V, Chapter 105, in order to obtain certain modifications and certain additional powers, on the following subjects:

Ratifying of its by Law No. 51, concerning the construction of the aqueduct, and a loan to this effect, and to the payment of the floating debt, list of electors, election, debentures, and certain special powers, to restrict, modify and abrogate for the town the provisions and the "Cities and towns act".

BEAUREGARD & LABELLE,

Attorneys for the town of Saint Leonard,  
de Port-Maurice.

Town of Saint Leonard de Port Maurice.

11th October, 1916.

5474—41—4

Avis public est par le présent donné que la "Congregational Church and Society of Sherbrooke", autrement connus sous le nom de "Plymouth Congregationa Church", une Association religieuse protestante, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, ainsi que ses syndics demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi les constituant en corporation comme Eglise et Congrégation Religieuse Protestante, sous le nom de "Plymouth Congregational Church of Sherbrooke", avec les pouvoirs conférés par l'usage à ces corporations, aussi pour faire ratifier les titres de la dite Eglise à la propriété qu'elle détient actuellement par ses syndics; de plus, pour que la dite Eglise et ses Syndics soient autorisés et obtiennent les pouvoirs nécessaires aux fins d'exhumer les restes des personnes inhumés dans le lot cadastral No 1442, du quartier sud de la cité de Sherbrooke, présentement affecté comme cimetière, d'y enlever les pierres tombales et monuments funèbres y érigés, et de les transporter dans une autre location, de conclure aucun arrangement avec aucune personne pour ces fins; vendre et aliéner le dit lot 1442.

FRASER & RUGG,

Avocats des Requérants.

Sherbrooke, Qué., 11 octobre 1916.

5489—41-4

Public notice is hereby given that the Congregational Church and Society of Sherbrooke, otherwise known as the Plymouth Congregational Church, a Protestant Religious Association of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, and its trustees will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of an Act to incorporate them a Church and Protestant Congregation, under the name of Plymouth Congregational Church of Sherbrooke, with the usual powers of such corporations, and to confirm the title of said Church to the property presently held by it through its trustees; further to authorize and empower said Church and its trustees to remove, from cadastral lot 1442 of the south ward of Sherbrooke, presently occupied as a cemetery, the remains of all persons interred therein, and all stones and monuments erected therein, to another location or to enter into a contract with other person or persons for such removal; and to sell and convey said lot 1442.

FRASER & RUGG

Solicitors for Applicants.

Sherbrooke, Que., 11th October, 1916.

5490—41-4

Canada,  
Province de Québec.

Avis public est par les présentes donné que les Ecoles Royales d'Agriculture, corporation légalement constituée, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'augmenter son capital-actions, de permettre l'admission, dans ses écoles, des fils de soldats et marins, à des conditions spéciales et de l'autoriser à construire pour son usage particulier une ligne de Tramways raccordant son école à Saint Adolphe de Howard, dans la province de Québec, à la ligne de chemin de fer la plus rapprochée, avec pouvoirs à ces fins d'exproprier les terrains requis suivant les articles 5794 à 5800 inclusivement S. R. Q., 1909, et autres pouvoirs.

BEAUREGARD & LABELLE,

Avocats de la requérante.

Montréal, 7 octobre 1916.

5475—41-4

Canada,

Province of Quebec.

Public notice is hereby given that, "The Royal Agricultural Schools", will apply to the Legislature of Quebec at its next session for the passing of an act to amend its act of incorporation by increasing the Capital of the Company, providing for the education of sons of soldiers and sailors, at special terms, and authorizing the construction of a private line of Tramways to connect to the property of the Company at Saint Adolphe of Howard, of the Province of Quebec, with the nearest to Railway Station and for so doing to have the power to expropriate according to the provisions of Articles 5794 to 5800 inclusively R. S. Q., 1909, and other powers.

BEAUREGARD & LABELLE,

Attorneys for petitioner.

Montreal, 7th October, 1916.

5476—41-4

Avis public est par les présentes donné, que la "Commission du Parc Maisonneuve", s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender sa charte et obtenir les pouvoirs additionnels suivants:

Pour faire homologuer le plan officiel du "Parc Maisonneuve", pour définir sa juridiction sur le parc, et obtenir certains amendements relativement à l'émission de ses obligations, et pour toutes autre fins concernant l'administration des affaires de la commission.

TAILLON, BONIN,

MORIN & LARAMEE,

Avocats pour la "Commission du

Parc Maisonneuve".

Montréal, 11 octobre 1916.

5497—41-4

Public notice is hereby given, that the "commission of Maisonneuve Park", will apply at the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to have its charter amended and to obtain the following additional powers:

To have the official plan of "Maisonneuve Park", homologated and to define its jurisdiction on the park, and to obtain certain amendments concerning the issue of its bonds, and for all other purposes concerning the administration of the affairs of the Commission.

TAILLON, BONIN,

MORIN & LARAMEE,

Attorneys for the "Commission of

Maisonneuve Park".

Montreal, 11th October, 1916.

5498—41-4

Avis public est par le présent donné que William Montgomerie, étudiant-en-droit, de la ville de Richmond, dans le district de Saint-François, présentera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, un projet de loi pour, entre autres choses, autoriser le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit, après examen.

WILLIAM MONTGOMERIE,

5511—41-4

Public notice is hereby given that Montgomerie, Law student, of the town of Richmond, in the District of St. Francis, will present to the next session of the Legislature of the Province of Quebec, a bill for the purpose, among other things, of authorizing the Bar of the Province of Quebec, to permit him to practice as an advocate, after examination.

WILLIAM MONTGOMERIE,

5512—41-4

## AVIS PUBLIC.

Est par les présentes donné que Joseph Edmond Paquette, marchand, Roméo Georges Paquette, marchand, James Tellier, marchand, tous trois des cité et district de Montréal, et Dame Allina Carrière, des cité et district de Montréal, veuve de feu Pierre Edmond Paquette, en son vivant, marchand, du même endroit; les dites personnes agissant aux présentes comme exécuteurs-testamentaires de la succession du dit Pierre Edmond Paquette, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session pour obtenir la passation d'une loi à l'effet de corriger des erreurs cléricales qui se trouvent dans la version anglaise de la loi 3 George V, chapitre 121 et concernant les sections 2 et 3 de la dite loi.

ANTOINE LAMOTHE,

Procureur des requérants.

Montréal, 10 octobre 1915.

5485—41—4

Avis public est par les présentes donné que les soussignés, Cléophas P. Fabien, manufacturier, Cléophas St. Aubin, courtier en immeubles et Emile Champagne, marchand, tous trois des cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa première session, pour demander qu'une loi soit passée amendement la charte de la cité de Montréal, (62 Vict. Chap. 58 et amendements), à l'effet de contraindre la cité de Montréal à faire et parachever l'élargissement de la rue Notre-Dame Ouest, sous un délai déterminé et autres fins se rapportant au même chemin.

CLEOPHAS P. FABIEN,

CLEOPHAS ST. AUBIN,

EMILE CHAMPAGNE,

Montréal, 11 octobre 1916.

5495—41—4

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Lachine, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendement sa charte, la loi 9 Edouard VII, ch. 86, aux fins:

(a) D'abolir la qualification foncière requise du maire et des échevins; de diviser la municipalité en quartiers; de changer le mode d'élection des membres du conseil et le nombre des échevins; d'autoriser l'officier-rapporteur à réunir et diviser les arrondissements de votation; de changer la définition des attributions des auditeurs; de porter à six pour cent le taux d'intérêt sur les taxes et redevances municipales; de pourvoir à la démolition sommairement des bâtiments érigés contrairement aux règlements, menaçant ruine ou délabrés; de changer les dispositions concernant la répartition de la taxe spéciale pour la construction de l'aqueduc; d'autoriser l'officier-rapporteur à donner un certificat permettant de voter à un électeur dont le nom a été omis sur la liste, de l'obliger à aviser chaque électeur de l'endroit où il vote et à fournir une copie de la liste électorale pour chaque candidat; de prohiber les ventes au commerce sur le marché public durant des heures déterminées; de déclarer privilégié le prix de l'électricité fournie par la cité; d'augmenter la taxe sur les poteaux de télégraphe, de téléphone, et conducteurs d'électricité et d'étendre cette taxe aux poteaux érigés sur les voies de chemin de fer;

(b) Pour obtenir les pouvoirs: de prélever au profit des pauvres de la cité une taxe sur les prix d'entrée ou pour sur chaque personne admise dans les théâtres, salles de vues animées, patinoire, cirques, spectacles ou amusements quelconques et de pourvoir à la collection et à la distribution de cette taxe; de décréter la fermeture des boutiques de barbiers et salons de toilette

## PUBLIC NOTICE.

Is hereby given that Joseph Edmond Paquette, merchant, Romeo Georges Paquette, merchant James Tellier, merchant, all three of the city and district of Montreal, and Dame Allina Carrière, of the city and district of Montreal, widow of the late Pierre Edmond Paquette, in his lifetime, merchant, of the same place; the above named persons acting herein as testamentary executors to the estate of said Pierre Edmond Paquette, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for the passing of an act to correct clerical errors in the English version of the act 3 George V, chapter 121, and relating to sections 2 and 3 of said act.

ANTOINE LAMOTHE,

Attorney for petitioner.

Montreal, 10th October, 1916.

5486—41—4

Public notice is hereby given that the undersigned Cleophas P. Fabien, manufacturer, Cleophas St. Aubin, realty broker, and Emile Champagne, merchant, all three of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof for an act to amend the charter of the city of Montreal, (62 Vict. chap. 58 and amendments thereto), so as to force the city of Montreal, to widen and complete Notre Dame street West, within a fixed delay and other purposes relating to same road.

CLEOPHAS P. FABIEN,

CLEOPHAS ST. AUBIN,

EMILE CHAMPAGNE,

Montreal, 11th October, 1916.

5496—41—4

Public notice is hereby given that the city of Lachine, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for the passing of an Act amending its charter, the Act 9 Edward VII, ch. 86, for the purposes of:

(a) Abolishing the property qualification required by the mayor and aldermen; dividing the municipality into wards; changing the mode of election of the members of the Council and the number of aldermen; authorizing the returning officer to unite and divide the polling districts; changing the definition of the auditors attributions; increasing to six per cent the rate of interest on municipal taxes and dues; providing for the summary demolition of the buildings erected in contravention to by-laws or in a state of ruin; changing the provisions relating to the repartition of the special tax for the construction of waterworks; authorizing the returning officer to give certificates giving the right to vote to electors whose names have been omitted on the voters' list, obliging said officer to notify each voter where to vote and to furnish each candidate with a copy of the voters' list; prohibiting sales to dealers on the public market during fixed hours; declaring to be privileged the rates for electricity supplied by the city; increasing the assessment on telegraph and telephone poles and electric conductors and subject to such assessment poles erected along the railway lines;

(b) For obtaining the powers: to levy, for the benefit of the poor of the city, a tax on each ticket or for or on each admission to the theatres, moving picture halls, skating rinks, circusses, shows or entertainments whatsoever and to provide for the collection and distribution of such tax; to enact the early closing of barber shops and dressing parlors; to provide for the erection and

à bonne heure le soir; de pourvoir à l'installation et à l'entretien de ronds à patiner, glissoires et jeux pour l'usage des citoyens; d'obliger les compagnies industrielles à fournir aux estimateurs un état désignant la valeur réelle de leurs propriétés dans la municipalité; d'imposer des taxes spéciales pour couvrir le coût de l'aqueduc, des égouts, des pavages et trottoirs permanents existants; pour assujettir les biens non-imposables au paiement des taxes spéciales prélevées pour la construction de l'aqueduc, des égouts, des pavages, trottoirs permanents existants et qui seront faits à l'avenir; de poser l'aqueduc, les égouts et autres services publics sur les rues privées que les propriétaires refusent de céder à la cité et de répartir le coût de ces améliorations sur les intéressés, sans être tenue de payer d'indemnité à ces propriétaires et pour obtenir d'autres pouvoirs généraux de réglementation.

A. S. PELLETIER,

Procureur de la dite cité de Lachine.

Lachine, 4 octobre 1916.

5499—41-4

maintenance of skating rinks, slides and games for the use of the citizens; to oblige manufacturing companies to supply the assessors with a statement containing the real value of their property within the municipality, to impose special taxes to cover the cost of the waterworks, sewers, paving and permanent sidewalks now built; to subject non-assessable property to the payment of special taxes levied for the construction of the waterworks, sewers, paving and permanent sidewalks new built and which may be built in the future; to instal waterworks sewers and other public services in private streets which the owners refuse to convey to the city and to apportion the cost of such improvements amongst interested parties, and to be exempted from paying an indemnity to such proprietors, and for obtaining other general powers of regulation.

A. S. PELLETIER,

Attorney for the City of Lachine.

Lachine, 4th October, 1916.

5500—41-4

Avis public est par le présent donné que la "Ville de Roxboro", demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, que la Loi la constituant en corporation soit amendée et étendue, pour, entre autres fins, les suivantes:

(a) Ratifier les élections qui ont eu lieu, prolonger le terme d'office de ceux qu'elles ont portés aux charges et amender ses pouvoirs relatifs aux élections.

(b) Se faire autoriser à remplir les vacances survenues de temps à autres au Conseil et accorder le droit de vote aux compagnies à fonds social et pour d'autres fins.

L. GARNEAU,

Procureur des Requérants.

Montréal, 30 septembre 1916.

5501—41-5

Public notice is hereby given that the "Town of Roxboro", will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for amendments and additions to its Act of incorporation, for the following among other purposes:

(a) To ratify elections held and to extend the terms of office thereunder and amend its powers with regard to elections.

(b) For authority to fill vacancies in the Council from time to time created and permitting joint stock companies to vote and for other purposes.

L. GARNEAU,

Solicitors for Applicants.

Montreal, 30th September, 1916.

5502—41-5

Avis public est par les présentes donné que la ville de East-Angus et le canton de Westbury feront application à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passage d'une loi les autorisant à construire un pont en acier sur la rivière Saint-François, entre la ville de East-Angus et le canton de Westbury, à l'endroit connu sous le nom de la traverse, le tout d'après les plans et spécifications préparés par l'ingénieur provincial, la dite loi autorisant chacune des municipalités à emprunter une somme n'excédant pas \$20,000.00, sur débentures payables à vingt ans de leur émission, portant intérêt à six pour cent par année, payables semi-annuellement et pourvoyant au fonds d'amortissement pour le paiement des dites débentures égal à deux pour cent de la somme empruntée par chacune des dites municipalités; et afin de pourvoir au fonds d'amortissement et de payer les intérêts, à ce qu'une taxe spéciale annuelle de trois millièmes dans la piastre, soit imposée sur toutes propriétés mobilières taxables des dites municipalités; pour établir les droits et responsabilités de chacune des municipalités ci-dessus, dans le dit pont, pour créer un bureau composé de certains membres de chacune des municipalités qui aura charge de la construction, de l'entretien et de l'administration du dit pont, et autrement de pourvoir à la construction et au maintien du dit pont.

NICOL, LAZURE & COUTURE,

Procureurs des requérantes.

Sherbrooke, le 9 octobre 1916.

5513—41-4

Public notice is hereby given that the Town of East Angus and the township of Westbury, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of a law authorizing them to construct a steel bridge across the river Saint Francis, between the town of East Angus and the township of Westbury, at a place known as the ferry the whole according to plans and specifications prepared by the provincial government's engineer, and authorizing each of said municipalities to borrow a sum not exceeding \$20,000.00, upon the issue of debentures payable twenty years from their date, bearing interest at six per cent per annum, payable half-yearly, and providing a sinking fund for the repayment of said debentures equal to two per cent of the sum borrowed by each municipality, and in order to provide a sinking fund and pay interest, asking that a special yearly rate and assessment of three mills in the dollar be imposed on all taxable real estate of said municipalities; to fix the rights and responsibilities of each municipality in said bridge, to create a board composed of certain members from each municipality, which shall have charge of the construction, care and administration of said bridge, and otherwise to provide for the construction and maintenance of said bridge.

NICOL, LAZURE & COUTURE,

Attorneys for petitioners.

Sherbrooke, 9th October, 1916.

5134—41-4

Avis est par les présentes donné que la municipalité du village du canton de Chambly, s'adressera à la Législature à sa prochaine session, pour obtenir une loi lui conférant des pouvoirs spéciaux d'emprunt.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,  
Procureurs de la requérante.  
Montréal, 11 octobre 1916. 5515—41-4

Avis est par les présentes donné que la Compagnie d'assurance "La Prévoyance", ayant son principal bureau d'affaires à Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi pour amender sa charte pour mieux définir ses pouvoirs comme assureur et lui en donner d'additionnels.

Pour la pétitionnaire,  
GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,  
Avocats.  
6 Montréal, 11 octobre 1916. 5517—41-4

Avis public est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, la "Shawinigan Water & Power Company", fera application pour une loi amendant sa charte de façon à lui accorder les pouvoirs suivants:

- (a) Faire toutes sortes d'entreprises manufacturières et autres;
- (b) Acheter, détenir et disposer d'actions et valeurs de toutes autres compagnies;
- (c) Garantir l'exécution de contrats pour toute corporation ou personne;
- (d) Pourvoir à ses pouvoirs d'emprunt, les déterminer et d'une manière générale exercer tels pouvoirs qui sont ordinairement accordés par lettres patentes à des compagnies à fond social, et
- (e) Conduire l'électricité dans les limites des comtés de Québec et de Montmorency.

LAFLEUR, MACDOUGALL, MACFARLANE  
& BARCLAY,  
Procureurs des pétitionnaires.  
Montréal, 10 octobre 1916. 5519—41-4

Avis est par les présentes donné de la part de M.M. Narcisse Vincent, maire; Joseph Lallier, échevin; François Laroche, échevin; Denis S. Bachand, marchand; Edmond P. Dupuis, marchand; Dr Achille Comtois, M. D.; J.-B. Durocher, officier de douanes; Adjour Vaillancourt, marchand; Arthur L'Heureux, industriel; Joseph Beaulne, avocat et autres, tous contribuables de la ville de Coaticook, qu'ils s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, afin d'obtenir des modifications législatives qui s'appliquent à l'île de Coaticook au sujet:

- (a) De la division de la municipalité en quartiers de façon que la ville de Coaticook élise désormais son maire et ses échevins à la majorité des électeurs municipaux votant sans division de quartiers;
- (b) De donner le cens électoral aux fils de propriétaires ainsi qu'à tous les citoyens ne tenant pas feu et lieu, mais payant une taxe professionnelle ou de salaire à la dite municipalité de Coaticook;
- (c) De donner à la dite municipalité le pouvoir de vendre de l'énergie électrique en dehors de ses limites, sur une étendue de territoire de quinze milles, pourvu que tel privilège n'empiète pas sur les droits déjà établis.

J. H. LEMAY,  
Procureur des requérants.  
Sherbrooke, 11 octobre 1916. 5521—41-4

Notice is hereby given that the municipality of the village of the township of Chambly, will apply to the Legislature at the next session thereof, for an Act to grant it special loan powers.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,  
Attorneys for Appellant.  
Montreal, 11th October, 1916. 5516—41-4

Notice is hereby given that the Provident (La Prévoyance) Insurance Company, having its principal place of business at Montreal, will apply to the Quebec Legislature; at the next session thereof, for an act to amend its charter and better define its powers as assurer and grant it additional powers.

For the Applicant,  
GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,  
Attorneys.  
Montreal, 11th October, 1916. 5518—41-4

Public notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, the Shawinigan Water & Power Company, will apply for an Act to amend its charter in such a manner as to permit it to:

- (a) Carry on all kinds of manufacturing and other businesses;
- (b) To purchase, hold and dispose of the shares and securities of other companies;
- (c) To guarantee the performance of contracts by any corporation or person;
- (d) To provide for and determine its borrowing powers and generally to exercise all such powers as are usually conferred by letters patent upon joint stock companies; and
- (e) To conduct electricity within the Counties of Quebec and Montmorency.

LAFLEUR, MACDOUGALL, MACFARLANE  
& BARCLAY,  
Attorneys for Applicants.  
Montreal, 10th October, 1916. 5520—41-4

Notice is hereby given on behalf of Messrs. Narcisse Vincent, mayor; Joseph Lallier, alderman; François Laroche, alderman; Denis S. Bachand, trader; Edmond P. Dupuis, trader; Dr. Achille Comtois, M. D.; J. B. Durocher, customs officer; A. Jutor Vaillancourt, trader; Arthur L'Heureux, industrial; Joseph Beaulne, lawyer, and others, all ratepayers of the town of Coaticook, that they will petition the Legislature, at its next session to obtain certain charges in the legislative enactments that now govern the town of Coaticook, for the following purposes, to wit:

- (a) That the town of Coaticook should in the future elect its mayor and its aldermen by a majority at large of its electors, with no more division by wards;
- (b) To give the right of voting to all sons of proprietors, and who all those who are not house keepers but no otherwise pay a tax to the town, whether professional or salary tax;
- (c) To give to the town of Coaticook power to develop and sell electric power outside its limits, within a radius of fifteen miles, providing the privilege is not encroaching upon any established rights.

J. H. LEMAY,  
Attorney for petitioners.  
Sherbrooke, 11th October, 1916. 5522—41-4

Les Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Arsène, Montréal, donnent avis qu'ils s'adresseront à la législature provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à la "Loi concernant la construction d'une église dans la paroisse de Saint-Arsène, de Montréal", 5 Geo. V, 1915, chap. 136, à l'effet d'être autorisés à ne construire qu'un soubassement au lieu d'une église avec chapelle pour services du culte, et à prendre à même la somme autorisée par la dite loi, pour la construction de l'église et ameublement, une somme n'excédant pas cent mille piastres, pour la construction du dit soubassement, et de son ameublement.

J. DECARIE,  
Prêtre, Curé.  
5523—41-4

Montréal, 12 octobre 1916.

The parish priest and church-wardens of the *Œuvre et Fabrique* of the parish of Saint-Arsène de Montréal, hereby give notice that they will apply to the Provincial Legislature, at the next session thereof, to obtain certain amendments, to the act intituled: "An Act respecting the building of the church in the parish of Saint-Arsène, Montreal", 5 George V, 1915, chap. 136, so as to be authorized to build only a church basement instead of a church and chapel for worship purposes, and to take out of the amount authorized by said Act, for the building of the church and its furnishings, a sum not exceeding one hundred thousand dollars, for the construction of said church basement and the furnishings thereof.

J. DECARIE,  
Parish, Priest.  
5524—41-4

Montreal, 12th October, 1916.

#### AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

CEUX qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNÉS PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Les prix sont:

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertion subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

*Gazette Officielle*, par exemp., 21c.

Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

AUCUNE ANNONCE N'EST INSÉRÉE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

LES ANNONCEURS SONT PRIÉS DE MENTIONNER NOTRE NUMÉRO D'ORDRE POUR TOUTE RECLAMATION QUELCONQUE.

E. E. CINQ-MARS,  
Imprimeur du Roi.

Hôtel du Gouvernement.  
Québec, 4 avril 1914.

4615

#### TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

*Official Gazette*, 21 cents per single number

Slips, 65 cents per dozen.

NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

ADVERTISERS ARE KINDLY REQUESTED TO MENTION OUR DOCUMENT NUMBER IN ALL CLAIMS TO THIS OFFICE.

E. E. CINQ-MARS,  
King's Printer.

Government House.  
Quebec, 4th April, 1914.

4616

## Index de la Gazette Officielle de Québec, No 41.

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 41.

### ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

|                               |      |
|-------------------------------|------|
| Dame Belval vs Brodeur.....   | 2636 |
| " Birinoff vs Adelson.....    | 2635 |
| " Byron vs Lecours.....       | 2635 |
| " Caron vs Edmond.....        | 2634 |
| " Desbiens vs Boudreault..... | 2635 |
| " Dionne vs Caron.....        | 2634 |
| " Gauthier vs St-Julien.....  | 2634 |
| " Hébert vs Tetreault.....    | 2636 |
| " Hunter vs Thomas.....       | 2635 |

### ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

|                                    |      |
|------------------------------------|------|
| Dame Labonté vs Chavonnelle.....   | 2634 |
| " Marois vs MacMahon dit Boulet... | 2636 |
| " Mauger vs Lemarquand.....        | 2636 |
| " Meala vs Mila.....               | 2635 |
| " Roux vs Gaudet.....              | 2636 |
| " Viau vs Pressault.....           | 2635 |
| " Warnke vs Nicholson.....         | 2636 |
| " Verreault vs Bélanger.....       | 2634 |

### ANNONCEURS, AVIS AUX..... 2666

### ARRÊTÉ EN CONSEIL:—ORDER IN COUNCIL:—

|                                                   |      |
|---------------------------------------------------|------|
| Loi électorale Québec—Quebec Election<br>Act..... | 2600 |
|---------------------------------------------------|------|

### ASSEMBLÉE:—MEETING:—

|                                     |      |
|-------------------------------------|------|
| Quebec Central Railway Company..... | 2637 |
|-------------------------------------|------|

### AVIS:—NOTICE:—

|                                                       |      |
|-------------------------------------------------------|------|
| Georgetown Cemetery Company.....                      | 2637 |
| La Garde Sacré-Cœur de Saint-François-<br>Xavier..... | 2637 |

### AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

|                   |      |
|-------------------|------|
| Bills privés..... | 2623 |
|-------------------|------|

### BILLS PRIVÉS, PARLEMENT FÉDÉRAL:—

|           |      |
|-----------|------|
| Avis..... | 2658 |
|-----------|------|

### DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE:—

|                                                                                                   |      |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Asselin Tanerède.....                                                                             | 2627 |
| Budka <i>et al.</i> .....                                                                         | 2631 |
| Chambly, canton—Township.....                                                                     | 2600 |
| Cité de—City of Lachine.....                                                                      | 2663 |
| Cité de—City of Sherbrooke.....                                                                   | 2633 |
| Cité de—City of Verdun.....                                                                       | 2633 |
| Coaticook, ville de—Town of.....                                                                  | 2666 |
| Congregational Church & Society of<br>Sherbrooke.....                                             | 2662 |
| Dorval Island, Ville de—Town of.....                                                              | 2660 |
| East Angus, Ville de—Town of.....                                                                 | 2664 |
| Fabien, Cléophas P. <i>et al.</i> .....                                                           | 2663 |
| Forest, Ludger <i>et al.</i> .....                                                                | 2659 |
| Gingras Roméo.....                                                                                | 2628 |
| Grand Lake Railway and Transportation<br>Company.....                                             | 2629 |
| Grenville, Harrington & Horthorn Co.....                                                          | 2632 |
| Hervy Institute.....                                                                              | 2627 |
| Hull, Cité de—City of.....                                                                        | 2627 |
| La Commission Scolaire de Cartierville...                                                         | 2631 |
| La Prévoyance.....                                                                                | 2665 |
| Lachine, Cité de—City of.....                                                                     | 2600 |
| Les Ecoles Royales d'Agriculture.....                                                             | 2662 |
| Les Petites Sœurs Franciscaines de Marie<br>de Montréal.....                                      | 2629 |
| Les Syndics de la paroisse de—The trus-<br>tees of the parish of St. Jacques de<br>l'Acadian..... | 2628 |
| Maisonnette, Cité de—City of.....                                                                 | 2631 |
| Montreal General Hospital.....                                                                    | 2626 |

### ADVERTISERS, notice to..... 2666

### ARRÊTÉ EN CONSEIL:—ORDER IN COUNCIL:—

|                                                                                                                    |      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Partie de Packington, annexée à Sainte-<br>Rose du Degel—Part of Packington<br>annexed to Sainte-Rose du Degel.... | 2657 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|

### ASSEMBLÉE:—MEETING:—

|                                     |      |
|-------------------------------------|------|
| Quebec Central Railway Company..... | 2637 |
|-------------------------------------|------|

### AVIS:—NOTICE:—

|                                                                           |      |
|---------------------------------------------------------------------------|------|
| Municipalité du comté d'Ottawa—Muni-<br>cipality of County of Ottawa..... | 2638 |
|---------------------------------------------------------------------------|------|

### NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY:—

|                    |      |
|--------------------|------|
| Private bills..... | 2623 |
|--------------------|------|

### PRIVATE BILLS, FEDERAL PARLIAMENT:—

|             |      |
|-------------|------|
| Notice..... | 2658 |
|-------------|------|

### DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE:—

|                                                                                |      |
|--------------------------------------------------------------------------------|------|
| Montgomerie, William.....                                                      | 2662 |
| Municipalité du village de—Municipality<br>of the village of Granby.....       | 2665 |
| New Adath Jeshuram Congregation.....                                           | 2626 |
| Orphelinat Catholique de Montréal.....                                         | 2632 |
| Paquette, Jos. Ed. <i>et al.</i> .....                                         | 2663 |
| Parc Maisonneuve, Commission du—<br>Commission of.....                         | 2661 |
| Roxboro, Ville de—Town of.....                                                 | 2664 |
| Saint-Alexis de la Grande Baie, Village et<br>paroisse—Village and parish..... | 2626 |
| Saint-Arsène de Montréal, Paroisse de—<br>Parish of.....                       | 2666 |
| Saint-Léopold de Port-Maurice, Ville—<br>Town of.....                          | 2661 |
| Saint-Patrice, Paroisse Montréal—Saint<br>Patrick's, Parish Montreal.....      | 2626 |
| Shawinigan Water & Power Co.....                                               | 2665 |
| Sauvageau, Urcis.....                                                          | 2660 |
| Sherbrooke, Protestant School Com. of<br>the City of.....                      | 2660 |
| Succession—Estate Jean de la Croix Jo-<br>seph Comte.....                      | 2629 |
| Très-Saint-Rédempteur, Montreal.....                                           | 2628 |
| Ville Lasalle—Town of Lasalle.....                                             | 2633 |
| Ville—Town of Pointe Claire.....                                               | 2628 |
| Ville de Roxboro—Town of Roxboro.....                                          | 2584 |
| Ville de—Town of Saint-Jean.....                                               | 2631 |
| Westmount, Cité de—City of.....                                                | 2660 |

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—  
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Annexer divers lots à la municipalité de  
Canton Campbell..... 2624

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR (Branche des  
assurances:—TREASURY DEPARTMENT  
Insurance Branch):—

La Cie d'assurance mutuelle contre le feu  
de la paroisse de l'Epiphanie..... 2625  
La compagnie d'assurance mutuelle contre  
le feu de la paroisse de Saint-Honoré  
de Shenley..... 2624

ERRATUM:—

Pages 1406 et 1413, le 6 et 13 juillet 1912,  
No 2691-92..... 2638

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Bélanger..... 2642  
Bernstein, Goldman & Co..... 2642  
Boutet & Dupuis..... 2640  
Carmel..... 2639  
Chambly Manufacturers..... 2639  
Côté..... 2640  
Gaudet..... 2640  
Huot & Courville Limited..... 2639

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—SUPPLE-  
MENTARY LETTERS PATENT:—

The Quebec Motor Sales Company,  
Limited..... 2623

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

Acme Hat Manufacturing Company Ltd. 2569  
Compagnie d'Epicerie Nationales Ltée. 2619  
Just Motors Limited..... 2622  
Laurie Amusement Company Ltd..... 2622

LIQUIDATION:—

Regal Realty Company, Ltd..... 2642

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Syndicat d'élevage de Saint-Thomas de  
Montmagny..... 2625

ORDRE DE COUR:—

Courteau vs Rene..... 2643

PROCLAMATIONS:—

Convocation des Chambres pour la  
dépêche des affaires..... 2617

VENTE PAR LICITATION:—SALE BY LICITATION:—

Thierfield *et al.*..... 2644

VENTES POUR TAXES MUNICIPALES:—

Ville de Dorval..... 2644

VENTES PAR LES SHERIFS:—SHERIFFS'  
SALES:—

GASPÉ:—

Les Syndics de la paroisse Saint-Joseph-  
de L'Anse-au-Griffon vs Dme Blan-  
nette *et al.*..... 2645

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—  
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Annexing several lots to the municipality  
of Campbell township..... 2621

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR (Branche des  
assurances:—TREASURY DEPARTMENT  
Insurance Branch):—

La Cie d'assurance mutuelle contre le feu  
de la paroisse de Saint-Thomas de  
Montmagny..... 2625

ERRATUM:—

Pages 1406 and 1413, the 6th and 13th  
July, 1912, No. 2691-92..... 2638

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Maguire..... 2642  
Ménard..... 2640  
Mendelson Bros..... 2640  
Napoléon Sarrazin & Fils, Ltée..... 2641  
Paquette & Cie..... 2646  
Pegnam..... 2639  
Perras..... 2641  
Piché..... 2641

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—SUPPLE-  
MENTARY LETTERS PATENT:—

The Quebec Motor Sales Company,  
Limited..... 2623

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

Mont-Royal Securities, Limited..... 2618  
The Crescent Ladies Wear, incorporated. 2620  
The Crethan Company, Limited..... 2620

WINDING-UP:—

Regal Realty Company, Ltd..... 2642

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Syndicat d'élevage de Saint-Thomas de  
Montmagny..... 2625

ORDER OF THE COURT:—

Courteau vs Rene..... 2643

PROCLAMATIONS:—

Parliament convoked for the despatch  
of business..... 2617

VENTE PAR LICITATION:—SALE BY LICITATION:—

Thierfield *et al.*..... 2644

SALE FOR MUNICIPAL TAXES:—

Town of Dorval..... 2644

VENTES PAR LES SHERIFS:—SHERIFFS'  
SALES:—

GASPÉ:—

Trustees parish of Saint Joseph de  
L'Anse au Griffon vs Dme Blanchette  
*et al.*..... 2645

## KAMOURASKA:—

Têtu vs Richard..... 2646

## MONTRÉAL:—

Abattoirs Ltd vs Lajoie..... 2653  
 Bessette vs Brien..... 2653  
 Bessette vs Brien..... 2655  
 Bleau *et al* vs Terrasse de Salaberry Ltd 2649  
 Brunet d t Letang vs Smilovitch..... 2646  
 Cardinal vs Jarvis..... 2649  
 Crédit National Ltée, en liquidation—  
   In liquidation..... 2647  
 Crédit Foncier Franco Canadien vs  
   Mongenais..... 2652  
 Commissaires d'Ecoles de la municipalité  
   de Saint-Jean-Berchmans vs Sauvé—  
   School Commissioners of the municipi-  
   palité of Saint Jean Berchmans vs  
   Sauvé..... 2653

## QUEBEC:—

Choquette vs Deschênes..... 2656

## KAMOURASKA:—

Têtu vs Richard..... 2646

## MONTREAL:—

Gauthier vs Côté..... 2656  
 Gauthier (Dme) vs Legault..... 2647  
 Hand vs Montreal Trust Co..... 2646  
 Handfield *et al* vs Riopelle..... 2650  
 La Cie J.-A. Guilmotte vs Senez..... 2654  
 Lemire vs Rochon..... 2655  
 Pagnuelo vs Héritier-Heirs Loranger..... 2654  
 Meunier vs Turcot..... 2647  
 Rabinovitch vs Sigal *et al*..... 2649  
 Spalding (Dame) vs Laurier *et al*..... 2648  
 Tafler vs Shugar..... 2648  
 The Trust & Loan Coy of Canada vs  
   Courville..... 2654  
 The Trust & Loan Coy of Canada vs Otis 2652  
 Voyer vs Pigeon..... 2650

## QUEBEC:—

Lachance vs Patry..... 2656

